


GD

alternatives

B.D.I.C.

non violentes

La Politique de la Peur



DE LA DÉFENSE : Roger GARAUDY

35

80 p 6112

1979

revue trimestrielle

10 f

Vous connaissez des librairies (ou kiosques) qui vendent Alternatives Non Violentes, ou qui sont susceptibles de le faire ? Faites-les-nous connaître.

Nous publierons dans notre prochain numéro une liste aussi complète que possible des points de diffusion d'A.N.V. en France et à l'étranger.

(Envoyez les adresses avant le 30 novembre)

ÉDITORIAL

La peur ambigue

Etrange et familière, la peur est signe de mort et fait trembler la vie. Manifestation physique, affolement des sens, la peur annonce au corps le danger qui menace, met l'esprit en alerte, et, par-delà la cuirasse protectrice du bonheur, révèle au cœur profond de l'homme l'inquiétude métaphysique naturelle à son être. Signe de mort, la peur est également force de vie, elle est d'abord sursaut de vie. Qu'est-ce, en effet, que fuir le danger sinon éviter la mort pour défendre son existence et affirmer sa liberté ? Ni témérité, ni lâcheté, la peur est avant tout ce sens de l'intelligence qui perçoit la réalité et l'estime avec prudence. Le héros des grandes batailles qui oserait déclarer n'avoir jamais connu la peur ne serait qu'un menteur... ou bien un fou qui, dans sa course,

aurait perdu le sens de son orientation !

Cessons de considérer la peur comme la honte des faibles, et le courage comme la noblesse des forts. Ce sont là des attributs moraux et des mensonges culturels qui occultent l'ambivalence naturelle de la peur humaine. Celle-ci n'est pas une qualité ni un défaut, elle est une perception sensorielle de la réalité menaçante qui provoque, différemment selon les circonstances, une attitude de résistance ou un comportement de fuite. L'habitude d'équivaloir la peur à la faiblesse permet d'entretenir l'illusion que chacun d'entre nous est un « chevalier sans peur et sans reproche », ou tout au moins capable de l'être. Pareille illusion conduit droit à la guerre, au refoulement collectif de la peur par la violence et à la dilution du jugement personnel dans l'ordre général de mobilisation. Il est facile alors de gouverner un peuple quand tous ceux qui ont peur se cachent docilement sous le masque uniforme du soldat patriote.

« Masque et peur, écrit Roger Caillois, masque et panique sont constamment présents ensemble, inextricablement appariés... (L'homme) a abrité derrière ce visage second ses extases et ses vertiges, et surtout le trait qu'il a en commun avec tout ce qui vit et veut vivre, la peur, le masque étant en même temps traduction de la peur, défense contre la peur et moyen de répandre la peur. (1) » La magie moderne du développement technique n'a pas

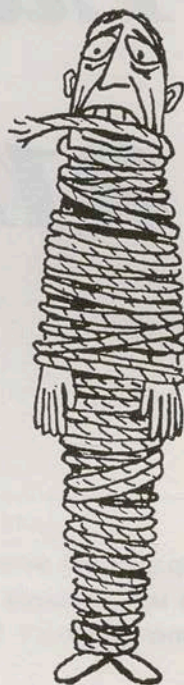
(1) Roger Caillois. « Les masques de la peur chez les insectes » dans « Problèmes » avril-mai 1961. Cité par Jean Delumeau dans « La Peur en Occident », Fayard éd.

exorcisé la danse macabre de nos peurs. Des rites nouveaux, des masques nouveaux ont fait apparition sur les voies rapides, dans les grands ensembles et jusqu'à l'intérieur du plus petit studio pour rappeler le danger, inciter à la prudence, prévenir le risque, contrôler les personnes et protéger les biens, surveiller, dissuader, secourir, assister, rassurer, alarmer... L'antique conjuration de la peur n'a pas cessé d'habituer l'homme à vivre avec ses peurs. L'énorme déploiement des dispositifs de défense contre toutes sortes de menaces a finalement engendré un mode de vie plus familier avec la crainte. Aujourd'hui, sans doute mieux qu'hier, la peur est partagée, communiquée, libérant ainsi, non point l'homme, mais son besoin existentiel de la sécurité.

Tandis que la peur est difficilement contrôlable, la sécurité, elle, est facilement organisable. Aussi n'est-ce pas un hasard si les sociétés modernes, dotées d'organes informatiques, de cerveaux électroniques, d'œil(s) magnétiques, modèlent leurs formes de gouvernement sur des mécanismes sécuritaires. Les « doctrines de sécurité » et les programmes de défense définissent rationnellement une politique de contrôle social dont le mode d'organisation est proprement militaire, même s'il n'est pas toujours abandonné aux seules mains des soldats. Les notions d'ennemi et de menace concourent, par leur imprécision délibérément entretenue, à une gestion militarisée de la sécurité collective. Chaque individu est ainsi appelé à faire partie d'un tout qui le protège, d'un ensemble social qui partage les mêmes peurs et les mêmes défenses, mais aussi les mêmes

convictions et les mêmes obligations. La rentabilité politique de l'idéologie sécuritaire se mesure au taux de soumission générale, celle-ci étant la somme d'une démission personnelle des idées et d'une collaboration collective des actes. Derrière l'apparente neutralité administrative de la sécurité se reconnaît fort bien l'image fascisée du Pouvoir dont la faculté d'adaptation est devenue aujourd'hui redoutable.

Les régimes libéraux, aussi ouverts et avancés soient-ils, administrent en effet la sécurité selon les mêmes méthodes que les régimes dictatoriaux. La rentabilité politique se double ici d'une incontestable rentabilité financière : produit commercial coté haut sur le marché international, la sécurité se justifie, dans les meilleurs des cas, par la nécessaire protection des droits de l'homme et des indépendances nationales. Sur le marché interne, et sans rien abandonner de ses prérogatives, l'Etat libéral est secondé par de multiples initiatives privées. Quel citoyen moyen, propriétaire ou non d'une résidence secondaire (ou non), n'a reçu un jour dans sa boîte aux lettres tel prospectus présentant les services discrets d'un « Bureau d'études et de gestion d'intérêts privés, industriels et commerciaux » ? Après une lecture distraite, l'œil tombe sur un sigle étonnant, I K D, « Internationale Kommission der Detektiv - Verbände », traduit pour la satisfaction du futur client en « Service national d'investigations policières » ! Les services proposés méritent d'être retenus : enquêtes (financières, pré-emploi, avant-mariage, moralité, secrets de fabrication, contrefaçon, concurrence illégale, expertises graphologiques, vols, escroqueries, dé-



tournements...), contrôles (contrats d'exclusivité, curriculum vitae, capacités du personnel...), renseignements, surveillances diurnes et nocturnes (usines, magasins, chalets et villas...).

Les moyens techniques : filatures, recherches, protections, criminologie, analyses dactyloscopiques et microphotographiques, laboratoire de traitement des surfaces sensibles... A la manière d'un roman d'espionnage, les technocrates de la sécurité reconstruisent notre vie quotidienne dans ses moindres détails. Ils assignent un rôle stéréotypé à chaque individu ; ils désignent ses peurs secrètes et en extraient, comme d'une matière brute, la représentation des dangers qui le guettent. Enfin, ils mettent en place les mécanismes de la sécurité, applications scientifiques de l'asepsie sociale.

La peur ambiguë étouffe désormais dans la cité-prison bétonnée d'interdits. La peur, signe de mort, n'est plus sursaut de vie. La peur malade tue la peur salutaire. Et la sécurité, appelée à grands cris, est à son tour frappée d'ambiguïté : masque de protection, mais aussi masque de représentation, la sécurité maintenant fait peur. « Les murs cessent d'isoler et de protéger... pour se transformer en

éléments d'oppression. En accomplissant son propre dressage, l'homme a considérablement réduit la distance de fuite de son état aborigène originel. Cette distance de fuite (à maintenir entre soi-même et l'ennemi) est une nécessité absolue en cas de densité démographique élevée et représente un des moyens fondamentaux et les plus efficaces d'adaptation au danger ; mais son fonctionnement exige un minimum d'espace.

Un processus de dressage a permis à la plupart des animaux supérieurs, y compris l'homme, de supporter l'entassement dans une zone donnée à condition de s'y sentir en sécurité et aussi longtemps que leur agressivité est soumise à un contrôle efficace.

Mais dès que des individus commencent à s'inspirer mutuellement de la crainte, ce sentiment fait ressurgir la réaction de fuite et crée un besoin explosif d'espace. La peur survenant dans un milieu surpeuplé engendre inévitablement la panique. L'incapacité à saisir l'importance et la profondeur du lien qui unit l'homme à son environnement a conduit... à des erreurs tragiques. (2) » L'écologie a

(2) Edward T. Hall. « La dimension cachée ». Ed. du Seuil. Collection Points - Civilisation n° 89.

raison : l'existence et l'agir de l'homme sont liés à l'expérience de l'espace. Les distances réduites rendent le geste étroit. La vitesse accélérée rend le mouvement précaire.

La croissance technologique entraîne une rupture dans les rapports naturels de l'homme à son environnement et finalement des hommes entre eux ; elle exige une généralisation des systèmes de contrôle et de protection. Malgré l'apparente infaillibilité du progrès, les sociétés industriellement développées cachent mal leur inquiétude et leur fragilité. La peur nucléaire est officiellement masquée par la peur de manquer d'énergie et par la peur de faire encore la guerre. Dès lors, est-ce servir la « raison écologique » que d'adopter le ton du drame apocalyptique ou celui de l'oraison funèbre pour délivrer l'homme moderne de ses craintes ? La peur se surmonte-t-elle par d'autres peurs ? Telle est bien en tous cas la politique de l'Etat, souverain protecteur : cultiver la peur pour administrer la sécurité.

Olivier Vial.

les illustrations, de William Steig, sont tirées du livre *écoute petit homme !* de Wilhelm Reich publié dans la petite bibliothèque Payot.

La politique de la peur

La sécurité est un produit qui se vend bien. Ces dernières années, les entreprises de protection des personnes et des biens ont fleuri sur le marché de la peur. Elles y font de très bonnes affaires. Côté électoral, le thème de la sécurité est aussi en pleine croissance. Giscard, parmi les premiers, en a fait un de ses sujets favoris, pendant les présidentielles de 1974. Ça lui a réussi ; et depuis il continue... Avec d'autres d'ailleurs : à droite comme à gauche, on note une inflation galopante de déclarations alarmistes sur la question. Dans le même temps, la peur fait recette dans les salles de cinéma, les librairies, les magasins de jeux... et dans les caisses des compagnies d'assurances.

Reconnaissons là un *phénomène social* : la peur attire et affole tout à la fois. Les raisons de son actualité ? Indubitablement, règne aujourd'hui un climat d'angoisse collective, dont les racines doivent être multiples.

Le monde contemporain est *producteur d'insécurité* : le contexte urbain et son anonymat, la crise économique et énergétique, la maîtrise difficile des infrastructures géantes (la panne d'EDF, le 19 dé-

cembre 1979...), les accidents des centrales nucléaires, les risques de guerre atomique, etc. Comment, dans cet univers métallique, concentrationnaire, menaçant, que l'homme de la rue se sent impuissant à maîtriser, comment ne pas ressentir véritablement une *angoisse collective* ? Réflexion faite, le contraire serait étonnant. Ne pas éprouver une *peur raisonnée* relève de l'inconscience affligeante ou de l'optimisme béat. Nous ressentons notre société comme *fragile*, et c'est précisément ce qui nous angoisse. Et nous avons raison de craindre le pire, car les risques objectifs existent. Cette peur, que l'on pourrait qualifier de rationnelle, en tant que mécanisme de défense salutaire (comme par exemple l'aventurier devant un danger réel de la nature, qui soudainement le menace), devrait nous inciter à la vigilance ; mieux, à l'action. Effectivement, c'est le cas pour certains ; peu malheureusement, qui s'élancent dans la lutte, à défaut de prendre la fuite ou le parti de l'évasion.

L'autre caractéristique de l'angoisse est son *effet paralysant* ; elle peut inhiber le geste et même l'esprit, et c'est là que tout commence... Car d'aucuns, animés par l'esprit de lucre (industriels en tout genre) ou l'appétit du pouvoir (politiciens plutôt de droite) *se servent de notre angoisse pour nous vendre leur sécurité* (1).

LE MYTHE DE LA SECURITE

Ces initiatives s'additionnant et s'amplifiant du fait même de leur réunion, une *idéologie de la sécurité* est née. Idéologie à dimension nationale mais aussi internationale, que l'on s'est empressé de théoriser. On devrait d'ailleurs dire aussi une *mythologie* de la sécurité, à la recherche du jardin d'Eden de la sécurité totale. Car la sécurité absolue n'existe pas. La vie en elle-même est risque et conflit. Laisser entendre que l'on peut obtenir une sécurité définitive et totale relève du leurre et du mythe, et nous plonge en plein *irrationnel*.

(1) On pourrait d'ailleurs en dire autant de bon nombre de professionnels de la santé, mais ce n'est pas notre sujet.

Dans son gros ouvrage sur *La peur en Occident*, Jean Delumeau écrit, à propos de l'homme de la Renaissance envahi par des angoisses aux thèmes multiples : cette peur grandissante « plus cruellement ressentie qu'autrefois, l'homme de la Renaissance l'exprima et la justifia en campant face à lui l'image d'un Satan tout puissant et en identifiant la multitude des pièges et des mauvais coups que lui et ses suppôts sont capables d'inventer (2). Notre Satan des temps modernes, c'est l'Insécurité. Partout elle est présente, partout elle doit être traquée. Mais ce mal suprême n'a plus vraiment de visage, pas du moins celui du XIV^e siècle. Certes, les jeunes, les immigrés, les chômeurs, les terroristes peuvent servir de temps à autre à conjurer les démons. Mais la menace reste imprécise. Le monstre plane sur les villes, et peut nous surprendre au coin d'une rue par ses incarnations subites. La menace *doit* rester floue pour que chacun soit sur la défensive, se sente comme une victime possible, soudainement frappée.

Tel est notre Mythe. Il est puissant et durable : il touche à notre vie et notre mort. Jusqu'à la vieillesse, nous le traînerons, si nous ne savons nous en défaire. En attendant, c'est une valeur cotée au hit parade des stratégies politiques.

LE GRAND EXORCISTE

En effet, exploitant notre angoisse collective d'une « société-tous-risques », gonflant ce mythe de la sécurité qui n'en avait point besoin, l'Etat « rattrape » notre malaise anxieux à son seul profit. Technique habile mais peu glorieuse : de tout temps l'angoisse d'une communauté favorise l'identification à une autorité supérieure et salvatrice. L'Etat nous désigne effectivement l'insécurité comme le mal du siècle. Il ne ménage pas ses efforts pour nous mettre en garde et nous imposer ses remèdes. *L'Etat se comporte véritablement comme l'Exorciste du Mal-insécurité*. Il met en scène la puissance magique de sa violence pour nous déli-

vrer du maléfice et nous garantir sa paix. Nous vivons sous l'emprise de l'Etat-Sécurité. Et nous en redemandons. N'attendons-nous pas tout de l'Etat pour nous délivrer de nos malheurs ? Après la fin de la seconde guerre mondiale, nous avons trimé pour reconstruire. Puis, dans la foulée des années 60, nous nous sommes trouvé l'idéologie de la *consommation* pour nous repaître de ce qui nous avait manqué. Mais la crise est là, et l'âge d'or de la pléthore est — nous dit-on — révolu. Que nous reste-t-il alors sinon de *préserver* nos biens chèrement acquis, de nous crispier sur notre avoir ? D'autant plus que — les statistiques le démontrent — la part la plus importante des agressions enregistrées concerne les biens. Organisons donc la sécurité !

Entre temps, la technologie a fait de nous une « foule solitaire ». Les liens communautaires ou sociaux, qui nous unissaient tant bien que mal en solidarité, se sont dégradés. Nous nous sentons seuls, impuissants. Heureusement que dans la même période, l'Etat s'est fortifié, développant sur nous ses tentacules protectrices ! Quoi de plus normal que de nous rattacher à Lui pour nous donner l'illusion d'avoir un sens ? Lui, notre dénominateur commun, Lui, qui s'adresse à chacun de nous, Lui qui nous protège. Organisons la sécurité autour de l'Etat !

Une nouvelle société, et peut-être un nouveau type de développement, sont en train de se construire par et à travers le mythe de la sécurité. Un nouveau mode de vie où les individus ne seraient plus reliés entre eux, mais liés à l'Etat-sécurité, pôle commun et protecteur. Pôle qui nous attire autour de lui, à la manière d'un aimant, prisonniers que nous sommes de nos angoisses collectives. Pour sortir du champ magnétique, il faudrait une force contraire. Mais laquelle ? Et d'abord, le voulons-nous ? Notre société est magnétisée par la peur ; le consensus social s'établissant pour une large part autour de la nécessité de la sécurité.

Consensus malgré tout fragile, car certains, parmi les plus lucides, résistent à la fascinante mystification. Ils sont avocats, magistrats, journalistes,

(2) Jean DELUMEAU, *La peur en Occident*, Fayard, 1978, p. 253.

enseignants, militants. Mais la majorité, une large majorité, applaudit.

LA POLITIQUE DE LA PEUR

Alors, emporté dans son élan, qu'il ne semble même plus contrôler, l'Etat nous force à consommer sa sécurité. A tel point qu'il en « rajoute » et donne des « impulsions » à la machine. Impulsions destinées à consolider le modèle sécuritaire, mieux, à l'étendre. Impulsions qui consistent pour l'Etat à *fabriquer des situations de peur pour nous imposer ensuite sa protection rassurante*. Là est le fondement d'une politique des plus originales : une *politique de la peur*, accompagnée d'une stratégie du même nom. Les objectifs : stabiliser un régime en neutralisant les opposants, en anesthésiant l'opinion, en étendant le contrôle social. Les moyens : les grands media, une actualité qui s'y prête (fabriquée ou non), des technologies de pointe (informatique, télématique en particulier). Le tout réfléchi dans le miroir aux alouettes de la sécurité, denrée de première nécessité dans le psychisme des citoyens (tous les sondages le montrent). Un beau règne en perspective ? Jusqu'à quand ? Jusqu'à quand serons-nous sous hypnose ?

L'ennui, dans cette affaire, est que le thème de la sécurité est un des plus militaristes que notre bouillonnante histoire ait offert. Gaston Bouthoul nous le rappelle : « Le premier argument qui a toujours servi aux conquérants pour justifier leur entreprise est la recherche de la sécurité. Mais (...) il n'y a pas de limites aux conquêtes de celui qui prétend arriver à la sécurité totale. Le second argument est que toutes les tentatives de domination qui ont ensanglanté le monde, avaient pour but proclamé de faire régner à jamais l'ordre et la paix » (3). Sécurité, ordre et paix : le décor est planté. Effectivement, il hante tous les discours officiels contemporains. Ces mêmes valeurs qui ont servi (et servent encore) au bellicisme des nations contre leur ennemi de l'extérieur, sont donc employées aujourd'hui

(3) Gaston BOUTHOU, *La Guerre*, Que sais-je ? 577, PUF, p. 101.

contre l'ennemi de l'intérieur. De là à penser que l'Etat moderne part en guerre contre son peuple, il n'y a qu'un pas. Et nous le franchissons.

LES PIONNIERS DE LA STRATEGIE DE LA PEUR

L'Etat nazi est sans doute le premier à avoir *pensé et appliqué* une stratégie de la peur à l'échelle d'un peuple. Avant, c'était du bricolage...

La mise en scène tient en la combinaison de quelques recettes : usage calculé des media (à l'époque, radio et journaux), angoisse artificiellement fabriquée, contrôle social dans tous les milieux professionnels et jusque dans la cellule familiale.

Force est de constater que ces principes de base de la manipulation des masses par la peur, se retrouvent aujourd'hui dans ce que nous pourrions appeler les « techniques modernes » de la stratégie de la peur.

Certes, le contexte actuel est différent ; pas tellement, cependant, puisque les années 30 connaissaient aussi la crise économique... Assurément, les procédés sont moins brutaux, moins barbares. Encore que, dans certains pays... Disons quand même que les techniques nazies de manipulation par la peur étaient « grossièrement » violentes (au sens de gros et de monstrueux). Mais ce « trop plein » de violence s'explique aussi : dans le genre, c'était la première expérimentation sérieuse. Toute innovation, ensuite, s'affine et se miniaturise...

Aujourd'hui, les techniques de la peur sont plus « douces », plus sophistiquées, et donc moins visibles. Ce qui d'ailleurs les rend plus difficilement discernables ; leur avantage — et non le moindre — étant de provoquer l'indignation ou l'incrédulité quand quelqu'un tente d'expliquer (comme je le fais ici) que l'Etat organise la peur. C'est pourquoi il est bon de s'arrêter préalablement sur la « grossièreté » des méthodes nazies pour mieux comprendre celles de l'Etat moderne. Car, si les techniques varient, le *même principe directeur* est à la base des unes et des autres. Quel est-il ?

Bruno Bettelheim (4), qui a précisément analysé le fascisme allemand sous l'angle de la peur, nous aide à le discerner. Dans *Le Cœur conscient*, Bettelheim veut « montrer à quel point la procédure employée pour l'ensemble de la population allemande par la Gestapo, s'appuyait sur des techniques soigneusement préparées et orchestrées » (5). Par exemple, l'une d'entre elles, parmi les plus importantes, consistait à susciter le maximum d'anxiété chez l'individu à propos de sa sécurité quotidienne : peur de se faire dénoncer comme hostile au régime, puis arrêter, interroger, et en définitive déporter dans un camp. Ainsi, « en 1938, il y eut une action contre les *Meckerer* (ceux qui murmuraient contre l'Etat ou leur employeur en privé), accompagnée d'une grande campagne de presse. Cette action, et celle qui avait été menée contre ceux qui écoutaient les radios étrangères, étaient les premières incursions de l'Etat dans la vie privée des individus. (...) Aucun Allemand ne pouvait plus se sentir en sécurité dans sa vie privée. Celle-ci avait été détruite par les actions successivement lancées et l'incitation à dénoncer tout ce que les gens faisaient ou disaient chez eux. Les organisations de jeunesse hitlérienne étaient solidement établies. Les enfants avaient été suffisamment endoctrinés pour perdre toute crainte et tout respect pour leurs parents et les espionner. Ils étaient capables de rapporter à la police les conversations ou les actes les plus intimes, ou du moins, ils menaçaient de le faire. » (6)

Comme on s'en doute, explique Bettelheim, les résultats de telles méthodes furent impressionnants pour détruire ou empêcher la plus petite parcelle de résistance. Il ajoute : « Il faut bien se rendre compte que des actions de ce genre étaient toujours engagées à propos de comportements qui n'étaient

pas interdits par la loi. Il eût été facile à l'Etat de promulguer n'importe quelle loi. Mais ce n'était pas le but de ces actions qui visaient moins à punir des transgressions qu'à inciter tous les citoyens à se conformer spontanément aux désirs de l'Etat. *Le ressort de ce conformisme était l'anxiété et non la loi* (7). La remarque est fondamentale. Notons, avant de la développer, que quarante ans plus tard, on trouve dans *Démocratie Française* de Giscard d'Estaing, ce jugement tout à la fois clair et sybillin : « Il existe dans une démocratie un ensemble de comportements qui, sans pouvoir être réprimés par la loi, introduisent un degré de violence ». Quelle notion extensive de la « violence », n'est-ce pas ? Et quand on sait *qui* décide de la violence ou non d'une action ou d'un comportement, on peut effectivement s'attendre au « débordement de la loi » par l'Etat lui-même.

Ainsi, pour Bettelheim, l'Etat nazi a tenté avec succès de créer un *climat d'angoisse collective*, où les « garde-fous » juridiques (et donc la protection légale des libertés fondamentales) ne sont plus d'aucune aide pour les individus. Ceci pour les structures. Mais, simultanément, au niveau psychologique de chacun, la fabrication de cette angoisse a aussi des effets positifs pour l'Etat. « Que ce fût consciemment ou non, écrit Bettelheim, plus les Allemands vivaient dans la menace de la répression, plus il leur fallait d'énergie pour lutter contre l'angoisse qui en résultait, et moins ils en avaient pour agir » (8). « Une fois engagé, le processus avait sa force propre » (9). « Plus l'angoisse croissait, et plus ils auraient besoin d'agir. Mais l'angoisse est débilite » (10). Cette coercition anxieuse était si puissante que l'auteur rapporte des cas où « certains, minés par l'angoisse, culpabilisés de ne rien faire », ressentaient comme un soulagement leur arrestation, car en quelque sorte, elle « mettait un terme à une angoisse devenue insupportable ».

(4) Bruno Bettelheim est ce psychiatre rendu célèbre par ses travaux sur les enfants autistiques. Mais avant de s'installer aux USA, Bettelheim, juif allemand et jeune psychanalyste, a vécu la montée du nazisme et a été emprisonné dans un camp. Pour survivre moralement en déportation, il prenait secrètement des notes sur les rapports psychologiques à l'intérieur du camp. Libéré et réfugié aux USA, il rassembla ses écrits, les compléta, fit des rapprochements avec ce qu'il voyait aux USA. Un livre en est né : *Le Cœur conscient*. A lire absolument.

(5) *Le cœur conscient*, Laffont, 1972, p. 297.

(6) Op. cit., p. 308-309.

(7) Souligné par nous, op. cit., p. 307.

(8) Op. cit., p. 310.

(9) Op. cit., p. 297.

(10) Op. cit., p. 309.

Ainsi en « jouant » sur la peur, Bettelheim montre de façon convaincante comment l'Etat obtient la paralysie des individus. Phénomène psychologique bien connu que, du reste, Montaigne avait su remarquer : « Tantôt la peur nous donne des ailes aux talons, ... tantôt elle nous cloue les pieds et les entrave ». Mais quelle trouvaille politique pour la maîtrise des peuples ! Et c'est là le *principe fondamental* des stratégies de la peur que l'on retrouve jusqu'à nos jours. Elles peuvent différer dans leurs méthodes, leur technicité, leur brutalité, mais elles ont toutes ce fond commun : *entretenir artificiellement un sentiment de peur collective, plus ou moins manifeste, par une menace imprécise, créant chez le plus grand nombre une angoisse paralysante ; les objectifs étant, entre autres, de neutraliser et de dissuader toute contestation, d'étendre le contrôle social, de renforcer chez chaque individu l'identification à l'Etat*. Sans atteindre le degré coercitif de l'Etat nazi (et c'est pourquoi on ne peut le qualifier de fasciste), l'Etat moderne procède de la même manière.

Enfin, Bettelheim affine son analyse, dont les retombées sont évidentes pour le temps présent : « Lorsque sa vie est en jeu alors que l'on est en pleine possession de ses facultés, il est relativement simple de prendre des décisions et d'agir. Il en va presque de même pour la liberté physique. Mais lorsqu'il s'agit de l'indépendance personnelle, le problème est moins clair. Peu de gens sont disposés à risquer leur vie pour de petits empiètements sur leur autonomie. Et lorsqu'un Etat procède par *grignotement*, où fixer la limite au-delà de laquelle on lui résistera, fût-ce au prix de la vie ? Très rapidement la multiplication d'*ingérences mineures* mine le courage de l'individu au point qu'il n'est plus capable d'agir. C'est vrai aussi de l'angoisse engendrée par la peur que les gens éprouvent pour leur vie ou leur liberté, ou pour les deux » (11). La spécificité de l'Etat moderne au moins tel que nous le connaissons en Europe occidentale, tient dans ce « grignotement en douceur » des libertés,

allant de concert avec une stratégie de la peur. C'est en faisant monter la peur que l'Etat peut procéder plus aisément au resserrement des libertés.

Comment s'y prend-il ?

LES METHODES ACTUELLES DE LA STRATEGIE DE LA PEUR

Si la violence fascine, elle fait peur. Si quelques-uns la recherchent et disent ne pas la craindre, une écrasante majorité la redoute. La peur de la violence est un sentiment basique s'il en est. Donc, un excellent « terrain psychologique » pour la stratégie de la peur. La méthode : *dramatiser*, c'est-à-dire amplifier les risques de violence, réels ou imaginaires, d'une situation donnée (ou d'ailleurs sans faire référence à une situation précise), et surtout, *faire savoir, répéter*, avec l'appui des grands media, que la violence est là ou qu'elle se prépare... Cela donne d'excellents résultats.

Dramatiser pour criminaliser la contestation

Les premiers visés sont les *manifestants*. Aux seigneurs de la contestation, les honneurs de la dramatisation. Depuis au moins trois ans, les grandes manifestations en France ont été les victimes de ce scénario. Il faut avoir vécu la préparation des manifestations de Malville en 1977, et celle des paysans du Larzac au terme de leur marche sur Paris en 1978, pour savoir très concrètement que les pouvoirs publics souhaitent voir dégénérer de telles manifestations et font ce qu'il faut pour cela, avec un cynisme total. Ils organisent la *mise en scène de la peur* en faisant converger les manifestants vers des lieux favorisant l'éclosion des incidents, comme à Malville en 77 ; ou en interdisant tel ou tel parcours, sous les motifs les plus divers, pour que les esprits s'échauffent et que prétexte soit ainsi donné à la proximité des forces de police, comme le 2 décembre 1978 à Paris ; ou encore en préparant l'opinion publique, à l'aide des media, à la probabilité de violences, afin de marginaliser les manifestants et de dissuader, du même coup, beaucoup de sympathisants de les rejoindre.

(11) Op. cit., p. 296, souligné par nous.

Il faut aussi avoir assisté à la fin des manifestations du 23 mars 1979 des travailleurs lorrains à Paris ou à celle du 1^{er} mai : avec quelle complaisance les forces de l'ordre ont laissé faire des dégradations de magasins par quelques « manifestants » dont l'origine est d'ailleurs des plus suspects !

Dans sa partie la plus visible, c'est d'abord cela la stratégie de la peur : faire monter l'angoisse de la violence, avant, pendant les principales manifestations publiques d'opposition à l'Etat. Et après, *juste après*, c'est-à-dire immédiatement, punir des délinquants-manifestants, rassurer l'opinion par une intervention « spontanée » de l'Etat. La répétition régulière de ce scénario crée ainsi un véritable « réflexe conditionné » dans la psychologie collective : un lien artificiel est établi entre l'angoisse de la violence et son « dégagement » salutaire par l'intervention étatique.

L'exploitation du « casse » de Saint-Lazare en janvier 1979 par un groupe d'autonomes est un autre exemple très significatif. Pour quelques vitrines brisées, voici la Raison d'Etat qui se mobilise. Dramatisant ce qui n'aurait mérité qu'une place réduite dans la chronique des faits divers, les media s'en emparent sur le champ et crient à la honte. La France est soudainement en alerte contre l'odieuse exaction : les biens publics sont menacés, l'Etat aussi. Le soir même, montant en première ligne sur les chaînes de télévision, le Garde des Sceaux en personne s'indigne, sermonne et prévient vigoureusement : « Je ne peux tolérer la violence, et surtout cette violence gratuite et sauvage ». Le Chef de l'Etat lui-même se sent concerné, et y va de sa petite phrase au Conseil des ministres. Mais les fautifs sont arrêtés, et la France respire. Le traitement doit être exemplaire : les autonomes sont jugés quelques jours après, et les condamnations sont sévères. « Il fallait, déclara Peyrefitte, lors d'un débat télévisé, agir rapidement pour montrer que la population est protégée » (12). Ainsi laisse-t-il enten-

dre que la mesure est plus d'ordre psychologique que pénale. Quelques-uns, parmi les plus avertis, pour Saint-Lazare ou d'autres affaires, crient au scandale et dénoncent la chasse aux sorcières. Peine perdue. La France profonde approuve ou cautionne. Car la méthode a fait ses preuves. Jean Delumeau souligne à propos des « peurs de la classe dirigeante » pendant l'Inquisition, que l'on note toujours l'association « à péril urgent, procédure d'exception » (13). On ne saurait trouver meilleure illustration contemporaine de cette thèse. Le péril urgent, c'est la violence qui — c'est bien connu — s'est installée partout. C'est la violence marginale qu'il faut absolument stigmatiser. Le Grand Inquisiteur, c'est l'Etat qui poursuit tous les fautifs du péché d'insécurité, par lui-même désigné. Les procédures d'exception, ce sont celles des flagrants délits ou celles de la Cour de Sécurité de l'Etat.

On condamne bien sûr. Mais on profite du surgissement de la violence (que l'on a au besoin provoquée) pour faire monter la peur. L'amplifier à l'occasion de manifestations importantes ou dérisoires. Les objectifs sont multiples : criminaliser le principe de manifestation en l'aidant à passer à la délinquance, et de ce fait, marginaliser son impact, dissuader d'organiser d'autres manifestations. N'entend-on pas dire maintenant, dans les milieux militants, qu'il devient de plus en plus difficile d'organiser une manifestation importante à Paris, ou un grand rassemblement en province ?

Dramatiser pour dresser les citoyens entre eux.

Faire monter la peur en s'appuyant sur le sentiment d'insécurité de l'opinion est aussi une méthode particulièrement intéressante pour l'Etat.

Mais qu'est-ce au juste que ce sentiment d'insécurité, épouvantail dont on parle tant ? Le rapport « *Réponses à la violence* » rédigé en 1977 par un Comité que présidait Alain Peyrefitte, note que « le sentiment d'insécurité se développe dans l'appréhension d'une réalité imprécise. Il s'alimente moins de faits concrets qu'il ne repose sur une *image sub-*

(12) Dossiers de l'écran sur « La justice et les Français », sur Antenne 2, en février 1979.

(13) La peur en Occident, p. 388.

jective de la criminalité » (14). Citant les résultats d'une étude, les auteurs du rapport indiquent : « Il n'y a que 5 % des personnes interrogées qui déclarent avoir connu une atteinte à leur intégrité physique. L'énorme majorité des Français n'a pas été non plus directement témoin d'un acte de violence qui puisse l'impressionner » (15). S'interrogeant sur l'influence de l'entourage, ce même rapport, décidément fort instructif, évoque les résultats d'une autre enquête d'où il ressort que « les Français à une écrasante majorité affirment que, dans le mois écoulé, aucun membre de leur famille (87 %), aucun ami (85 %), aucune relation (86 %), voire aucune connaissance vague (82 %), n'a été victime d'une violence quelconque. La violence est donc perçue comme lointaine et indirecte » (16). D'où vient alors que « 80 % ressentent avec acuité une montée de la violence » (17) ? « Dans ces conditions, souligne le rapport, les moyens de communication ne peuvent que constituer la principale source d'information sur la violence. (...) Il est donc permis de penser que la place (qu'ils réservent à la violence), pour une part essentielle, alimente le sentiment d'insécurité » (18). Mais qui contrôle les grands media ? La question n'est pas abordée...

Enfin, pièce essentielle du dossier, le rapport place parmi les principaux facteurs provoquant cette anxiété irraisonnée, *la peur de l'autre*. « La violence, c'est d'abord les autres. Seuls 12 % des Français reconnaissent faire preuve publiquement d'une certaine agressivité. (...) C'est l'autre qui est à l'origine de la peur » (19). Serait-on en pleine psychose collective ?

Qu'en conclure sinon : en cautionnant ce sentiment subjectif de violence (20), en l'attisant parfois, l'Etat favorise la méfiance générale des Français

(14) Réponses à la violence, tome I, Presses Pocket 1977, p. 63.

(15) Id., p. 49.

(16) Id., p. 50.

(17) Id., p. 47.

(18) Id., p. 50.

(19) Id., p. 53.

(20) Le même Peyrefitte, devenu ministre, déclare : « Il y a des gens qui se conduisent comme des barbares des nouveaux temps, visant au cœur de notre société. »

entre eux. L'actualité criminelle y aide parfois lorsque le délit est particulièrement répréhensible pour la morale. Mais en plus, s'installe une *routine de la dénonciation*, par exemple lorsqu'au cours d'une conférence de presse, telle haute personnalité de l'Etat reprend le couplet maintenant bien connu : « la violence est partout et l'une des principales tâches de l'Etat est d'assurer la sécurité des Français », avec une variante, timide à ses débuts, insistante aujourd'hui : « il est bon que les Français collaborent avec l'Etat pour leur propre sécurité ». Intérêts de cette mise en condition : entretenir la crainte du voisin, obtenir le repli sur soi et sur la famille, encourager l'identification à l'Etat, justifier plus aisément l'augmentation des effectifs de police (en progression constante depuis... 1968). Poniatowski, ministre de l'Intérieur en 1975, ira jusqu'à faire éditer une brochure sous l'égide de la direction de la Sécurité Civile, « la sécurité familiale » (tout un programme !) expliquant, entre autres choses, la meilleure manière de se cloîtrer chez soi pour se protéger des cambrioleurs (21) ! Ainsi n'existe-t-il plus guère de domaine où l'Etat ait la pudeur de ne pas intervenir. « Sans tomber dans la paranoïa étatique, écrit Madeleine Laïk, on pourrait parler d'une stratégie du brouillage entre le domaine public et privé, d'une manœuvre de contamination du dedans par le dehors, alimentant nos pires angoisses archaïques » (22).

Dramatiser pour favoriser l'identification à l'Etat

Un autre objectif de la stratégie de la peur est de parvenir à obtenir des individus leur coopération avec l'Etat dans la lutte contre l'insécurité.

Très explicite, Giscard indique la voie : « Trop souvent encore, l'Etat doit se substituer aux individus dans la recherche de leur propre sécurité. Il doit parfois la leur garantir presque malgré eux. Le souci de la sécurité est un devoir de chacun de nos concitoyens. Il faut qu'il devienne un réflexe naturel. Il y va de leur propre sécurité, mais aussi

(21) Ce fait est cité par Madeleine LAÏK, dans *La peur qu'on a*, Laffont 1979, p. 308.

(22) Id., p. 309.

de celle de leur famille et de leurs voisins » (février 1978). Après avoir développé la méfiance réciproque, on peut passer au stade de la *délation*. Délation qui sera expérimentée lors de l'enlèvement du baron Empain ou contre les « tueurs de l'Ardèche », avec l'assistance, une fois de plus, des media. Lors des manœuvres militaires en terrain libre, à l'échelon régional, on l'utilise aussi pour associer la population locale à la « recherche du renseignement sur l'ennemi infiltré dans le pays ». Pas toujours avec succès d'ailleurs, dans ce cas précis, car les gens rigolent... Mais enfin, dans d'autres circonstances, cela semble mieux marcher. Ainsi, M. Tibéri (député RPR du 5^e arrondissement de Paris) se félicite dans son bulletin municipal que « les contacts multipliés avec la population ont abouti à une coopération efficace, certains riverains n'hésitant pas à téléphoner au commissariat central pour signaler la présence d'individus douteux dans leur immeuble ». La conséquence indirecte (inattendue ?) de la méthode est la floraison de groupes « d'autodéfense » qui, du coup, entendent devancer l'Etat pour « faire leur propre justice ». Conséquences aussi, ces erreurs de particuliers qui, se prenant pour des cow-boys dans leur pavillon de banlieue, en arrivent à jouer de la gâchette contre un membre de leur famille ou un voisin. Accidents parfois dramatiques, mais excusables par la « légitime défense ». Le plus souvent, la presse passe l'éponge, mais cette tendance est quand même préoccupante pour l'Etat, qui ne saurait supporter une concurrence, si marginale soit-elle, dans le monopole de la violence.

Qu'à cela ne tienne, pour rattraper ces élans intempestifs, l'Etat suggère une participation active, encadrée par les pouvoirs publics. Et Poniatowski de déclarer en 1975, après avoir condamné l'action des milices privées : « Cela n'interdit pas naturellement que le maire, en sa qualité d'officier de police judiciaire, puisse, en cas d'extrême urgence ou de délit grave, demander à ses concitoyens de lui prêter main-forte jusqu'à l'arrivée de la police ou de la gendarmerie. Ces initiatives communales sont parfois nécessaires face à la montée des violences. Elles ont le mérite d'associer des citoyens volontaires à la protection de la liberté de tous, c'est-à-dire de leur propre liberté. » Qu'on se le

dise ! Jusqu'où ira-t-on dans l'escalade de l'auto-contrôle ?

L'ETAT ET LA BOMBE

Notre avenir serait-il si machiavéliquement programmé par un Etat devenu le chef d'orchestre de nos peurs ? En tout cas, les faits s'emboîtent... et l'Etat semble bien avoir sa logique propre. Mais pourquoi celui-ci a-t-il une telle *puissance sécurisante* et exerce-t-il une si grande fascination protectrice ?

A l'aide d'une interprétation psychanalytique, déjà présentée dans ces colonnes (23), Franco Fornari montre comment l'Etat est devenu « monopolisateur et capitalisateur de la violence » en s'appuyant sur la « démission collective du besoin de violence des individus ». La conséquence est que « l'Etat-Maître-Souverain (fournit ainsi) aux hommes l'illusion de les défendre contre la mort en idéalisant le besoin de violence au moment même où il est interdit aux citoyens » (24). Cette « illusion » dont parle Fornari, sous-tendue par un mécanisme fantasmatique (la projection paranoïde), a, en tant que telle, besoin d'être entretenue. De ce fait, l'Etat se trouve dans la position suivante : *il doit rappeler, et donner à chacun l'occasion de constater fréquemment, qu'il est bien le monopolisateur de la violence en ce sens qu'il assure la sécurité*. (Rappelons-nous la petite phrase de Peyrefitte : « Il fallait agir rapidement pour montrer que la population est protégée »). L'Etat se trouve d'ailleurs « obligé d'agir ainsi, sinon les individus se trouveraient en « état de manque de sécurité », ou risqueraient de se réapproprier leur besoin de violence...

L'Etat doit donc nécessairement renforcer sa fonction sécuritaire, ce qui provoque simultanément

(23) *Qui est responsable de la violence nucléaire ?* article de C. Mellon présentant les idées essentielles du livre de Franco Fornari, *Psychanalyse de la situation atomique*, A.N.V. n° 24-25 (numéro épuisé).

(24) Franco FORNARI, *Psychanalyse de la situation atomique*, NRF « Essais », Gallimard 1969, p. 90.

une dépendance croissante des individus envers Lui. En somme tout se passe comme si le comportement de l'Etat consistait essentiellement à répéter des situations où chacun puisse reconnaître son rôle fantasmatique : idéaliser la violence protectrice. Chacune de ces répétitions se conclut par une réassurance collective provisoire, et donc toujours à reprendre. On voit que si ce cycle de répétition-réassurance s'accélère, il parvient logiquement à un paroxysme où c'est l'Etat lui-même qui doit produire de l'*insécurité*, pour pouvoir ensuite la stigmatiser. C'est exactement le stade où nous en sommes. Jusqu'où cela nous mènera-t-il ? Si ce mouvement se poursuit, si l'Etat ne trouve désormais sa légitimité sécuritaire que par l'insécurité qu'il provoque, on peut dire véritablement qu'il *déclare la guerre* à chaque individu ! « Aujourd'hui, même si nous essayons de le nier, nous commençons tous à être convaincus que l'existence de l'Etat souverain, capitalisateur et monopolisateur de la violence, est un *attentat dramatique contre la sécurité des individus*, sans parler de l'attentat définitif contre l'existence et l'intégrité de l'espèce. (25) »

Cette citation de Fornari nous introduit à un deuxième aspect de sa pensée : le lien entre la violence de l'Etat et la bombe atomique. En effet, ce monopole de la violence, *résultant de la démission de chaque individu*, l'Etat va le renforcer, l'utiliser aussi *vers l'extérieur* : la bombe est au bout du processus. Mais il faut bien voir que l'Etat n'est pas le seul « responsable » de la situation atomique : la bombe réalise en effet un vieux rêve fantasmatique de l'humanité. « Tout homme possède pour ainsi dire à l'intérieur de lui-même la bombe H comme un désir de contrôle sadique omnipotent sur son propre ennemi. (26) »

En définitive, la violence de l'Etat contre les individus et la violence de la bombe contre les ennemis extérieurs ont la même origine : la démission des individus. Dans les deux cas, la violence, élaborée à partir de la projection paranoïde, repose sur la menace de la destruction de l'autre. C'est

donc du même type de *dissuasion* qu'il s'agit. Les mécanismes de la peur qui fondent la dissuasion atomique sont de même nature que ceux qui fondent la « dissuasion étatique » à l'intérieur.

LA PAIX ET LA PEUR

Il devient donc nécessaire de relativiser l'intentionnalité des dirigeants politiques à gérer la peur. A tout le moins, cette intentionnalité s'appuie sur une demande, inconsciente ou explicite, des individus. Ce qui met tout le monde dans le « même sac », avec toutefois des degrés différents de responsabilité...

Mais il est clair que cet équilibre de la terreur, qu'elle soit nucléaire ou étatique, traduit notre incapacité profonde à assumer notre propre violence. Car c'est finalement en expulsant notre propre violence sur l'autre - comme si nous étions impuissants à la gérer nous-mêmes - que nous réussissons à vivre une paix relative. Sous cet angle, l'équilibre de la paix n'est rien d'autre que l'interaction de nos violences menaçantes, c'est-à-dire l'équilibre de nos peurs réciproques. Jusqu'à présent, nous réussissons à ne vivre en paix que de cette manière : par la peur que nous inspirons à l'autre. La peur, après avoir longtemps été associée ici au problème du pouvoir, puis à celui de la défense, renvoie donc finalement à la question de la violence.

Si la violence est le fondement de notre paix par la peur, *c'est peut-être parce que cette capacité de violence atteint aujourd'hui des proportions apocalyptiques, que nous ressentons une forte anxiété collective*. Angoisse commune qui se cristallise ici ou là, à l'intérieur de nos sociétés, dans des comportements de fuite, de désespoir, de réassurance. On voit même une tendance nouvelle qui consiste à nous *familiariser avec la peur*, à vivre avec (manœuvres de population civile en cas d'accident d'une centrale nucléaire, par exemple). Fait significatif, et très différent, les thèmes apocalyptiques

(25) Id., p. 223-224.

(26) Id., p. 67.



fournissent une source d'inspiration majeure à la bande dessinée (voir un numéro spécial de *Métal Hurlant*). Ainsi, devrait-on apprendre à en rire... La production cinématographique avec ses séries de films-catastrophes est aussi éloquente.

Dans cette optique, la bombe apparaît comme le détonateur de la Grande Peur du XX^e siècle aux mille éclats, tenant le même rôle que la peste au XIV^e siècle. Cela nous promet beaucoup d'inquisiteurs...

LE « DEGAGEMENT DE LA MORT »

Quelle est la pierre angulaire qui fait tenir tout cet édifice ? C'est bien la peur de la mort, en définitive. Car, si la paix où nous vivons n'est qu'un équilibre de violences réciproques, ces violences ne « dissuadent » que parce qu'elles sont menaces de

mort. Fondamentalement, la paix telle que nous la connaissons aujourd'hui, repose sur la peur de la mort. Paix morbide s'il en est !

C'est précisément par ce « ressort » de notre angoisse de la mort, que l'Etat veut nous imposer sa paix. Paix étatique qui ne résulte que du chantage à la mort qu'il exerce sur nous en agitant sans cesse le mythe de l'insécurité. C'est pourquoi l'effet d'une telle stratégie est si paralysant.

Tant que nous serons paralysés par notre angoisse de la mort, l'Etat nous « tiendra » comme des pantins. Car la politique de la peur n'est rien d'autre qu'un vaste chantage à la mort. C'est de cela que résulte son succès incontestable.

Mais c'est cela aussi qui met le doigt sur sa seule faiblesse. Si nous parvenons en effet à changer notre rapport à la mort, alors l'équilibre imposé par l'Etat-Maître-chanteur s'écroule. Les stratégies de la peur perdent la totalité de leur efficacité, puisque précisément, elles prennent appui sur notre peur de la mort. Lorsqu'un peuple n'a plus peur de la mort, aucun tyran ne peut lui résister. Phrase terrible, mais quelle autre perspective plus sereine ? Se « dégager » de sa mort, c'est-à-dire l'assumer, ce qui ne signifie aucunement se sacrifier, est l'unique voie, à notre sens, pour vaincre les stratégies de la peur. Car, ce dont nous sommes sûrs, c'est que les techniques de la peur des tyrannies modernes, si sophistiquées soient-elles, ne parviendront jamais à dominer la mort. Notre seule chance de libération de la peur est donc d'assumer notre mort.

Et si nous parvenons à changer notre rapport avec elle, c'est toute la chaîne des problèmes qui lui sont liés que nous pouvons transformer. Ainsi, changer notre rapport à la mort, c'est du même coup changer notre rapport à la paix, à la peur et à la violence. Plus de paix par la peur ! Plus de peur par la violence ! Nous avons alors la possibilité d'évoluer vers la maîtrise de nos craintes, la non-violence de nos actions, la gestion de nos conflits. C'est le seul défi que nous puissions relever collectivement contre l'Etat de la peur.

Jacques SEMELIN.

L'administration de la peur

À LA FIN du XVIII^e siècle, l'idée de *bonheur* défrayait la chronique européenne ; à la fin du XX^e, il semble que ce soit l'idée de *malheur* qui hante à nouveau l'Europe et le monde. Un malheur qui ne serait plus seulement associé aux guerres, aux conflits déclarés ou aux divers fléaux naturels, mais cette fois, tout bonnement, à la survie de l'espèce.

Malheur écologique de l'épuisement mondial des ressources, de la pollution, de la pénurie d'énergie...

Malheur sociologique de l'accroissement de la délinquance, du terrorisme et des risques économiques liés au développement industriel et technologique.

Malheur politique aussi, devant l'impuissance des gouvernements à résoudre durablement les crises des systèmes international... Tout ceci semblant se conjuguer pour nécessiter *une nouvelle sorte d'administration de la peur, et de l'angoisse* (1).

(1) « L'administration de la peur a repris du service actif... », pages 25 et suivantes - Paul Virilio, « L'insécurité du territoire », Stock/Monde ouvert, 1976.

En fait, si nous revenons à cette « idée de bonheur » si chère à Saint-Just et à la bourgeoisie révolutionnaire, on remarque qu'elle subit historiquement, une série de mutations significatives : d'abord, celles qui sont dues à l'influence anglosaxonne du CONFORT (2), ensuite, avec le développement de la médecine (en particulier les progrès de la micro-biologie et de l'épidémiologie), ce sera l'apparition de la notion d'*hygiène* de vie. Tout ceci contribuera à l'instauration d'une véritable *idéologie de la santé*, la fameuse idéologie sanitaire et sociale du XIX^e siècle que le développement ultérieur des sports de masse et des loisirs améliorera encore.

Enfin, grâce à l'importance accrue des sciences humaines, le positivisme apportera au XX^e siècle, avec le fonctionnalisme, la notion de *besoins* à assouvir puis, plus récemment, celle de *demandes* à satisfaire qui sous-tendra la politique de consommation en attendant probablement que le *désir*, par essence jamais satisfait, ne vienne parachever le processus... tout ceci se synthétisant pour instaurer une dernière idéologie du mode de vie : *l'idéologie de la sécurité* (3).

(2) CONFORT, du vieux français : assister, conforter.

(3) Roosevelt, promoteur du New-Deal, associe système de consommation de masse et libération de la peur, dans son discours au congrès américain du 6 janvier 1941.

Après l'assistance sociale de l'*Etat-Providance*, Etat-Maximum et idéal du confort des masses, c'est la nouvelle sécurité sociale de l'*Etat-Destin*, Etat-Minimum du désir individuel. En fait, l'idéologie sécuritaire ne fait que compléter habilement l'ancienne et désuète idéologie sanitaire, le regard clinique se déplace du physiologique au pathologique, la doctrine de la sécurité étend le contrôle du corps physique au corps politique et social, entraînant à sa suite les sphères économiques et culturelles dans le système stratégique international puisque l'idéologie de la *sécurité nationale* finit par y supplanter celle de la *défense nationale*. A la défense de la nation, organisée en vue de s'opposer à l'agression d'un ennemi extérieur, succède cette *sécurité intégrale* destinée à s'opposer non seulement à l'ennemi intérieur mais encore à tout danger, à toute menace, l'ennemi déclaré disparaissant au profit du caractère foncièrement indéterminé des risques encourus. De même qu'avec la justice militaire, il s'agissait de transférer la peur de l'adversaire au partenaire (l'officier) afin de parvenir à la discipline (force principale des armées !), de même il s'agit maintenant de transférer de l'extérieur vers l'intérieur, la peur des affrontements et des agressions.

En somme, la doctrine de la sécurité intégrale finit par étendre la stratégie tous azimuts à l'ensemble des objectifs sociaux, « assurance tous risques », au-delà du politique ; l'idéologie sécuritaire complète la dissuasion nucléaire par une dissuasion populaire. Sous le vertueux prétexte de sauver la démocratie en assurant le salut de l'espèce, elle instaure une sorte de « protectorat » dont les choix politiques essentiels sont absents. La nation se mue progressivement en un *potentiel national* à préserver des contagions et autres déstabilisations... ainsi, l'idéologie de la santé publique s'élargit arbitrairement aux dimensions du corps social, c'est-à-dire aux mesures de l'état de droit. Dans cette nouvelle « stratégie de la tension » il ne s'agit plus uniquement de mouvoir des armées par l'administration de la terreur, mais aussi de mouvoir les populations civiles par l'émotion, la psychose et finalement par un conditionnement permanent. La mobilisation de masse n'est plus celle, réglementaire, des citoyens-

soldats envoyés aux frontières pour défendre la patrie, cette époque est révolue grâce à l'essor des armements stratégiques. Maintenant, il s'agit surtout d'émouvoir la masse et de la mobiliser sur place à partir de craintes, de hantises affectant la vie de tous les jours : pénurie, sécurité routière, protection civile, etc..., peu importent finalement les thèmes d'alerte, l'essentiel étant la mobilisation de l'émotion ; on devine dès lors le rôle majeur imparti aux divers moyens de communication de masse (audio-visuels ou automobiles...).

Hier, avec l'ancien type de mobilisation populaire, la peur de l'envahisseur servait à assurer une rapide montée au front, ensuite les dangers encourus du fait de l'adversaire remplaçaient les effets de la propagande et assuraient la motivation au sacrifice. Aujourd'hui, grâce à la « dissuasion populaire », il faut au contraire détruire les réseaux de solidarité en détournant la peur sur le voisin, le parent, le camarade et ceci en permanence, puisque la proclamation de l'état de sécurité équivaut à éteindre toute paix civile véritable au profit d'une sorte de *coexistence pacifique interne*... et non plus seulement *externe* comme c'était le cas avec la dissuasion nucléaire internationale. Cette idée d'un nécessaire équilibre des tensions (internes et externes) complétant habilement le fameux « équilibre de la terreur », va de pair avec le concept « écologique » d'un nécessaire rééquilibrage des ressources indispensables à la survie de l'espèce... dans ce nouveau statu quo, la géopolitique rejoint la biopolitique pour réaliser un nouvel amalgame entre les risques physiologiques de la vie quotidienne et ceux de la vie politique internationale.

Ainsi, la consommation de la sécurité tend à s'instaurer comme le dernier mode de vie des sociétés développées : d'une part grâce aux messages des media, de l'autre, avec l'instauration de zones d'angoisse, points noirs servant de repères du péril suprême (radiations, pollutions, attentats, incendies...). Nous voyons curieusement apparaître, depuis plusieurs années dans certains pays européens (Suisse, Suède, Allemagne...), le dernier rejeton du bunker : la pièce de sécurité (schutzraum). Tout bâtiment public de quelque importance recèle

désormais cet espace réservé réglementaire. Dans cette salle spéciale, étanche et stérile, dans ces lieux du péril protégés contre le feu, les impacts, l'inondation ou les radiations, certains objets sont conservés, certaines denrées alimentaires obligatoirement renouvelées ainsi que des produits de première urgence... nouvelles formes du meuble de pharmacie mais aussi du congélateur ou du coffre-fort ! En France, ce type d'équipements n'existe encore que dans la proximité immédiate des centrales nucléaires (4).

On avait vu surgir de même, à la fin du XIX^e siècle, le *sanitarium*, l'espace de la santé, d'abord collectif puis individuel, personnalisé avec la salle de bains, attribut « hygiénique » indispensable au confort moderne. Au cours des années 1920-1930, la salle à manger et le salon bourgeois ont aussi laissé place au *living-room*... littéralement, pièce de vie. On peut supposer que très bientôt et grâce à l'administration de la peur destinée à promouvoir le besoin et la consommation de la protection, naîtra une sorte d'anti-living, un *dead-room*, espace de sécurité qui prendra place dans les appartements au côté des autres affectations fonctionnelles (sanitaires, cuisine...). L'abus du concept de sécurité prépare l'installation de cette *salle de survie* (5), espace clos comme un oratoire et nouvelle dimension culturelle de l'anxiété populaire où pourraient se préparer en secret les rites de l'oubli de l'être (6), puisque comme le pressentait la philosophie néo-fasciste : *il n'y aura plus de salut possible que dans la pure contemplation du péril suprême* (Heidegger).

De même, depuis 1974, la construction des aéroports, ces *nouvelles frontières des Etats*, est soumise à l'impératif de la protection contre les « pirates de l'air ». Le bâtiment n'est plus réalisé à partir des contraintes fonctionnelles dictées par une bonne gestion des flux (passagers, fret, appa-

reils...) : le plan général est désormais fonction des risques de contamination terroriste et l'aménagement des lieux est conçu à partir d'une distinction entre : zones stériles (départ) et zones non-stériles (arrivée) (7). Tous les circuits et ruptures de charges (passagers, bagages), ainsi que les différents mouvements du transit (auto, taxi, avion...) sont soumis à un véritable système de dérivation du trafic (intérieur/extérieur), la forme architecturale résultant moins désormais de la personnalité des architectes que des précautions nécessaires à la bonne santé/sécurité de l'équipement.

Dernière frontière ou plutôt dernière porte de l'Etat, l'aéroport est devenu aujourd'hui, comme le port et la gare d'hier, le lieu de la régulation essentielle du trafic et donc celui d'une expérimentation poussée du contrôle et de la haute surveillance. Au-delà de l'idéologie sanitaire, il ne s'agit plus, comme par le passé, d'isoler ou d'enfermer le contagieux et le suspect, mais de l'intercepter un instant sur son trajet. Signalons ici que les prisons françaises abritant des « quartiers de haute sécurité » seront équipées dans quelques mois de *portiques magnétiques* semblables à ceux installés depuis quatre ans dans les aéroports. Ainsi, avec l'idéologie sécuritaire, il ne s'agit plus de radiographier le corps malade d'un patient, mais cette fois, de faire patienter le passager, le temps d'ausculter son vêtement, son bagage...

Si le pouvoir est d'abord le *promouvoir* logistique du « pontife », celui qui capte et oriente les énergies, dans le passé et compte tenu de la faible mobilité des véhicules terrestres, l'essentiel de la politique se situait dans le *frein* apporté aux divers mouvements (obstacles, enfermement, règlements). Autrement dit, la *politique s'identifiait intégralement à la poliorcétique*, art de pratiquer le siège de l'adversaire, mais aussi de se défendre contre le sien. Jusqu'au XVIII^e siècle, c'est l'époque des *grandes machines immobiles*, places fortes et remparts dont parle Vauban, le progrès logistique du mouvement

(4) « Locaux de repli », utilisés en cas de catastrophe.

(5) Il existe à Paris une boutique spécialisée dans la vente de ces accessoires rituels - son nom est SURVIVAL.

(6) « En vacances oubliez tout sauf votre sécurité ! », slogan du Ministère de l'Intérieur, en 1976.

(7) Voir ici la différence entre les plans de Roissy I et des satellites de Roissy II en cours de construction.

se situant essentiellement au niveau de la conquête maritime. Mais à partir du siècle des lumières, tout change. *La politique tend à devenir une politique vectorielle* (une techno-logistique) fondée sur des engins terrestres, des vecteurs qui n'ont plus rien de commun avec les véhicules anciens puisque chacun d'eux est capable désormais de provoquer une accélération considérable du mouvement dont l'artillerie est probablement l'archétype. *L'accélération de la vitesse devient alors la production essentielle du pouvoir de l'ère industrielle, alors que la décélération et l'arrestation avaient caractérisé le pouvoir précédent*, contribuant à définir son aire, sa localisation territoriale. Le fouet remplace le crochet (8), *l'accélération succède au frein, la machine mobile* (automobile) renouvelle l'effet des places fortes de l'état de siège. C'est la vitesse des vecteurs (terrestre, naval, aérien) qui dimensionne le pouvoir moderne en définissant *les distances de temps*, les délais de la réflexion, de la décision et de l'action... en attendant que le *vecteur-vitesse* (supersonique, audiovisuel...) n'élimine totalement les acteurs grâce à l'automation. *Après l'ère du peuplement et de l'aménagement de l'espace territorial (exocolonisation) c'est l'ère du peuplement et de l'aménagement du temps de déplacement (endocolonisation)*. La transmigration quotidienne alternée succède aux lointaines transplantations coloniales, le moyen de communication à distance devient celui de l'extermination des distances, d'abord des *distances géographiques* (le kilomètre-heure renouvelle le kilomètre), puis des *distances de temps* elles-mêmes : avec la libération de la vitesse de libération, le MACHMETRE succède au KILOMETRE, *le déplacement est indexé sur la distance-vitesse du son et de la lumière et non plus sur la distance-temps du parcours*. Le véhicule, *moyen de déplacer le passager* devient brutalement le *moyen de déphaser l'usager* et de déréguler toute société par d'incessantes activités de transfert.

Après le frein des *machines immobiles* de la poliorcétique ancienne et l'accélération des *machi-*

nes mobiles de la « politique vectorielle » (ferroviaire, routière), le rapport de vitesse renouvelle les rapports de mouvement et le *vecteur-vitesse succède aux divers vecteurs-véhicules*, le message ce n'est plus le massage, le médium, mais seulement sa vitesse de délivrance, la vitesse de libération : le MACH remplace la MACHINE, l'accroissement de la célérité des transferts allant de pair avec l'augmentation de la surveillance, *la libération de la vitesse équivaut à l'accroissement du contrôle des mouvements*, l'idéologie de la sécurité intégrale (fiabilité technique) succède alors logiquement à celle de la santé publique (fonctionnement métabolique) et l'ETAT-DESTIN remplace l'ETAT-PROVIDENCE.

Dès lors et puisque « la seule chose qui évolue encore c'est le prix du temps » (Garry Becker), il faut « faire de l'usage du temps des hommes une finalité essentielle de la production » (Jacques Attali) en assurant cette fois la *sécurité de l'emploi du temps par son aménagement biopolitique* (voir ici par exemple, la notion de « carrière globale de la femme » — notes et documents CNPF juillet-août 1978). Cette nouvelle « économie du temps » (9) *équivaldrait donc à politiser la vitesse* puisque le fondement du pouvoir ne serait plus seulement « logistique » (vecteurs métaboliques) ou « technolologique » (vecteurs techniques) mais déjà « dromologique » (vecteur vitesse). Ainsi, nous assisterions à un transfert des valeurs de la richesse à la vitesse c'est-à-dire à une mutation : de la production de biens (économique, politique, sociologique) à la production de rythmes et de cycles vitaux (dromologie biopolitique), *les modes de vie devenant progressivement des modes de vitesses*.

L'étalon-vitesse suppléant brutalement à l'étalon-richeesse, nous assisterions alors à une évolution radicale des mœurs et des comportements. Avec l'instantanéité de l'ubiquité, *la contiguïté temporelle succédant à l'ancienne contiguïté/continuité terri-*

(8) Double symbole du pouvoir pharaonique : le fouet et le crochet (HEKA) qui servait à retenir les rênes des chevaux attelés au char.

(9) Voir le concept de « coût de transaction » - p. 101 - 102. « Défense populaire et luttes écologiques », Paul Virilio, éditions Gallilée, 1978.

toriale, le vecteur vitesse deviendrait la dernière dimension du monde et la dernière chose à évoluer serait non plus le prix du temps mais celui de la vitesse, en attendant probablement que la libération de la vitesse de libération n'aboutisse à l'apocalypse du capital en occasionnant la libération définitive de la vitesse des prix ! La baisse tendancielle du taux de profit se révélant pour finir comme l'effet de la hausse exponentielle du profit de la violence de la vitesse.

Ainsi, le progrès technologique est de plus en plus assimilé au risque de la conduite d'un véhicule rapide : au lendemain de l'accident de la centrale de Three Mile Island, les responsables de l'EDF n'ont-ils pas annoncé que 50 % de leurs ingénieurs étaient attelés aux tâches de la sécurité nucléaire et que dans ce domaine, il existait des simulateurs de catastrophes comparables aux calculateurs stratégiques de l'armée ou encore aux simulateurs de l'aviation et de la conduite automobile. Dans la centrale atomique, la sécurité n'est que du temps gagné sur la catastrophe finale, et les ingénieurs français expliquent que les systèmes de refroidissement de leurs centrales ont été modifiés, laissant quelques minutes de répit aux « conducteurs nucléaires » du poste de contrôle pour qu'ils adoptent une position-réflexe devant l'accident et se mettent à freiner/refroidir, alors qu'avec leur système, les Américains n'avaient disposé que de quelques secondes pour réagir ; cédant à la peur, ils avaient perdu le contrôle de leur accélérateur de particules. Mais, lorsqu'à la suite de la catastrophe de Pennsylvanie, les habitants de la région entourant la centrale nucléaire de Fessenheim demandent à répéter les manœuvres de sauvegarde prévues par le plan ORSEC-RAD, ils sont déjà eux aussi les simulateurs d'une société nouvelle toute entière dressée à réagir devant l'accident avec la plus grande rapidité. Après les mini-manœuvres de sécurité destinées à faire face aux menaces d'incendie dans les équipements scolaires ou les locaux administratifs, voici venu le temps des macro-catastrophes et des grandes manœuvres civiles en terrain libre... complétant les grandes manœuvres militaires, elles-mêmes simulatrices de destruction générale et qui ont lieu désormais sur le territoire civil, en dehors

des enclaves et des camps réservés à l'armée (10). L'accident technique supplantant l'erreur du projet politique ou économique, les nouvelles lois de l'Etat tendent à s'inspirer elles aussi de la conduite de l'engin rapide, succession de craintes, d'interdits, de limitations visant à éviter les hasards accidentels, exactement à la manière du compte à rebours nucléaire. Après le premier palier de décélération que représentait pour l'économie occidentale l'application intégrale ou partielle des théories du « Club de Rome » (faible croissance ou croissance zéro), nous assistons aujourd'hui à un dépassement politique de la dissuasion : mise à l'heure du pouvoir nucléaire, notre société s'engage toute entière dans la perspective de sa fin. Ce ludisme de la terreur domestique n'est cependant pas sans précédent historique ; il n'est pas non plus fortuit : faut-il rappeler ici les travaux de 1973, au siège de l'UNESCO à Paris, sur « la nouvelle perception des menaces » et le souhait formulé par certains participants de voir « le statu-quo nucléaire dépassé par un emboîtement de tous les systèmes d'une défense qui ne serait plus nationale mais générale et mondiale, sortant ainsi de la vision étriquée d'une défense spécifiquement militaire ».

Ainsi tout a été dit. Depuis l'annonce de l'accident de la centrale de Pennsylvanie, le coma de la dissuasion nucléaire est dépassé. Nos jours ne sont plus que la répétition, la simulation du dernier jour.

Paul VIRILIO.
Mai 1979.

(10) En 1977 en Beauce, en avril 1979, manœuvres inter-armées entre Loire-Atlantique et Vendée.

LES FRANÇAIS ET L'AUTODEFENSE

Sondage SOFRES réalisé en janvier 79 pour l'émission des Dossiers de l'écran : « La justice vue par les Français ».

Question :

On entend parfois parler de gens qui, pour se défendre, se regroupent en milices privées. Vous-mêmes, est-ce que vous envisageriez de participer à une milice privée ?

Réponses :

OUI certainement	8 %
OUI probablement	13 %
NON probablement pas	14 %
NON certainement pas	57 %
Ne sait pas	8 %

Question :

On a entendu parler, ces dernières semaines, de personnes qui ont tué des cambrioleurs qui pénétraient chez elles. Estimez-vous qu'il est normal ou pas normal que ces personnes soient poursuivies en justice ?

Réponses :

NORMAL	23 %
PAS NORMAL	68 %
Sans opinion	9 %

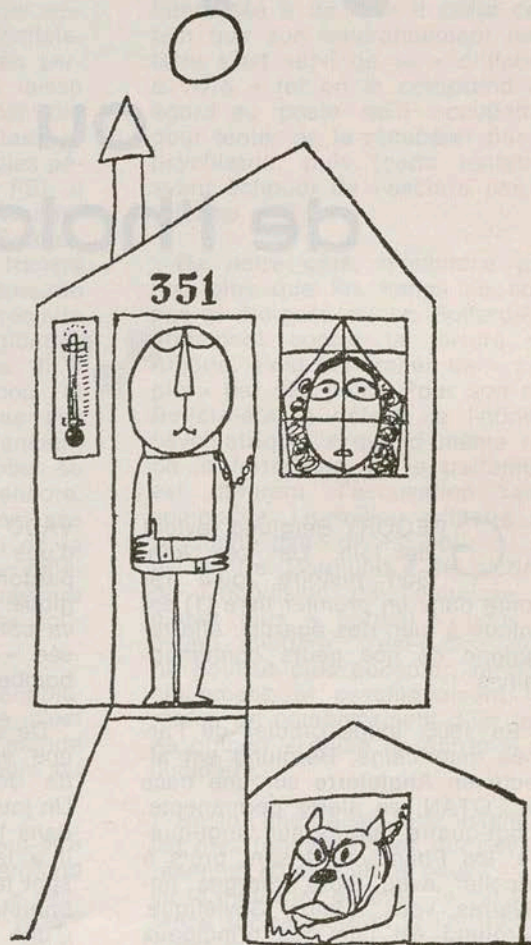
Question :

On a également parlé, ces derniers mois, de personnes qui ont posé chez elles des pièges dans le but de blesser grièvement des cambrioleurs. Estimez-vous qu'il est normal ou pas normal que ces personnes soient poursuivies en justice ?

Réponses :

NORMAL	25 %
PAS NORMAL	65 %
Sans opinion	10 %

(échantillon : 1 000 personnes)



Grégory BERGLUND

ou la peur de l'holocauste



GREGORY Berglund revient de loin. De très loin. Son histoire, qu'il raconte dans un premier livre (1) est unique à bien des égards : elle témoigne de nos peurs contemporaines.

En 1966, jeune officier de l'armée américaine, Berglund est affecté en Angleterre sur une base de l'OTAN, en alerte permanente. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les Phantom F4 sont prêts à décoller avec leurs charges nucléaires vers l'Union Soviétique. Berglund est l'un des principaux responsables du système de contrôle des bombes. C'est un

VADO (2). Un poste opérationnel d'une telle importance qu'on n'y pardonne aucun faux-pas idéologique. Or le lieutenant Berglund va commettre un « écart de pensée » : il se met à contester la bombe.

De son poste de contrôleur, il a une vue d'ensemble du système de déclenchement des missiles. Un jour, il croit détecter des failles dans le système de contrôle dont il a la responsabilité. Ces failles sont telles, à son avis, que la probabilité du lancement accidentel d'une bombe n'est pas négligeable. Il aura l'audace de faire un

rapport pour demander l'intervention d'une commission d'enquête. Mais on lui répondra : « Chasse gardée mon vieux, les chiens vont te tomber dessus. » Une mise en garde prémonitoire.

Berglund a peur du rôle qu'on veut lui faire jouer. Berglund a peur de lui-même, de la bombe avec laquelle il vit chaque jour. Quand il constate que son gouvernement envoie les bombardiers B52 sur Hanoï, cette peur se transforme en une forme de panique-angoisse incontrôlable. Car, pour lui, le problème n'est plus de s'attacher à demander l'amélioration du système de contrôle des bombes comme s'il voulait les retenir : elles peuvent effectivement partir par la volonté de ses supérieurs, et *lui* sera leur complice. Son gouvernement montre un tel cynisme dans la guerre du Vietnam, qu'il devient certain que celui-ci affichera le même cynisme pour déclencher une guerre nucléaire. Berglund a peur de l'*Accident*, mais surtout du *Déclenchement*.

Voulant démissionner et se reconvertir dans un travail social, il confie son angoisse et ses problèmes à un éducateur qui, aussitôt, l'entraîne dans le cabinet d'un psychiatre militaire. Alors le processus s'enclenche : « Vous êtes un homme très malade, lieutenant. Il faut vous soigner. C'est pour votre bien ». Hospitalisé en psychiatrie, il doit prendre des neuroleptiques. Vingt jours plus tard, on lui affirme qu'il va beaucoup mieux. Effectivement, depuis vingt jours, il s'était arrangé pour ne plus absorber ses médicaments.

(1) *Le dissident du monde occidental*, Ed. Seuil, 1979.

(2) Initiales de Victor Alert Duty Officers, officiers en service sur une base nucléaire en alerte.

Au cours d'une séance de psychothérapie de groupe à l'hôpital de Washington où l'on a transféré, Berglund raconte qu'un jour, « il vida son sac sur l'holocauste nucléaire et sur la guerre du Vietnam. Je ne fis grâce d'aucun détail sur le foutoir où nous nous trouvions ». A la fin de son exposé, le psychiatre s'adresse au groupe : « Voilà l'exemple d'un discours délirant, d'un discours de malade mental ». De quoi faire réfléchir les non-violents que nous sommes...

Berglund subira six mois d'internement psychiatrique. Son rapport médical mérite de figurer dans les morceaux d'anthologie de la « nouvelle psychiatrie », tant sa formulation est ambiguë : « Le patient se laissa insidieusement gagner par des doutes sur son travail, sur l'aspect moral de sa tâche et autres vagues abstractions. (...) D'un personnage à tendance agressive, il est devenu un pacifiste. Il condamne le programme nucléaire en bloc, et quand on l'interroge, il se livre à une violente attaque contre les personnes faisant partie de l'unité où il était affecté. Il remet en cause la politique menée au Vietnam, mais là encore la nature de ses arguments suggère l'existence d'un conflit intérieur ». Diagnostic : « Réaction schizophrénique de type indifférencié, aigu, en rémission partielle ».

Plusieurs de ses amis de la base écriront aux autorités pour s'émouvoir du sort réservé à leur collègue : « Nous, soussignés, officiers de l'armée de l'air, témoignons de

la compétence et de l'équilibre mental du lieutenant Gregory D. Berglund. A un moment ou à un autre, nous avons tous collaboré de façon étroite avec le lieutenant Berglund ces trois dernières années et jamais, à notre connaissance, son comportement en service ou hors service, n'a laissé croire qu'il n'avait pas le contrôle absolu de ses facultés mentales », etc. En vain. Après de multiples péripéties et ennuis avec le FBI, il sera déclaré inapte à la vie militaire. Mais, après sa libération, l'homme devra remonter à travers sa « folie », revenir à lui-même, se pacifier. On ne ressort pas indemne d'une telle expérience. Berglund a toujours peur de la bombe. Il a si peur qu'il va à Moscou et Leningrad — les villes que ses boutons de commande désignaient comme cibles — comme pour se persuader qu'elles existent encore. Il ne va pas après, comme ces Français ou ces Allemands de la dernière guerre, retournés en pèlerinage sur leurs lieux de bravoure ou de souffrance. Il veut se souvenir avant.

Berglund est habité par l'angoisse nucléaire. S'il est malade, c'est de la bombe, comme notre monde l'est aussi et nous tous, plus ou moins inconsciemment.

D'aucuns diront : mais peut-être était-il effectivement fou? Berglund ne nie pas qu'il avait des « problèmes ». Mais de quel type? D'ordre psychologique ou politique? Bien malin celui qui tranchera, car précisément, le cas Berglund est à la convergence du psychologique et du politique.

Avec son histoire, c'est une nouvelle fois, le statut de la « folie » qui est en question. C'est pourquoi les anti-psychiatres, Ronald Laing et David Cooper en tête, se sont intéressés à lui. Car il reste certain que son environnement militaire s'est servi de sa « difficulté à vivre » (et on le comprend eu égard au poste qu'il occupait...) pour tenter de le récupérer par la psychiatrie, puis (cette tentative ayant échoué) de l'exclure par la réforme.

De notre côté, n'oublions pas non plus que les temps ne sont pas si éloignés où un Bollardié protestant contre la torture en Algérie, s'est fait traiter de « cinglé » par ses pairs. Pour son cri, Bollardié, à défaut de l'hôpital psychiatrique, a quand même fait de la forteresse. Si le traitement est différent, l'accusation reste semblable. Le milieu militaire ne pardonne pas : on est pour ou on est contre. Berglund a été victime de l'indécision de l'angoisse. Il n'était plus « normal » pour le milieu militaire, c'est-à-dire qu'il ne pouvait plus accepter, ni physiquement, ni psychologiquement, les règles de comportement d'un jeune officier « chien de garde » du nucléaire.

Reste l'une de ses interpellations les plus fondamentales qui devrait résonner en chacun de nous : « J'ai vu le meurtrier en moi. Je me suis lancé sur sa piste et je l'ai traqué. C'est ça mon histoire. Et j'espère bien vous entraîner sur la piste des meurtriers qui vivent en vous. »

Jacques Semelin.

ENTRETIEN AVEC

GREGORY BERGLUND

A.N.V. - Il y a quelque chose qui frappe dès le début de ton livre, et je serai presque tenté de dire que c'est l'essentiel de ce que tu racontes : en tant que contrôleur des bombes nucléaires, tu as vécu la peur de l'holocauste. N'est-ce pas ce qui fonde toute ton expérience et aussi... tes ennuis ?

G.B. - Je ne vais pas intellectualiser la peur que j'ai vécue à cette époque-là. Ni conceptualiser ce que j'ai vécu avant. Je pourrais le faire, mais l'essentiel pour moi, c'est de revenir sur le vécu. Je me suis posé la question : d'où vient la peur que je ressentais ? Je côtoyais l'holocauste quand j'étais « garde-nucléaire » ; c'est dans ce contexte-là que j'ai vécu la peur, ma peur. Je ne me suis pas dit un jour : je *dois* avoir peur de ça. Non, *j'avais peur*. J'avais une énorme angoisse. J'ai eu le sentiment terrifiant que l'on pouvait effectivement déclencher l'holocauste. Pour moi, ce n'était pas une simple idée ou une probabilité, ou encore un exercice de simulation comme nous en faisons régulièrement sur la base militaire ou en vol. Je me posais tout le temps la question : est-ce qu'on va faire ça ou pas ? Dès que j'ai vu se dérouler devant mes yeux la guerre du Vietnam, avec notre gouvernement décidant les premiers bombardements, je me suis dit : oui, c'est absolument possible de « faire l'holocauste », de « larguer » toute la vie sur la terre.

A.N.V. - Tu as donc pris progressivement conscience de la possibilité de la guerre nucléaire, tout en étant

encore un agent actif de son déclenchement. C'est complètement « dingue » comme situation ?

G.B. - Tu veux dire que c'est une situation *qui peut nous rendre dingue*. Parce que la situation en elle-même n'est pas dingue, mais c'est nous dans ce contexte qui pouvons devenir dingues. Comme contrôleur de la bombe, j'ai compris qu'on se four-nissait les moyens de la destruction totale, mais qu'en même temps, on n'avait pas forcément envie d'y participer. Nous vivons ainsi dans un contexte contradictoire. Celui qui en prend conscience, viscéralement, comme moi, alors oui, il peut devenir fou.

A.N.V. - Tu as voulu aller à l'Est, aller dans les villes que « tes » missiles atomiques désignaient comme cibles. Pourquoi ?

G.B. - Précisément pour vaincre ma peur. J'avais très peur d'aller en Yougoslavie, j'avais peur d'aller à Moscou et Leningrad. Parce que j'étais du côté des forces de l'OTAN, de l'armée américaine, j'étais entraîné pour faire la guerre contre ces lieux-là. On était toujours en état d'alerte pour faire la guerre nucléaire 24 heures sur 24. C'est donc que quelque chose était menaçant là-bas. Mais quoi ? Qu'est-ce qui nous fait peur là-bas ? Moi, je voulais savoir. Je voulais savoir ce que ça fait de « planter mes pieds » sur la Place Rouge, de regarder le ciel avec la bouche ouverte, et de dire : larguez-moi une bombe américaine. Je voulais être dans le même état que le peuple soviétique. Parce que, eux, ils



Gregory BERGLUNG (Photo P. et S. Galvez).

sont dans la même situation que nous. Nous sommes tous visés. Je ne sais pas pourquoi je voulais faire ça. Peut-être parce que je voulais montrer que la peur peut disparaître, qu'on peut maîtriser sa peur à travers des actions.

A.N.V. - Mais, est-ce qu'elle a disparu, cette peur, simplement du fait que tu as été des deux côtés ?

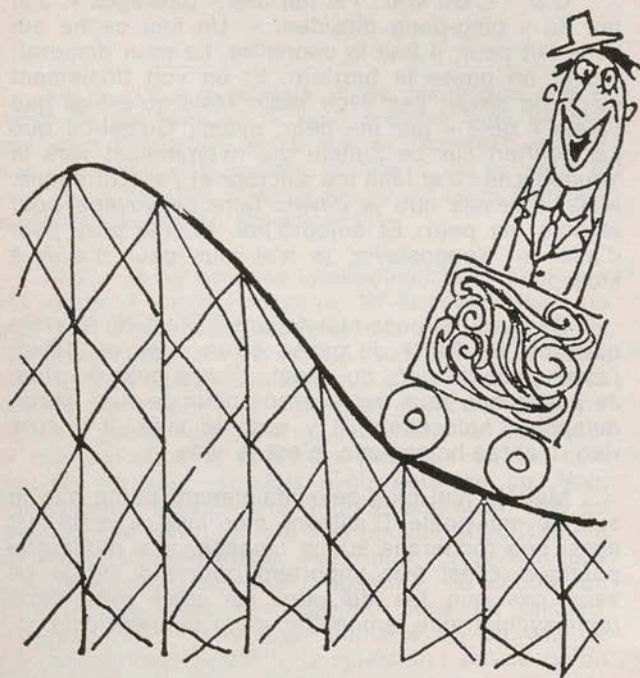
G.B. - C'est vrai : j'ai fait des « passages ». J'ai fait du « ping-pong dissident ». Un lieu caché qui nous fait peur, il faut le connaître. La peur disparaît quand on passe la barrière. Et on voit finalement qu'on ne devait pas avoir peur. Mais qu'est-ce que j'étais « gelé » par ma peur, *avant* ! Qu'est-ce que j'ai souffert sur ce bateau qui m'emmenait vers la Yougoslavie ! J'ai failli me suicider et j'ai tout risqué. Mais je savais que je *devais* faire ce voyage pour vaincre ma peur. Et aujourd'hui, je n'ai plus peur d'aller en Yougoslavie, je n'ai plus peur d'aller à Moscou.

De quoi j'ai peur maintenant ? C'est là, la vraie question. De RIEN. Je pense qu'en effet, au début, j'avais peur de rien, du néant. J'avais peur du vide. Je pense que tous, nous avons peur de rien, parce qu'après l'holocauste, il y aura le vide, il y aura rien. L'après-holocauste, c'est le vide.

Mais je n'ai plus peur maintenant parce que je suis devenu poète. D'ailleurs, mon livre, à la fin, est aussi une recherche sur le langage, une recherche poétique. C'est très important pour moi, et je ne veux pas que les discours sur mon expérience (antipsychiatrique, antimilitariste...) oublient cela.

A.N.V. - Qu'est-ce que cela veut dire « Je suis devenu poète » ?

G.B. - Je peux dire des choses avec la poésie pour disloquer le langage figé, le discours militariste qui s'installe en nous pour nous faire peur, pour nous apprendre à avoir peur de tel ou tel Etat. Nous devons aussi briser le silence, car nous-mêmes, nous avons peur de parler de la bombe. Il *faut* parler de la bombe, car moins on parle de la



bombe et plus elle risque d'éclater. La bombe, c'est le silence et plus nous restons silencieux et plus nous sommes complices de la bombe. C'est pourquoi, la « troisième bombe », après Hiroshima et Nagasaki, ce doit être une bombe « communicationnelle » pour empêcher l'holocauste.

La bombe communicationnelle, c'est le moyen de maîtriser la bombe atomique, en retrouvant notre voix poétique. Il nous faut suivre la prophétie de Rimbaud : « devenir des poètes en volant le feu », en dévorant le feu nucléaire comme l'écrit David Cooper (1) à propos de mon histoire. Ce n'est pas l'affaire d'un seul poète génial, car pour moi, le poète c'est nous tous. Que tout ce qu'on a réprimé en nous éclate ! Qu'on devienne tous des poètes pour exprimer ce qu'il y a de créateur en nous ! Chacun peut faire ce chemin. Et peut-être, j'ai fait ce chemin à travers mes peurs. Si chacun invente les moyens de briser ses peurs, alors on peut « désarmer le monde ». Car ce sont nos peurs qui créent des barrières artificielles et, par suite, provoquent la guerre entre nous.

A.N.V. - Avec cette « bombe poétique » que tu préconises, tu risques de passer pour un doux rêveur. Malheureusement on ne neutralise pas les marchands d'armes avec de la poésie...

G.B. — Je ne nie pas la nécessité de l'organisation entre nous pour lutter contre la militarisation. Je sais qu'il y a un côté dérisoire et naïf dans mon combat pour la bombe poétique, et je l'assume. Je veux dire seulement que nous devons briser nos peurs, notre peur de l'autre. Nous sommes tous des schizophrènes qui s'ignorent, et c'est pour moi le principal danger qui risque de précipiter l'holocauste. Je prépare un autre livre que je veux intituler « Mettre fin à la schizophrénie ». Nous devons vaincre nos peurs, regarder notre mort en face qui paralyse notre action. Je ne veux rien dire d'autre : c'est cela mon action, c'est cela mon combat.

Propos recueillis par Jacques Semelin.

(1) L'un des fondateurs avec Ronald Laing de l'antipsychiatrie.



les ressorts de la machinerie de la peur

la peur du "petit homme"

d'après Wilhelm REICH
Illustrations de William STEIG

L'organisation de la peur par l'Etat, dans la vie quotidienne de chaque citoyen, a toujours été une tentation facile et une forme subtile de gouvernement. Ne faut-il pas se demander comment cela est possible ? Cette peur venue de l'extérieur, conçue comme une machinerie, n'a-t-elle pas des ressorts lointains en chacun de nous ? Le pamphlet de Wilhelm Reich : « Ecoute, petit homme ! » (1) est une lecture stimulante pour celui ou celle qui s'interroge sur l'origine et les conséquences de la crainte et de la soumission de millions d'êtres humains acceptant, et parfois souhaitant, des gouvernements autoritaires.

Cette interpellation « Ecoute, petit homme ! » a été écrite avec le sang, les tempêtes et les luttes intérieures d'un homme de science, médecin psychiatre et psychanalyste. Rédigés en 1945, publiés en 1948, ces propos sont une réplique au commérage et à la calomnie, mais

surtout une invitation à la responsabilité :

« Il faut faire savoir à l'homme de la rue quelle responsabilité il assume, qu'il travaille, qu'il aime, qu'il hâisse ou se livre aux commérages. Il doit savoir comment il peut devenir un fasciste rouge (s'inspirant du système stalinien) ou noir » (adhérant à la peste nazie) (p. 10).

QUI EST WILHELM REICH ?

Brillant élève de Freud à Vienne, à 27 ans, en 1924, il dirige le séminaire de technique psychanalytique. A Berlin, à partir de 1930, il milite activement au parti communiste allemand, fonde et anime l'Association allemande pour une politique sexuelle prolétarienne (Sex-pol) (2), tient des meetings à travers toute l'Allemagne, distribue des tracts, descend dans la rue pour manifester aux côtés des chômeurs. Le programme révolutionnaire de Reich est de s'opposer à l'oppression sexuelle inséparable, pour lui, de l'ordre économique capitaliste. La misère sexuelle produit les comportements de soumission

(1) W. REICH - Ecoute, petit homme ! (1948). Petite Bibliothèque Payot, n° 230. - Nous reproduisons ces extraits de textes et illustrations avec l'autorisation des Editions Payot. (Les numéros des pages sans autre référence renvoient à cet ouvrage).

(2) W. REICH - Les hommes et l'Etat : l'édification de la SEXPOL allemande - Ed. C. Sinelnikoff, Nice.

et d'obéissance indispensables au maintien de l'Ordre social et à la mise en place du Pouvoir politique : elle rend les hommes « craintifs et indécis ». Devant l'ampleur de ce mouvement de politique sexuelle la direction du parti communiste comprend le danger : on interdit ses publications, on lance des mensonges contre la personne de Reich, contre ses projets...

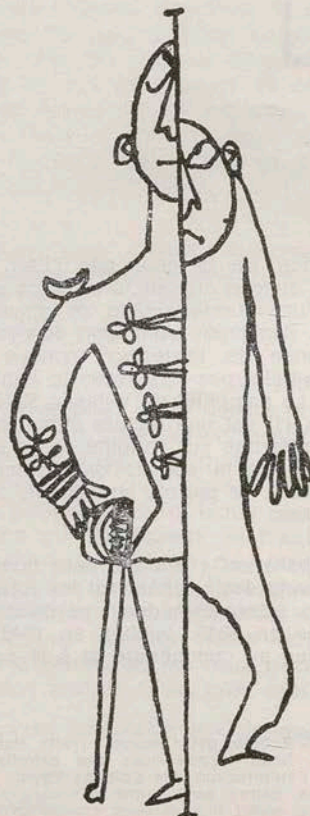
Avec le triomphe du nazisme en 1933, il quitte l'Allemagne et se réfugie au Danemark, puis en Suède. Les années 1933-1934 sont cruciales dans son existence : il est exclu du parti communiste allemand en 1933 et, en 1934, de l'association psychanalytique internationale, car son action clinique et militante trouble les habitudes de penser. Reich s'était efforcé de mettre en accord la psychologie des profondeurs de Freud et la théorie économique de Marx. Ces tentatives d'articulation du marxisme et de la psychanalyse, très vivement critiquées à l'époque, le sont encore aujourd'hui : « la festività anarcho-nietzschéenne » du freudo-marxisme ne fait-elle pas le jeu de la société bourgeoise ? (3).

Expulsé du Danemark et de Suède, il s'installe en Norvège de 1934 à 1939, où il fonde à Oslo en 1936 l'Institut de recherches biologiques d'économie sexuelle. « L'économie sexuelle s'efforce de débloquent les soupapes par où doit passer le flux de l'énergie biologique et de libérer la voie aux autres choses (que le sexe), à la clarté de l'intelligence, à la pudeur naturelle, au travail joyeux ; elle lutte pour que la sexualité pornographique, aujourd'hui partout triomphante, puisse être extirpée. (4) » Système global et totalisateur du savoir, l'économie sexuelle tente de rassembler et d'articuler différents secteurs de recherche en vue de l'extermination de l'esclavage et de ses suites, telles que la « cuirasse caractérielle et musculaire », l'« attitude servile à l'égard de l'autorité », l'« irresponsabilité sociale », l'« inaptitude à la liberté ».

Après 1939, Reich part aux Etats-Unis, mais là encore on le soupçonne, on le critique pour ses recherches sur l'énergie cosmique primordiale, « l'orgone ». « L'énergie d'orgone » est le pivot d'une vaste construction à la fois thérapeutique, appelée « orgonothérapie », politique, scientifique et philosophique, appelée « orgonomie ». « C'est la fonction de l'orgasme, écrit Reich dans un de ses derniers ouvrages (5), qui a fourni le « fil rouge » à

toutes mes recherches ». En effet, très tôt il a mené des observations et des expériences sur les manifestations bio-électriques de la sexualité et de la sensibilité organique, ainsi que des recherches sur les « bions », corpuscules vivants élémentaires, sortes de molécules de bio-énergie. Ces travaux le conduiront vers l'hypothèse d'une énergie d'orgone atmosphérique et cosmique.

Deux articles d'une journaliste américaine sont à l'origine de nouveaux mensonges et ragots contre Reich en 1947 : « le nouveau culte du sexe et de l'anarchie » et « l'étrange cas de W. Reich », où il est accusé d'organiser une sorte de racket sexuel. Alors commencent la grande rumeur de l'opinion publique, l'hostilité et les



(3) C.B. CLEMENT, P. BRUNO, L. SEVE. Pour une critique marxiste de la théorie psychanalytique, Ed. Sociales (1973).

(4) W. REICH - L'analyse caractérielle (1933). Petite Bibliothèque Payot, n° 289, p. 453.

(5) W. REICH. - La superposition cosmique (1951).

plaintes de médecins, psychiatres et psychanalystes, qui aboutissent à des enquêtes de la Food and Drug Administration à l'Orgone Institute de Rangeley « pour voir ce qui s'y passe ». Reich reçoit une assignation à comparaître en 1954 et sa vie se termine par un procès, la prison et la mort dans le pénitencier de Lewinsburg le 3 novembre 1957 (6).

QUI EST LE « PETIT HOMME » ?

« Ecoute ce que te disent tes Führer et tes représentants : « Tu es un petit homme moyen ! » Réfléchis bien au double sens de ces deux mots, « petit » et « moyen »... Ne te sauve pas. Aie le courage de te regarder toi-même ! (p. 16) Tu as peur de te regarder, tu as peur de la critique, tout comme tu as peur de la puissance qu'on te promet... Tu te méprises toi-même, petit homme. Tu dis : « Qui suis-je pour avoir une opinion personnelle, pour décider de ma vie, pour déclarer que le monde m'appartient ? (p. 17)... Dans le secret de ton âme tu te méprises, même -- et surtout -- quand tu te drapes dans ta dignité ; et comme tu te méprises tu es incapable de respecter ton ami (p. 38). »

Reich dessine le portrait du « petit homme » en le comparant au « grand homme » : ce dernier n'a pas peur de regarder en face la vérité, il a le courage de reconnaître les limites et la faiblesse de sa pensée et de ses actions :

« Le grand homme sait quand et en quoi il est un petit homme. Le petit homme ignore qu'il est petit et il a peur d'en prendre conscience. Il dissimule sa petitesse et son étroitesse d'esprit derrière des rêves de force et de grandeur, derrière la force et la grandeur d'autres hommes. Il est fier des grands chefs de guerre, mais il n'est pas fier de lui (p. 17). »

Ces rêves de force et de grandeur, Reich les a analysés dans « La psychologie de masse du fascisme » (7) où il démonte les mécanismes de projection et d'identification : « L'attitude face à l'autorité établie et à la « nation » consiste, pour le fonctionnaire en une identification absolue avec le pouvoir étatique. Sujet par



rapport à l'autorité, il est le représentant de cette même autorité dans ses relations avec ses subordonnés et il jouit à ce titre d'une protection morale particulière. Les adjudants de toutes les armées du monde nous fournissent le type le plus prononcé de ce produit de la psychologie de masse... Le petit bourgeois réactionnaire se découvre lui-même dans le führer, dans l'Etat autoritaire. Sa détresse matérielle et sexuelle est si bien « noyée » dans l'idée exaltante de faire partie de la race des « maîtres » et d'être conduit par un génie, que dans certains moments privilégiés il en arrive à oublier qu'il est devenu un simple « suiveur » sans importance et sans voix au chapitre. »

Dans cette critique, Reich distingue le petit homme moyen du « petit grand homme » : celui-ci veut s'enrichir, se faire admirer, atteindre au rang de leader politique, sans le souci d'une réelle responsabilité. Des personnages qui sont à l'origine de ce texte défilent devant nos yeux : le petit procureur de la République qui rêve de prendre de l'avancement, ainsi que le petit juge de Bronx, ou le petit psychiatre qui lança contre lui le slogan : « Il est fou ! »

(6) Cf. R. DADOUN. Cent fleurs pour Wilhelm REICH. Petite Bibliothèque Payot, n° 324 (1975).

(7) W. REICH. - La psychologie de masse du fascisme (1933). Petite Bibliothèque Payot, n° 244, p. 63, 75.

« Les petits grands hommes qui tirent leur grandeur d'un grand homme authentique accaparent les plus hauts postes dans le domaine de la finance, de la diplomatie, de l'administration, des sciences et des arts -- et toi, tu restes où tu étais, dans le boubier. Tu continues de te promener en loques pour « l'avenir socialiste » ou le « troisième Reich » (p. 24). »

Si Reich s'adresse presque toujours au « petit homme », on comprend qu'il ne parle pas seulement aux hommes :

« Vous êtes petits et vils, petits hommes et petites femmes... On dit que vous êtes stupides, moi, je prétends que vous êtes intelligents mais lâches »... (p. 120).

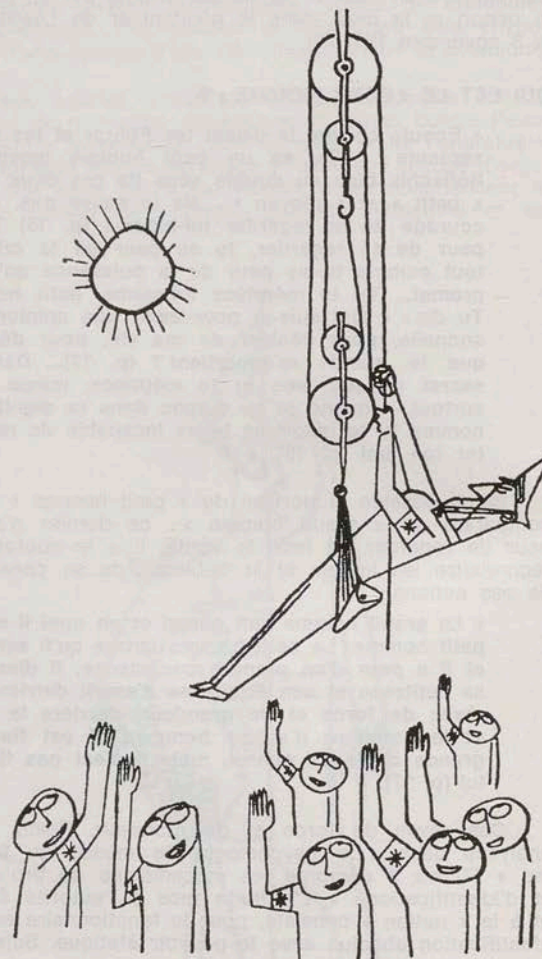
« Tu serais capable de parler et d'écrire aussi bien que moi si seulement tu t'arrêtais de crier : « Salut à toi, Messie ! » (p. 50). »

« Voilà comment tu es, petit homme ! Tu es capable de ramasser, de dévorer et de puiser, mais tu es incapable de créer (p. 61). »

Parfois il prend comme cible telle ou telle petite femme : une « vilaine petite femme » éducatrice, une « petite fonctionnaire » à l'imagination trop vive, une « petite ménagère honnête, génitrice de patriotes », ou une « petite femme blanche violée ». Il s'adresse ici à la petite femme qui met au monde des enfants :

« Tu es lâche, tu as toujours été lâche. Tu tenais le bonheur de l'humanité entre tes mains, tu as tout gaspillé. Tu as mis au monde des Présidents, tu leur as donné ta mentalité mesquine... Tu portais le monde dans tes mains, et tu as lâché des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ; à vrai dire, c'est ton fils qui les a lâchées... Avec une seule bombe, tu as expédié dans le silence du tombeau ta classe et ta race toute entière. Car tu n'as pas assez de sentiments humains pour lancer un avertissement aux hommes, aux femmes, aux enfants d'Hiroshima et de Nagasaki. Tu n'as pas eu la grandeur d'âme d'être humaine ! » (p. 119).

Reich, lui-même, se reconnaît, à certains moments de sa vie, « petit homme » : lorsqu'il a peur de l'opinion des petits hommes, lorsqu'il est tenté de jouir de sa célébrité ou de conquérir les petits hommes par les moyens qu'emploient les Führer. Sa souffrance devant l'existence bruyante et mesquine de l'« homo normalis »



fait penser à celle de Nietzsche devant « le dernier homme qui rapetisse tout » sur la terre devenue petite : « Malheur ! Le temps viendra où l'homme ne lancera plus de flèche de son désir par-dessus l'homme et où la corde de son arc ne saura plus vibrer... Malheur ! Le temps viendra où l'homme n'enfantera plus d'étoile... » (8)

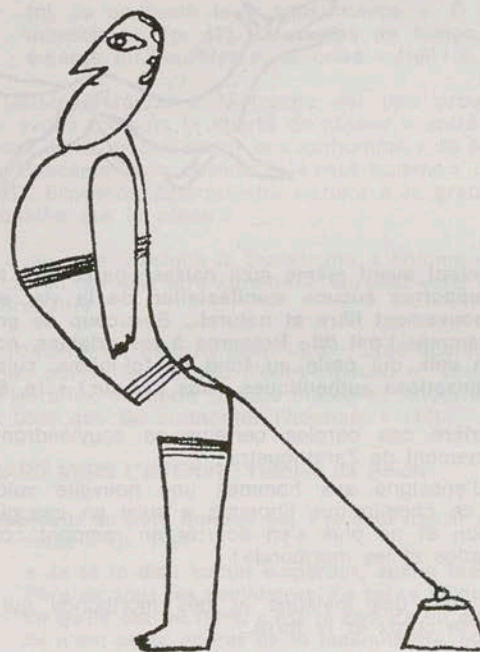
LA PEUR DE VIVRE est à la racine de la petitesse de l'homme.

« Pendant des siècles, tu suivras le rodomont, tu seras sourd et aveugle quand LA VIE, quand TA VIE fera appel à toi. Car tu as peur de la vie, petit homme, très peur. Tu l'assassineras au nom du « socialisme », de l'Etat, de « l'honneur national », de la « gloire de Dieu ». (p. 91)

Sourd et aveugle devant la vie, tel est le petit homme que Reich a rencontré en lui et autour de lui. Déjà en 1933, dans son ouvrage « l'analyse caractérielle » il avait dégagé l'enracinement de la peur de vivre : il insistait sur la nécessité, pour juger des réactions humaines, de tenir compte de trois couches différentes de la structure biopsychologique :

— la couche superficielle reflète les impératifs sociaux et moraux, constitués par les gestes stéréotypés, par des comportements conscients, contrôlés, adaptés : « La couche superficielle de la coopération sociale n'entretient aucun contact avec le noyau biologique profond de la personne » (9).

— la couche moyenne se compose de toutes les émotions, désirs et sentiments qui se sont transformés sous l'effet de la frustration, en ressentiments, jalousie, haine, peur que les interdits sociaux nous contraignent de refouler, de camoufler, de réfréner. Cette couche moyenne constitue « la peste émotionnelle » qui est une « conséquence directe de la répression sur une vaste échelle de l'amour génital » (10). La peste émotionnelle sévit dans tous les secteurs importants de notre existence : « le mysticisme dans ce qu'il y a de plus destructif ; les efforts passifs ou actifs tendant vers l'autoritarisme ; le moralisme ; la politique partisane ; la maladie de la famille que j'ai appelée la « familitis » ; les systèmes d'éducation sadiques ; la bureaucratie autoritaire ; l'idéologie belliciste et impérialiste ; le gangstérisme et les



activités antisociales criminelles ; la pornographie, la haine raciale » (11).

— la couche inférieure est le « noyau vital », bio-énergétique, où prennent naissance la spontanéité, la sexualité, la rationalité, la joie de vivre.

Dans « Ecoute, petit homme ! » Reich nous montre comment le petit homme a « peur d'être entraîné par le courant de la vie et d'être obligé de nager » (p. 140), comment la peste émotionnelle nous sépare de ce noyau vital, nous éloigne de tout mouvement libre et naturel :

« Tu as construit ta maison sur le sable et tu agis ainsi parce que tu es incapable de sentir la vie en toi, parce que tu tues l'amour dans chaque

(8) F. NIETZSCHE. - Ainsi parlait Zarathoustra (1883). Coll. 10.18, n° 646-647, p. 16.

(9) W. REICH. - La psychologie de masse du fascisme, op. cit. p. 9.

(10) W. REICH. - L'analyse caractérielle, op. cit., p. 431.

(11) Id. p. 434.



enfant avant même qu'il naisse ; parce que tu ne supportes aucune manifestation de la vie, aucun mouvement libre et naturel... Beaucoup de grands hommes t'ont dit : Retourne à tes origines, écoute la voix qui parle au fond de toi-même, suis tes sensations authentiques, aime l'amour ! » (p. 83).

Derrière ces paroles certains se souviendront de l'enseignement de Zarathoustra :

« J'enseigne aux hommes une nouvelle volonté : vouloir ce chemin que l'homme a suivi en aveugle, le juger bon et ne plus s'en écarter en rampant comme les malades et les moribonds !

Ce sont des malades et des moribonds qui ont méprisé le corps et la terre...

Ecoutez plutôt, mes frères, la voix du corps en bonne santé : c'est une voix plus honnête et plus pure. (12) »

LA PEUR DE VIVRE porte les fleurs de la soumission du petit homme et les fruits du fascisme.

« Je me suis rendu compte combien tu es malade et combien ta maladie te rend dangereux. J'ai appris que c'est ta maladie émotionnelle et non une puissance externe qui t'opprime à toute heure de la journée, même si aucune pression extérieure ne s'exerce contre toi. Tu te serais depuis longtemps débarrassé des tyrans si tu étais toi-même animé d'une vie interne en bonne santé. » (p. 31)

Cette maladie émotionnelle s'est développée, d'après Reich, dans la famille : il souligne dans divers écrits le danger de l'éducation autoritaire des petits enfants, qui, devenus adultes se transformeront en sujets angoissés, soumis et crédules. Il dénonce dans « La révolution

sexuelle » la fonction politique de la famille : « Elle rend l'individu apeuré par la vie et craintif devant l'autorité, et renouvelle donc sans cesse la possibilité de soumettre des populations entières à la férule d'une poignée de dirigeants. » La famille « autoritaire » ou « patriarcale » crée une structure mentale servile : « La structure servile est un mixte d'impuissance sexuelle, de détresse, d'aspiration à un appui, à un Führer, de crainte de l'autorité, de peur de la vie et de mysticisme. » (13)

Ainsi s'expliquent le pouvoir de l'Ordre social et l'impuissance du petit homme qui tolère et parfois soutient l'oppression. Cependant la connaissance de la nature de la peste émotionnelle et de son mode d'action ne suffit pas : Reich veut encore contribuer à son élimination, en éveillant le petit homme au respect de lui-même :

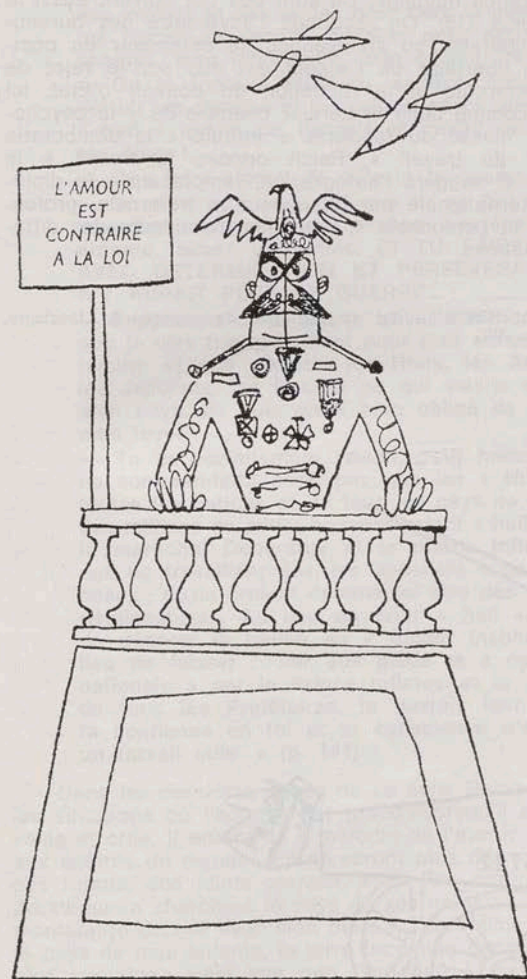
« Aucune force de police au monde ne serait assez puissante pour te supprimer s'il y avait, dans ta vie quotidienne, seulement une étincelle de respect de toi-même, si tu avais la conviction intime que sans toi, la vie ne continuerait pas un seul jour. » (p. 27)

Ce livre n'est pas uniquement une dénonciation des actions et opinions de l'homme ordinaire : Reich constate que, parfois, le petit homme connaît de « grands moments », des moments d'extase », d'« élévation », d'« ascension ».

« Mais tu n'as pas l'énergie de t'élever sans arrêt, de monter toujours plus haut. Tu as peur de persévérer, tu as peur de la hauteur et de la profondeur. Nietzsche t'a dit tout cela bien mieux que moi, il y a longtemps. Il a essayé de faire de toi un « surhomme », un « Uebermensch » capable de surmonter ce qu'il y a d'humain en toi. Ce surhomme est devenu ton « Führer Hitler » ; quant à

(12) F. NIETZSCHE. - Ainsi parlait Zarathoustra, op. cit. p. 31.

(13) W. REICH - La révolution sexuelle (1936). Coll. 10.18, n° 481, p. 140, 141.



toi, tu es resté le « sous-homme », l' « Untermensch »... (p. 42). De temps en temps, ta tête émerge du borbier et tu cries « Heil ! » (p. 122).

Cette référence à Nietzsche est une provocation : nous avons toujours la liberté de choisir « entre la montée aux cimes pour devenir le « surhomme » de Nietzsche et la descente pour devenir le « sous-homme » d'Hitler » (p. 85). Écoutons Zarathoustra parlant à la grande foule assemblée sur la place :

« Je vous enseigne le Surhomme. L'homme est quelque chose qui doit être surmonté. Qu'avez-vous fait pour le surmonter ?

Toutes les créatures jusqu'ici ont créé quelque chose qui les portait au-dessus d'elles-mêmes, et vous voulez être le reflux de cette grande marée et retourner plutôt à la bête que de surmonter l'homme. » (14)

REGARD VERS L'AVENIR : l'utopie de Reich

La grandeur du petit homme est « le seul espoir qui nous reste » (p. 149)

« Je te le dis : aucun empereur, aucun tsar, aucun Père de tous les prolétaires n'a pu te vaincre. Tout ce qu'ils ont pu faire, c'est te réduire en esclavage ; ils n'ont pu te libérer de ta mesquinerie. Mais c'est ton sens de la propriété, ta nostalgie de la vie, qui auront raison de toi. Débarrassé de ta petitesse et de ta mesquinerie, tu te mettras à penser. Dès que tu auras commencé à penser, tu seras pris d'étonnement en survolant du regard les derniers quatre mille ans de « civilisation ». Tu ne comprendras pas comment tes journaux ont pu être pleins de parades, de remises de décorations, de fusillades, d'exécutions capitales, de diplomatie, de chicanes, de mobilisations, de démobilisations, de remobilisations, de pactes, de manœuvres, de bombardements, sans te faire perdre patience. Tu aurais découvert le pot aux roses si tu avais au moins avalé toute cette littérature. Mais tu ne comprendras pas de sitôt comment tu as pu pendant des siècles répéter ces choses, pensant que tes idées justes étaient fausses et tes idées fausses patriotiques. Tu auras honte de ton histoire, et c'est là la seule garantie sérieuse que tes petits-enfants ne seront pas obligés de lire ton histoire militaire (p. 137).

(14) F. NIETZSCHE. - Ainsi parlait Zarathoustra, op. cit., p. 12.

« La première chose que tu ne feras plus sera de dire que tu es le petit homme sans opinion ; tu ne diras plus : « Qui suis-je pour avoir... » Tu as une opinion personnelle et tu auras honte à l'avenir de l'ignorer, de ne pas la défendre, de ne pas l'exprimer...

Tu sauras à l'avenir que tu es le pilier de la société humaine, et tu proclameraas cette conviction. Ne te sauve pas ! N'aie pas peur ! Ce n'est pas si terrible d'être le pilier de la société humaine.

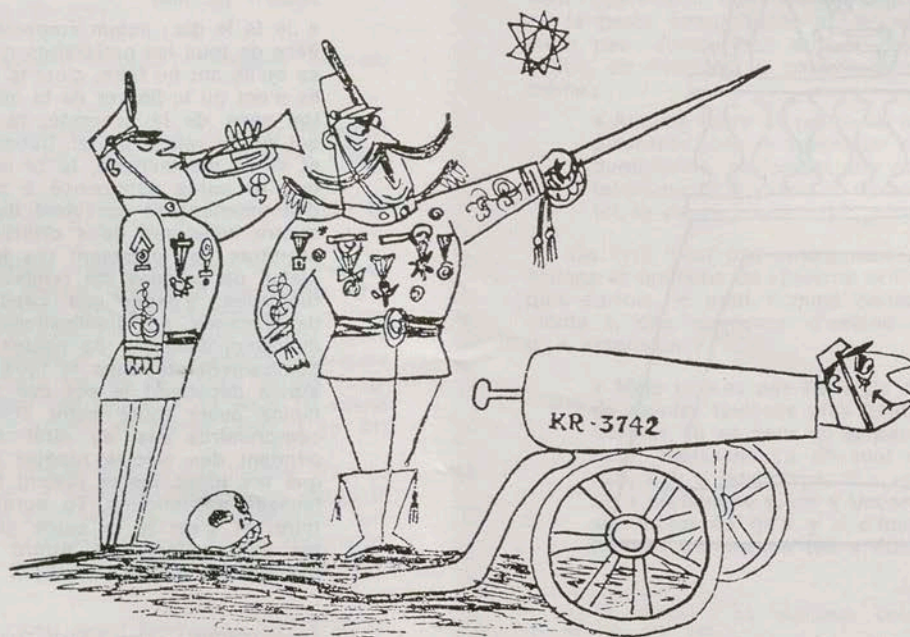
— Que dois-je faire pour être le pilier de la société humaine ?

— Tu n'as qu'à faire ce que tu as fait jusqu'ici : labourer ton champ, manier ton marteau, examiner tes malades, accompagner tes enfants à l'école ou au terrain de jeux, rapporter les événements de la journée, approfondir les secrets de la nature. » (p. 140).

Ainsi Reich décrit, une fois de plus, les activités quotidiennes de l'homme et y découvre les sources primordiales de notre existence et de l'organisation sociale :

« L'amour, le travail et la connaissance sont les sources de l'existence humaine. Ce sont eux qui doivent aussi la gouverner » (15). On reconnaît l'adversaire des bureaucraties, libérales ou stalinienne, le défenseur du communisme libertaire où l'accent est mis sur le rejet de toute hiérarchie et la réduction du pouvoir d'Etat. Ici encore, comme dans le dernier chapitre de « la psychologie de masse du fascisme » intitulé « la démocratie naturelle du travail », Reich oppose le travail à la politique et suggère l'autogestion, remplaçant « la diplomatie internationale par des contacts fraternels, professionnels et personnels », entre les travailleurs des différentes nations.

(15) W. REICH. - La psychologie de masse du fascisme, op. cit. p. 310.



Pour répondre au petit homme qui ne croit pas à l'importance des actes de sa vie quotidienne, Reich imagine un dialogue :

— « Tu es un utopiste, Docteur ! Ne vois-tu pas que le maréchal Decoratus, le Prince Inflatus ont des soldats et des armes pour faire la guerre, pour me forcer au service militaire, pour détruire mes champs, mon laboratoire, mon cabinet de travail ?

— On te force à faire du service militaire, on détruit tes champs et tes usines, parce que tu cries « heil » quand on t'enrôle et quand on tire sur tes biens !...

— Que faire alors ? Je déteste la guerre...

— Tu n'as qu'à faire ce que tu as fait jusqu'ici, travailler, donner une enfance heureuse à tes enfants, aimer ta femme. SI TU FAISAIS CELA AVEC DETERMINATION ET PERSEVERANCE ; IL N'Y AURAIT PLUS DE GUERRE...

— Supposons donc que je travaille tranquillement, que je vive tranquillement pour mes enfants et ma femme et que soudain les Huns, les Allemands, les Japonais, les Russes ou qui sais-je attaquent mon pays. Je suis alors bien obligé de défendre mon foyer ?

— Tu as parfaitement raison, petit homme. Mais ne comprends-tu donc pas que les « Huns » de toutes les nations et de tous les pays ne sont que des millions de petits hommes criant « heil » quand le maréchal Decoratus et le prince Inflatus, qui eux ne travaillent pas, les appellent sous les drapeaux ; qu'ils croient comme toi être des quantités négligeables... Au lieu de crier « heil », au lieu de décorer la tombe du « Soldat Inconnu », au lieu de laisser fouler aux pieds ta « conscience nationale » par le Prince Inflatus et le Maréchal de tous les Prolétaires, tu devrais leur opposer ta confiance en toi et ta conscience d'accomplir un travail utile. » (p. 141)

Dans les dernières pages de ce livre, Reich énumère les situations où l'homme est grand : lorsqu'il aime, travaille et crée. Il entend la « mélodie de l'avenir » et rêve aux enfants de demain qui ne seront plus des « infirmes, des robots, des idiots moraux. » Et l'on croit entendre Zarathoustra cherchant le pays de ses enfants : « Ah ! où monterai-je encore avec mon désir ?... Je n'aime plus que le pays de mes enfants, la terre inconnue dans la mer la plus lointaine : c'est elle que j'ordonne à ma voile de chercher (16). »

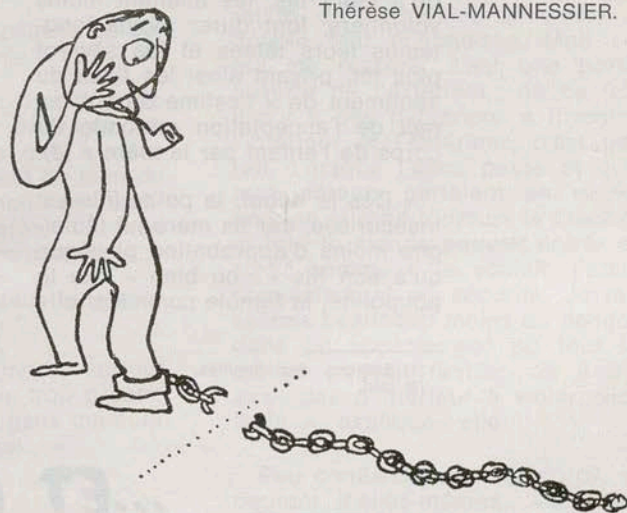
(16) F. NIETZSCHE. - Ainsi parlait Zarathoustra, op. cit. p. 114.

A cette sollicitation de Reich, on peut répondre en petit homme et avancer de nombreuses objections. Sans doute, Reich néglige, dans sa vision utopique de la politique, la complexité et l'évolution des rapports de forces entre classes sociales et organisations politiques. Mais notre but, aujourd'hui, n'était pas d'engager une analyse critique : notre projet était simplement d'accepter ce harcèlement, proche de celui de Nietzsche, et d'écouter cet appel à devenir réellement homme.

Nous souhaitons que ces pages brûlantes, nourries des combats journaliers pour la vérité et la défense du droit au bonheur de chaque être naissant, éveillent d'autres foyers d'opposition à tous les fascismes renaissants qui exploitent la peur du « petit homme » et sa crainte de la haute solitude :

« Tu refuses d'être un aigle, petit homme, c'est pourquoi tu es la proie des vautours. Tu as peur des aigles, tu préfères le grand troupeau ; c'est pourquoi tu te fais manger avec le grand troupeau... Les vautours deviennent tes Führer s'acharnant contre les aigles qui voulaient te conduire vers un avenir meilleur. Les vautours t'apprennent à te contenter de charognes et de quelques rares grains de blé. Ils t'apprennent en outre à crier « heil, grand Vautour ! » Et voilà que toi et ceux qui te ressemblent meurent, et tu as toujours peur des aigles qui couvent tes poussins. (p. 81) »

Thérèse VIAL-MANNESSIER.



LES FEMMES ET LA PEUR...

À la première des peurs qui peut influencer le destin d'une fille précède sa naissance : beaucoup de parents n'ont-ils pas « peur d'avoir une fille ? »

Comme l'a écrit Elena Gianini Belotti dans son remarquable essai, *Du côté des petites filles* (1), « il existe beaucoup de recettes populaires qui permettent de deviner le sexe de l'enfant à naître ; elles trahissent toutes le désir et l'espoir que ce soit un garçon »...

Plus graves sont les constatations suivantes : les mères manifestent moins spontanément leur tendresse physique à leurs filles qu'à leurs fils, les allaitent moins volontiers, font durer moins longtemps leurs têtées et les sèvent plus tôt, privant ainsi les filles du sentiment de « l'estime de soi qui naît de l'acceptation profonde du corps de l'enfant par la mère » (2).

« Dès le début, la petite-fille est insécurisée, car sa mère lui témoigne moins d'approbation physique qu'à son fils » ; ou bien « elle la pouponne, la fignole comme si elle

avait quelque chose qui ne va pas, lui manque ou est insuffisant » écrit Nancy Friday dans *Ma mère, mon miroir* (3), qui cite cette remarque d'une psychanalyste : « Je ne connais aucune femme à qui sa mère ait dit quelque chose de positif à propos de ses organes génitaux ».

Enfin, et c'est un des éléments les plus importants de l'éducation des filles et de son incidence sur leur comportement face au danger et à la peur — non seulement les mères répriment souvent la turbulence, la vitalité, la curiosité, l'audace et le courage physique chez les filles (qui sont alors qualifiées de « garçons manqués ») mais elles les encouragent à rester tranquilles, à être serviables, sages, passives, prudentes, soumises. Avec les garçons, elles ont l'attitude inverse...

C'est ainsi qu'en niant la bisexualité des êtres humains, on fabrique des êtres schizoïdes... A la limite, le partage des rôles peut être tel dans un couple que lorsqu'une catastrophe survient, la femme pleure pour l'homme et

(1) Editions des femmes.

(2) Ibid.

(3) Robert Laffont.

...ET LA PEUR DES FEMMES

extériorise (ou exorcise) le désarroi de son mari, lui permettant ainsi de garder son sang-froid !...

Moins désirée, moins fêtée et peut-être moins aimée que le garçon à cause de son sexe, la petite-fille aura une attitude ambivalente vis-à-vis de son corps et sera plus dépendante affectivement de son entourage.

Dans une autre culture (4), les filles auraient très bien pu se vivre biologiquement égales, voire supérieures aux garçons si leur pouvoir de porter et d'enfanter des êtres humains avait été considéré comme un attribut aussi et même plus important que le fait de posséder un pénis. Mais c'est l'inverse qui s'est produit et la petite-fille vit son corps non pas comme fertile, mais comme un corps troué, creux, souillé, suspect, vulnérable, à la merci de tout ce qui peut le violer, le pénétrer (souris, insectes, reptiles, microbes) et donc comme un corps essentiellement peu fiable.

Pour cette raison, les femmes sont, en règle générale, plus effrayées que les hommes par les araignées, les souris ou les serpents. Et parce qu'elles ont intériorisé une image culturellement dévalorisée de leur corps, elles n'ont pas confiance en lui et ont peur qu'il ne les trahisse lorsqu'elles affrontent un danger.

— Quand j'ai peur, on se met à rigoler comme des filles, à pis-

(4) Comme le raconte Merlin Stone dans son essai sur la religion féminine au proche et au moyen-orient, intitulé « **Quand Dieu était femme** » (Ed. de l'Étincelle).

ser dans nos frocs, c'est une réaction du corps, on laisse tout tomber, même notre corps, on laisse tout se libérer... On pourrait même dégueuler à la limite ! Ou bien, par exemple, la peur des prises de sang, quand on s'évanouit, ce n'est pas une réaction de Moi, parce que Moi, j'avais pas peur, mais je crois que c'est mon peur qui a eu corps... euh... mon corps qui a eu peur !... » raconte Nausicaa (14 ans) à Madeleine Laïk qui l'interroge dans un livre remarquable sur la peur (5).

« — Et c'est quoi les trucs que tu utilises comme protection contre la peur ? demande Madeleine Laïk à Nausicaa.

— C'est mon contrôle de moi-même ; dès que je sens que je me laisse aller, hop ! je me visse, je me tourne la clef, je me maîtrise, je me serre à fond... »

— Comment tu expliques ce qui t'es arrivé, ce malaise ?

— Ça doit être un problème de règles, un problème de vagin, un problème de femme quoi !... Des trucs qui me remontent ou bien de démoralisation (ramollir et démoraliser) de mon corps, et mon corps, il est vachement dedans...

— Qu'est-ce qui peut te rassurer quand tu as peur ?

— ... Plutôt des mecs, surtout pas ma mère. Je suis trop proche d'elle. Je préfère les gens qui sont plutôt éloignés de moi... »

(5) Ed. Syros.

Ce que dit Nausicaa est particulièrement significatif de la façon dont une fille interprète sa vulnérabilité physique face à la peur et se protège contre elle : elle se transforme en garçon en supprimant l'ouverture de son corps, en le fermant à clef. Rien d'étonnant donc à ce que ce soit la présence des « mecs » qui la rassure et non celle de sa mère puisqu'elle doit, pour lutter contre sa peur, s'identifier aux hommes et nier toute ressemblance avec la mère et le corps maternel troué, creux et vulnérable...

Plus rarement, une femme peut adopter un comportement inverse pour se protéger contre la peur, notamment la peur du viol, comme l'explique Elise à Madeleine Laïk :

« — Il n'y a rien qui m'angoisse davantage que ces portes que l'on ferme à clef, que l'on blindé ; l'opération de verrouiller sa porte à double tour m'angoisse. Moi, ce qui me rassure, c'est une porte ouverte de l'extérieur ; de ce fait il n'y a pas d'intérieur à investir, l'intérieur et l'extérieur, c'est pareil. Lorsque j'étais petite et que mes parents partaient en week-end, on laissait toujours le crochet et tout le monde pouvait entrer et sortir comme il le voulait, j'étais complètement en sécurité. Je me sentais beaucoup moins en danger dans un appartement où tout le monde pouvait rentrer, où il n'y avait pas d'intérieur à violer, violable », explique-t-elle.

Peu confiantes en leur corps, et doutant d'elles-mêmes, les filles éprouvent plus que les garçons le

besoin de se rassurer sur leur séduction, leur intelligence. Elles ont constamment peur d'être abandonnées, de ne pas plaire, de ne pas être aimées, d'être rejetées.

Une fois adultes, elles ont plus de mal à devenir autonomes et sont plus dépendantes des autres : d'une part, il leur est plus difficile de se détacher de la mère, puisqu'elle est à la fois le premier objet d'amour et celle qui sert de modèle à l'âge adulte ; d'autre part, elles ont encore un statut social et juridique de dépendance vis-à-vis de l'homme, statut qu'on pourrait à la limite définir comme celui d'objets destinés à être possédés par l'homme.

Il y a très peu de temps encore, en effet, les femmes perdaient tous leurs droits en se mariant et les divorces s'effectuaient presque toujours à leurs dépens. Aujourd'hui une femme qui s'est mariée jeune, a eu plusieurs enfants et n'a ni formation professionnelle, ni diplômes, se retrouve à la rue sans aucune ressource, si son mari décide de divorcer, lorsque les enfants sont élevés. Quant aux célibataires, il n'y a pas longtemps qu'elles ont le sentiment d'être autonomes et de s'appartenir à elles-mêmes. Il y a un peu plus de cinquante ans, elles vivaient sous la domination du père, gardien d'une virginité qu'elles se devaient d'offrir intacte à leur mari. Sans diplôme, dans la grande majorité des cas, elles survivaient grâce à de petits métiers : couturières, démarcheuses, secrétaires, répétitrices ou vendeuses. Les années passant, n'étant plus la fille de...

n'étant pas devenue la femme de..., ni la mère de..., elles devenaient des créatures superflues, profondément insécurisées, et comme menacées à tous moments d'être éliminées d'une collectivité dans laquelle elles n'étaient pas insérées.

C'est pourquoi le statut social de la femme, dont l'inconscient reste imprégné d'un sentiment d'insécurité hérité de siècles de dépendance, détermine aujourd'hui encore une grande part de son attitude face à la peur. Une profession qui la place au même rang et lui donne les mêmes droits que les hommes dans la société, sera pour elle une sorte d'armure, de bouclier symbolique face au danger. Comme l'explique si bien Elise, qui travaille à « S.O.S. Médecins » : « ... si je traverse la rue, la nuit, pour aller voir un malade, je n'ai pas peur. Mais si je traverse la même rue sans travailler à S.O.S. Médecins, alors là j'ai peur.

... D'ailleurs je me suis dit que les femmes s'étaient donné le droit d'avoir peur, elles avaient considéré que la peur était quelque chose avec laquelle elles vivaient et qu'il n'était pas déshonorant pour elles d'avoir peur... »

Aujourd'hui, si les lois changent, les mentalités évoluent plus lentement et beaucoup de femmes qui perdent leur nom en se mariant, ont encore le sentiment déprimant d'être dépossédées d'elles-mêmes et peut-être aussi d'une espèce de « solidarité généalogique » entre les différentes générations de femmes, grâce à laquelle elles pour-

raient se transmettre certaines valeurs, constituant ainsi une mémoire des vécus féminins à travers les âges — capital précieux d'enseignements et de savoir-faire dont notre civilisation abstraite et technicienne pourrait bénéficier...

Peu de femmes pourtant osent encore choisir le célibat à notre époque. La plupart continuent à assumer docilement le rôle qu'on leur a assigné : être le réceptacle de la semence de l'homme, celle en qui s'élabore sa descendance... Une minorité pourtant remettent en question ce système de filiation patrilinéaire sur lequel repose notre civilisation essentiellement masculine, qui ne peut fonctionner que si l'on est sûr de savoir qui est le père, autrement dit si les hommes contrôlent la sexualité des femmes par des lois, des coutumes ou des mœurs qui l'insécurisent et l'assignent à résidence. Si les hommes ont pu violer si longtemps les femmes en toute impunité, c'est parce que la société n'autorise pas les femmes à s'aventurer seule dans la rue ou dans la nuit, sans être protégées — et surveillées — par un homme...

Une des grandes peurs induite par les hommes chez beaucoup de femmes, c'est donc d'être violées, souillées, abîmées, d'être génitalement mutilées, de devenir stériles, inaptes au mariage et à la reproduction, ou de porter en elle le fruit de la haine...

Pour toutes ces raisons, les femmes ont devant la peur une attitude très différente de l'hom-

me. Comme l'écrit Madeleine Laïk :

« — ... autant la peur des hommes ressemblerait plutôt à un ennemi nommable, repérable, cernable, un adversaire auquel on se mesure et dont on relève les défis, ou bien évoquerait un « petit » qui échappe encore, un double de soi qui menace de lâcher prise et dont il s'agit de devenir le maître ; autant la peur des femmes, à quelques exceptions près, ferait plutôt penser à un fluide qui imprégnerait le tissu vital, une trame autour de laquelle se tisseraient le quotidien. »

— On est peur, a dit Catherine à Madeleine Laïk.

— Moi, j'ai peur de tout, ont déclaré beaucoup de femmes.

— Mais comment se constituer en auteur-sujet de ses peurs ? Comment se séparer de la peur ? C'est-à-dire d'un état de confusion, de fusion avec la mère ?

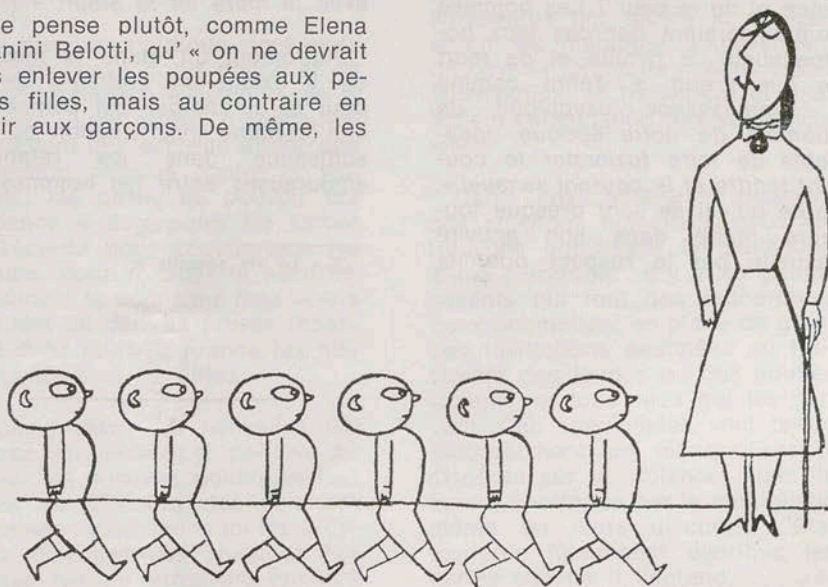
— Comment et à quel prix les filles réussissent-elles à se séparer de leur mère, lorsqu'elles n'acceptent pas une certaine initiation, refusent les marques d'un Ordre masculin qui les « gomme », qui les exproprie d'elles-mêmes ? s'interroge M. Laïk.

Certainement pas en souscrivant aux principes de « l'éducation féministe des filles », tels que Madeleine PELLETIER, féministe militante du début du siècle, les a définis en 1914 (6) ! Sa solution

en effet, c'est de « réprimer les manifestations extérieures de la sensibilité », de « faire honte à la petite fille de ses larmes », de « l'élever en exprimant une grande admiration du courage et un mépris égal de la pusillanimité », de « développer son courage et son esprit d'initiative en l'incitant à faire seule, vers l'âge de 13 ans, de petits voyages à pied ou à bicyclette dans la campagne, pour lesquels on l'habitue à trouver son chemin en se servant d'une carte ». Et Madeleine Pelletier ajoute : « Il sera alors indispensable d'habiller l'enfant en garçon et de la munir d'un revolver dont, naturellement, elle aura appris à se servir » ! Pour supprimer la peur, elle n'a trouvé d'autre solution que de supprimer la femme et même le féminin...

Je pense plutôt, comme Elena Gianini Belotti, qu'« on ne devrait pas enlever les poupées aux petites filles, mais au contraire en offrir aux garçons. De même, les

pères devraient s'occuper davantage de leurs jeunes enfants des deux sexes, en être plus proches, et dès les premiers jours, ceci pour leur donner la vision réelle, et absolument pas choquante, de l'interchangeabilité des rôles de père et de mère, et leur offrir un modèle de tendresse masculine. Ce n'est pas en disciplinant et en réduisant l'affectivité féminine comme on a toujours réduit et mutilé celle des hommes, ni en les empêchant de s'exprimer librement (un homme ne s'émeut pas, ne s'attendrit pas, ne pleure pas, ne se désespère pas), qu'on peut espérer enrichir les individus... »



(6) « La peur qu'on a » (Robert Laffont).

Cette « culture de la peur essentiellement secrétée par les hommes, comme la culture érotique » n'est-elle pas fondée sur la volonté qu'ont les hommes « d'installer une distance toujours plus grande avec la Mère interdite, avec l'enfance interdite » ? se demande Madeleine Laïk. Pour être sûrs de ne pas se féminiser, de ne pas se rapprocher trop de la mère, les hommes partent toujours plus loin affronter le danger et réveiller leur courage : le courage de tuer en eux l'enfant de la mère et toute complicité, toute ressemblance qu'il pourrait avoir avec elle.

La peur de l'inceste serait-elle la mère de toutes les peurs, et le refoulement du désir incestueux à l'origine de l'érotisme, de la violence et de la peur ? Les hommes compenseraient par des jeux homosexuels de rivalité et de mort ce que Freud a défini comme « l'impuissance psychique de l'homme de notre époque, incapable de faire fusionner le courant tendre et le courant sensuel », parce qu'« il se sent presque toujours limité dans son activité sexuelle par le respect pour la

femme et ne développe sa pleine puissance que lorsqu'il est en présence d'un objet sexuel rabaisé. » Cette impuissance serait due, selon Freud, au clivage de l'image féminine en une figure asexuée et virginale (la mère interdite) qui suscite sa tendresse mais inhibe son désir, et une image de femme légère (la putain) qui éveille son désir mais non son amour.

Freud est alors amené à écrire cette phrase étonnante : « *Ce que je vais dire est déplaisant et au surplus paradoxal, mais on est pourtant forcé de le dire : pour être, dans la vie amoureuse vraiment libre, et, par là, heureux, il faut avoir surmonté le respect pour la femme et s'être familiarisé avec la représentation de l'inceste avec la mère ou la sœur.* » (7)

Autrement dit, dans la mesure où il existe un érotisme de la peur et du danger qui compense une certaine insatisfaction ou insuffisance dans les relations amoureuses entre les hommes et

les femmes paralysés par des tabous religieux (notamment celui de l'inceste), n'est-ce pas plutôt le rapport des hommes au féminin et au maternel qu'il faudrait transformer au lieu de viriliser les femmes et de continuer à rejeter et idéaliser la mère ? Ne faudrait-il pas aussi inciter les femmes à sortir de cette infernale alternative : être femme et renoncer à être mère, ou être mère et renoncer à être femme, et les encourager à se vivre et comme femme et comme mère ?

Le fait que les hommes partagent de plus en plus avec les femmes le poids de la maternité et que les femmes maîtrisent de plus en plus leur fécondité amènera forcément un changement profond dans les mentalités et ébranlera peut-être ces deux phénomènes universels depuis des siècles : l'interdit de l'inceste et l'infériorisation des femmes...

On se trouverait alors devant ce changement de civilisation annoncé déjà depuis un certain temps et qui suscite une peur qui ressemble à celle de l'An Mille...

Anne-Marie de Vilaine.

(7) « La vie sexuelle ».

Sortir de la peur des Loubards

Le sacrifice des enfants perdus

1. Pourquoi avoir peur des délinquants ?

RIEN ne se communique plus facilement que la peur de l'agression de jour ou de nuit, de la violence irrationnelle dans la rue, sur la route : dans les grandes villes, les femmes, les personnes âgées ne sortent plus seules la nuit ; les rassemblements populaires, les fêtes, les bals sont menacés par des bandes de voyous. Une espèce de psychose s'installe, qui s'oriente facilement contre les jeunes ou contre les étrangers.

La population attend de la police des villes, de la gendarmerie à la campagne, le respect de l'ordre et le règne de la sécurité publique. Ce qui est difficile, c'est d'identifier les auteurs de ces violences qui troublent l'organisation sociale et la mettent en danger ; pour éviter d'arriver, comme les carabiniers, toujours en retard, la

police et la gendarmerie sont donc conduits à surveiller l'ensemble du groupe social d'où peuvent surgir la violence, le délit.

Le discours politique vient alors à la rescousse de la police et de la gendarmerie : le discours de la sécurité. Les partis d'opposition promettent une sécurité totale, une protection absolue contre la violence ; les partis au pouvoir ont tendance à augmenter les forces de sécurité pour couvrir tous les risques. Pour récolter la sécurité, ils sèment la peur : les faits divers à la télé ou dans la presse répandent dans toute la France les histoires les plus horribles...

Pour justifier les nouvelles dépenses en personnel policier ou social, les hommes politiques font appel au discours des sciences humaines : examinons ici *les différents discours des sciences humaines*. Nous y retrouvons toujours

une définition particulière pseudo-scientifique du délinquant, du jeune ou de l'homme dangereux : ces définitions plus ou moins effrayantes ont toutes le danger, si on les manipule abusivement, de devenir totalitaires ; elles visent la sélection, le traitement et finalement l'élimination des sujets violents.

Dans ces différents discours des sciences humaines, nous retrouvons également l'organisation d'une hiérarchie : il y a les grands savants qui font des recherches, ceux qui mettent en place de grandes institutions destinées au traitement des jeunes ou des adultes violents, et tous ceux qui les servent. Ces spécialistes vont tenter naturellement de monopoliser le discours sur la violence, mais ils seront contrariés par la multiplicité même de leurs discours. L'Etat moderne finalement distribue les cartes comme il l'entend.

2. Les diverses analyses de la délinquance.

D'ABORD, le discours *naturaliste* : bien des savants ont cherché ce qui différencialait les criminels des autres hommes ! En 1876, paraît le traité de Lombroso, *L'homme délinquant*. Cette théorie des « stigmates dégénératifs » permettait de distinguer au premier coup d'œil avisé l'individu qui pouvait devenir criminel. Le Docteur Roumajon (1) signale ensuite les recherches de Magnan sur l'hérédité-dégénérescence, la cause principale de la délinquance devenant alors la syphilis, terreur de l'époque. Ensuite, marchant de pair avec les découvertes importantes sur le sang, on parle du chromosome Y supplémentaire : ceux qui portent ce chromosome très particulier sont voués à la violence, à la délinquance, à la criminalité. Actuellement, c'est autour du cerveau que s'active la recherche : on a d'ailleurs opéré, notamment aux États-Unis, des lobotomies sur des sujets particulièrement violents et anxieux : il en est résulté des ombres, triste préfiguration des traitements plus sophistiqués qui vont suivre.

Il ne s'agit pas de critiquer les recherches sur la morphologie, le sang, le cerveau ; mais nous devons refuser le caractère totalitaire de ces explications qui prétendent résoudre le problème de la violence. Ce que ces médecins,

qui tiennent la vedette pendant quelque temps, contribuent à faire, c'est à désigner ces jeunes comme des monstres : dans les foires, ils disparaissent, il faut bien les remplacer.

Ensuite, les discours *psychologiques* : les concepts de déviance et de normalité se sont insinués et développés dans l'opinion : il faut les dénoncer. Les délinquants seraient des malades, des fous dont il faudrait traiter l'inadaptation. On a suffisamment critiqué l'institution asilaire des années 40 pour que je n'ajoute pas ma contribution, mais le résultat que j'ai pu observer, c'est le développement d'institutions en amont et en aval de l'asile pour traiter la folie, la prise en main par le savoir psychologique de toutes les institutions sociales. L'antipsychiatrie, quant à elle, a réussi à poser le problème de l'inadaptation sur la place publique (2) : les antipsychiatres s'entendent pour affirmer que la folie n'est pas un phénomène médical, mais plutôt d'exclusion sociale ; la psychiatrie a une fonction essentiellement répressive : cette répression s'exerce surtout sur l'individu, dont le délire doit être reçu comme une plainte, et non comme une menace.

Il ne s'agit pas de refuser en bloc toutes les recherches psychologiques, mais là encore leur prétention totalitaire. Il faut dénoncer un bon nombre de psychiatres et surtout de travailleurs sociaux

complètement psychologisés, se gorgeant de travaux spécialisés mal digérés et manipulant abusivement la souffrance des autres. Il n'y a pas de cause unique à la folie, à l'inadaptation, à l'exclusion, à la délinquance : les psychiatres ne sont pas les nouveaux prêtres, les nouveaux maîtres à penser de notre société en délire.

Enfin, il y a tous les discours *sociologiques* ou *économistes*. La méfiance de Marx vis-à-vis du « Lumpen-prolétariat » persiste dans toutes les théories sociologiques : l'homme étant défini dans son rapport à la nature par sa capacité de travail, par sa production de surplus, le sous-prolétaire ne peut pas se valoriser ; à la limite, il n'existe pas. Comme il ne travaille pas régulièrement, il ne peut pas prendre conscience de sa situation de classe, il ne peut s'associer aux luttes révolutionnaires ; il faut donc que le prolétariat organisé s'en méfie. Autour des années 68, les débats étaient multiples sur le rapport aux masses travailleuses ; et les diverses nuances gauchistes se sont durement affrontées sur cette théorie du Lumpen-prolétariat.

Il ne s'agit pas de repousser en bloc les théories sociologiques et les pratiques sociales qu'elles engagent. Commençons par affirmer que le sous-prolétariat fait objectivement partie de la classe ouvrière et qu'on ne peut sous-estimer sa capacité révolutionnaire, parce que, justement, il n'a rien à y perdre. Ensuite, refusons le totalitarisme de bien des révolutionnaires, militants politiques ou

(1) Dr Y. Roumajon, *Ils ne sont pas nés délinquants*, Laffont 1977.

(2) Voir à ce sujet : P. Meyer, *L'Antipsychiatrie ou la mort dans l'âme*, revue *Esprit*, sept. 71.

travailleurs sociaux, qui ont compris le peuple une fois pour toutes et qui le conduisent à leur idée, selon leur idéologie : les sociologues ne sont pas, eux non plus, les nouveaux maîtres à penser de la société à venir.

Le triste résultat de ces théories naturaliste, psychologique et sociologique, c'est la multiplication du travail social et donc du contrôle social. L'Etat moderne, jouant de ces rivalités idéologiques, multiplie les orientations, les interventions : la ségrégation devient la loi de notre action sociale. Quelques spécialistes, happés par le système d'informations, acquièrent pour quelque temps un renom national, international : leurs travaux sont récupérés pour être noyés dans ce tourbillon de l'action sociale. La conséquence, pour le peuple, c'est un contrôle social de plus en plus précis, de plus en plus général, notamment sur les « familles à haut risque » comme on les appelle.

3. Les enfants perdus.

PAR une démarche plus historique, essayons de retrouver la fonction sociale de ces jeunes de la rue qu'on appelait « enfants perdus », qui deviennent délinquants, puis maintenant toxicomanes.

Gaston Bouthoul dit quelque part que la guerre est d'abord une façon d'éviter de tuer froidement les enfants : il n'y a pas assez de pain pour nourrir tout le monde, la guerre est un bon moyen de ré-

soudre ce problème démographique, un infanticide différé. Paul Virilio remarque justement que cet infanticide n'est pas différé, mais *transféré à l'ennemi* : c'est à l'ennemi que revient la responsabilité de tuer les enfants surnuméraires, les jeunes qu'on ne peut arriver à nourrir.

Après avoir été longtemps le fait du corps social tout entier qui se mettait sous la direction d'un chef de guerre exclusivement choisi pour cette opération (3), la guerre a été assumée en Europe non seulement par une caste de guerriers mais aussi par les jeunes générations. Un des tournants de l'utilisation des jeunes générations est sans doute la bataille de Morat en 1476, la victoire de Louis XI avec les Suisses sur Charles le Téméraire. Jusque là, les chevaliers étaient les vrais combattants : ils s'entouraient bien sûr de jeunes et vigoureux paysans qui marchaient à pied et qui les protégeaient, mais on ne comptait même pas le nombre de leurs morts ; la bataille se livrait entre les nobles et tenait davantage de l'ordalie que de la rixe.

Morat, c'est la victoire de la première armée populaire, celle des bourgeois suisses, contre la vieille armée noble de Charles le Téméraire. Que se passe-t-il donc de nouveau dans cette armée suisse ? Les bourgeois suisses des villes libres vont à cheval, ils ont de l'argent et ils embauchent leurs

paysans selon l'habitude ; ceux-ci vont à pied, ils ont une grande lance de 6 à 7 mètres, des hallebardes, ils se mettent en bastion, en rang de six, sept et même parfois douze, ils forment un hérisson qu'aucune cavalerie ne peut pénétrer : c'est déjà une nouveauté intéressante.

Mais la grande nouveauté, c'est l'utilisation des enfants perdus. Ces enfants perdus, ce sont les gars de la rue de l'époque : ils ont été raflés dans les périphéries des grandes villes suisses ; abandonnés ou non, ils se retrouvaient autour des villes où on les achetait pour presque rien ; s'il en manquait, on les kidnappait purement et simplement. Introduits auprès des paysans hallebardiers, on leur donnait un couteau et on leur disait : « vous allez attaquer l'adversaire ; vous pourrez le dépouiller à votre guise, si vous en venez à bout ! » Autrement dit, ils n'avaient pas de solde, pas d'uniforme, pas de discipline, ils n'avaient rien, sinon leur vie à donner !

Et la bataille de Morat se déroule comme les autres batailles se dérouleront par la suite : on envoie d'abord les enfants perdus, par petits groupes ; comme des nuées, on les envoie au devant de Charles le Téméraire avec ses nobles chevaliers entourés de leurs valetailles. C'est en fait les envoyer à la mort, puisqu'ils sont armés de couteaux contre des épées, mais qu'importe ! il s'agit de tromper l'ennemi... Les hallebardiers attaquent alors sur le flanc Charles le Téméraire qui a engagé ses

(3) Voir à ce sujet : P. Clastres, *La société contre l'Etat*, Minuit 1976.

nobles vers ces nuées d'enfants perdus ; viennent ensuite les bourgeois suisses à cheval qui viennent terminer le combat pour s'attribuer la victoire. La Fédération helvétique qui a envoyé ses enfants en première ligne a défait totalement l'armée aristocratique qui envoyait ses chevaliers en première ligne : ces enfants perdus qui ont subi le premier assaut ont donné la victoire aux Suisses.

Cette idée nouvelle ne sera pas perdue : tous les régiments français vont désormais avoir des enfants perdus. On leur donne des armes plus sophistiquées, ils expérimentent d'ailleurs les nouvelles armes individuelles, la grenade, notamment, qui explose au début n'importe quand : ils deviennent ainsi des grenadiers. On leur donne des chevaux sans défense, ils deviennent les chevaux-légers. Bientôt, au lieu d'être dispersés dans chaque régiment qui entraînait avec lui son lot d'enfants perdus et le renouvelait sans cesse, ils sont regroupés en régiments particuliers. Le renversement est clair : les enfants perdus qui étaient rejetés, deviennent l'avant-garde, l'élite de la nouvelle armée populaire.

Avec le développement de l'armement, cette avant-garde des enfants perdus, cette nouvelle élite de l'armée devient très sophistiquée. La carabine, c'est encore une nouvelle étape, surtout lorsqu'elle est miniaturisée : les anciens enfants perdus, les anciens éclaireurs, qui sont devenus l'élite de l'armée, expérimentent tous les progrès de l'armement. Avec les

mitraillettes, ils vont devenir commandos. Les Légionnaires représentent encore les derniers enfants perdus, qui se refont, en s'engageant, un nouveau casier judiciaire, à condition de ne pas craindre de mourir !

4. Les « délinquants ».

MAIS justement, la deuxième guerre mondiale a été sans doute la dernière grande guerre des hommes et des matériels : depuis la guerre de 1914 jusqu'à la guerre du Vietnam, la guerre se déshumanise, elle se fait de plus en plus au moyen d'une technique omni-présente qui remplace les enfants perdus. Ceux-ci n'ont plus tellement de raisons d'être, sauf pour expérimenter les armes ; les conflits restreints leur servent de laboratoires d'armements.

Par exemple, sur le mur de Berlin, il y a des canons automatiques qui démarrent comme l'escalator du métro, des sortes de lanceurs de balles qui marchent tout seuls. Au Vietnam, l'armée des U.S.A. a expérimenté un tas de nouveautés électroniques qui remplacent absolument les combattants : par exemple, dans la forêt, on dissémine de tout petits émetteurs-radio réagissant seulement au mouvement humain ; ils transmettent à un bombardier passant à très haute altitude les moindres mouvements ennemis ; le bombardier transmet à un ordinateur central qui organise la riposte par fusées sans pilote : les enfants perdus sont remplacés par des robots perdus !

Il est d'ailleurs troublant de constater l'évolution fantastique en quelques années de l'armée du Vietnam : au début, les enfants — les combattants étaient tout jeunes — avaient leur fusil, leur riz en bandoulière, leur casque ; ils attaquaient la nuit, il n'utilisaient pas les routes, ils les coupaient pour attaquer la mobilité de l'adversaire. Ils étaient marginalisés par la technique française : c'était la lutte du peuple contre la technique. Puis, très vite, avec l'aide des Soviétiques, sous l'impulsion du général Giap, ils ont utilisé et maîtrisé les techniques modernes d'artillerie, de communication et d'engins. Au point qu'au moment de la victoire vietnamienne, on ne peut plus guère parler de victoire populaire : l'ennemi s'est identifié à l'agresseur ; les U.S.A. peuvent quitter le pays, ils laissent sur place des hommes qui leur ressemblent et qui vont se hâter d'organiser un système militaire industriel sur les mêmes orientations techniques.

Mais si les engins perdus remplacent les enfants perdus, devenus pourtant l'élite de l'armée, que vont devenir ceux-ci ? La notion de délinquance vient au secours de ce vide : en instituant la notion de « jeune délinquant », on va donner une nouvelle fonction sociale tout à fait adéquate aux jeunes enfants perdus. La notion apparaît en 1791 dans le Code Pénal pour la première fois ; elle acquiert surtout son autonomie au milieu du XIX^e siècle. On met en place progressivement, à partir de 1850, les « colonies correctionnelles » pour corriger les jeunes, les

« colonies pénitenciaires » pour éduquer les jeunes, les « colonies agricoles » pour rééduquer les jeunes : il s'agit encore de répression spécialisée, mais avec le développement des tribunaux pour enfants, et surtout des personnels sociaux, le passage se fait d'un système répressif à un système rééducatif. A partir de 1958, le juge pour enfants peut intervenir sans même qu'il y ait délit, la seule probabilité du délit prochain suffit pour justifier une intervention.

Cette porte entr'ouverte laisse passer une tempête : les psychiatres, psychologues et autres travailleurs sociaux s'approchent de ce trésor et commencent à le gérer. La délinquance d'un jeune est considéré comme une maladie qu'il faut donc dépister, prévenir, soigner et suivre avec compétence scientifique. L'interprétation de la délinquance est maintenant réservée aux seuls spécialistes des sciences humaines qui imposent leur langage aux enfants perdus, complètement dépossédés de leur propre critique sociale, de leur propre sens. J.C. Chamboredon montre bien que « le passé du jeune délinquant se trouve reconstruit en fonction du délit observé par sélection de petits faits, abstraits de leur contexte et transformés en indices révélateurs par stylisation et reconstruction. » (4) C'est d'abord le soin de la maladie qui a retenu les efforts des spécialistes, c'est maintenant la pré-

vention de la délinquance qui devient la tarte à la crème. Les enfants perdus qui étaient devenus l'élite de l'armée, sont devenus les jeunes délinquants promis aux carrières de truand ou de fou.

Un exemple de truand : Philippe, lorsqu'il a fini de voler des mobylettes, de faire pleurer sa mère, se met sur de plus grosses affaires : il est déjà passé devant le juge d'enfants qui le trouve têtue, il a eu des visites de l'éducateur de la liberté surveillée chez lui, il n'est jamais là aux heures des éducateurs. Rendez-vous dans le bureau du délégué où il se rend après plusieurs convocations de couleurs différentes, lorsqu'il ne peut plus faire autrement... Il se fait prendre sur une affaire de cambriolage, autour de 10 000 F. Il prend un an ferme, un an de sursis, ils sort au bout de neuf mois. Il hésite, sa mère l'aide un peu, mais des copains proposent mois, en allant voir le juge d'application des peines — s'il n'avait pas sa mère, il ne pourrait pas tenir —. A nouveau, il fait des affaires, il est astucieux, il ne se fait pas prendre, il achète une voiture sous le nom d'une fille avec qui il vit, il mène grande vie, il s'y habitue. Quelqu'un le balance ; le voilà qui retombe pour trois ans cette fois ; on épluche son passé, on lui met sur le dos un tas d'affaires, son sursis tombe. Cette fois, en sortant, il n'aura plus d'hésitation, il sera truand. Il connaît les règles du jeu, il sait qu'il y a de gros truands et de tout-petits. Lui, il se débrouille bien ; finalement, c'est un métier qui comporte des risques et des avantages !

5. Les « toxicomanes ».

Le temps de la délinquance, de l'enfermement, comme le dit M. Foucault (5) est maintenant en train de se terminer ; avec la toxicomanie, commence le temps de la mise à mort : on n'a plus besoin de murs pour enfermer les enfants perdus ; avec la dépendance aux stupéfiants, ils se condamnent à mort, ils sont conduits à se supprimer, à choisir la mort. Notre groupe social va fonctionner de telle sorte que le sacrifice de ces jeunes apparaisse comme une opération hygiénique.

Il y a d'abord ces institutions totales, centres de post-cure et autres, où l'on enferme les jeunes dans une définition préétablie : ceux qui acceptent le discours de l'institution rentrent avec le label « ancien toxicomane », ils peuvent ainsi trouver du travail. Mais pour tous les autres, il n'est plus besoin d'institution : ils portent leur prison dans leur dépendance-même aux produits toxiques. Notre société utilisait jusqu'à maintenant les institutions totales, prison, asile, centres divers pour conduire les enfants perdus à la délinquance, à la mort sociale ; maintenant, notre société n'a plus besoin de ces murs, les jeunes se font eux-mêmes leur institution totale, en s'excluant du reste des jeunes et des adultes pour s'enfermer dans leur dépendance, à la recherche de la mort. En fait, ils sont sacri-

(4) J.C. Chamboredon, *Revue française de sociologie*, vol. 12, n° 3, sept. 71, p. 335.

(5) M. Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard 1977.

fiés pour que l'on continue à vendre des amphétamines à ceux qui dorment mal, pour que l'on continue à travailler dans des conditions inhumaines, pour que l'on continue à mépriser la fête, pour que l'on se méfie du plaisir de la rencontre des autres, pour que plus personne ne soit différent.

Pour montrer comment notre ensemble social utilise ces jeunes enfants perdus comme repoussoir, rebut, comment il les sacrifie sur l'autel de l'ordre public et de la sécurité, je prendrai simplement l'exemple de Gérard. Gérard rêvait de s'installer au Canada, parce qu'il y a quelques parents éloignés ; en fait, il ne prend jamais les moyens de partir. Bientôt, il quitte pourtant le quartier pour faire de grands voyages en stop, avec très peu d'argent : tous les pays d'Extrême-Orient. Il revient sur le quartier de temps à autre et le retrouve aussi triste, aussi désespéré ; bien vite, il est reparti. Il prend l'habitude de se défoncer, il en vient à s'intoxiquer réellement. Lorsqu'il revient, cette fois, il reste sur le quartier et sombre dans la triste existence de ceux qui cherchent leur dose chaque matin. Sa santé se détériore sérieusement. Jusque-là, personne ne se préoccupe de ses difficultés scolaires, de ses problèmes sexuels... sa mère ne s'occupe que d'elle et de son mari impotent, elle ne peut que lui crier dessus ; jusque-là, il ne connaît pas le réseau justice-police-éducation surveillée.

La poudre vient à manquer sur Paris, il faut aller en chercher dans les pharmacies ; sur le quar-

tier, de nombreux jeunes font des cambriolages de pharmacie. Gérard s'y emploie et réussit quelques bons coups dont il fait profiter les copains. Un soir, il vole dans une pharmacie, dans la fameuse armoire aux stupéfiants, un petit flacon de cristaux opiacés, on ne voit pas bien ce que c'est. Le soir-même, Gérard essaie et le voyage n'est pas fameux : il a pourtant pris très peu de poudre, mais il se sent mal et décide de jeter le reste le lendemain. Un copain passe et lui conseille de le fourguer : il refuse quelque temps et se laisse tenter. Le copain s'en va sur Paris 13^e où se sont réfugiés quelques jeunes du 18^e ; il vend quatre doses. Au bout d'une heure, il y a quatre morts.

Alors, la machine sociale se met en route : toute la police de Paris recherche les criminels, toute la presse se scandalise, l'opinion publique prend peur. En quelques jours, se joue un drame étonnant (6). On cherche d'abord les criminels, on les appelle de tous les noms : évadé des hôpitaux psychiatriques, voyou, déchet de la société... On réhabilite les victimes qui leur ressemblent pourtant tout à fait : ces pauvres jeunes victimes de ces salauds, ce sont nos jeunes, notre avenir. Ensuite, la police retrouve le pauvre Gérard et son ami, complètement terrifiés des conséquences de leur besoin de poudre : et c'est le cocorico ! Notre

police est merveilleuse : quelle efficacité ; ils sont mis au dépôt ; puis en prison. Alors, vient la pseudo-réflexion : on interroge les spécialistes, les juges spécialisés, les médecins ultra-spécialisés, psychiatres de préférence. Olivenstein joue un bon rôle de vedette à la télévision, dans les journaux de grand tirage. Son propre message est d'ailleurs totalement déformé par les mass-media et devient :

« surtout ne vous inquiétez pas, nous sommes là, nous autres, pour comprendre ces jeunes et les remettre dans le droit chemin, nous sommes payés pour ça ; bien sûr, nous avons une existence très difficile, beaucoup plus difficile que la vôtre, braves gens, mais nos épaules sont larges, et ces jeunes sortiront de leur maladie grâce à nous ! ».

Tu parles ! Gérard et son copain restent 18 mois en prison ; ils ne voient pas le jour. Matin, midi et soir, ils reçoivent leur ration de cachets capable d'assommer un éléphant. Tout le monde s'y retrouve : les gardiens de prison n'ont pas à s'inquiéter ; les jeunes eux-mêmes digèrent ainsi tout ce qu'on a dit sur eux. Pour ma part, je suis étonné qu'ils puissent se relever d'une telle haine, d'un tel mépris, d'une telle violence sociale : il s'agissait vraiment d'une mise à mort symbolique dont la presse se faisait le bourreau.

Pourtant l'espérance de vie, la force de la révolte qui animent ces jeunes ont été plus fortes. Gérard, en sortant de prison, est parti à la campagne, il a découvert

(6) Voir l'excellent analyse de presse de Hubert Lafont, polycopié TVAS 18-17^o Nord, 1976.

les moutons et s'est installé près de Toulouse. Notre société a désormais besoin de drames de ce genre qui couvrent astucieusement les questions concernant l'avenir des hommes : on envoie donc ces jeunes au casse-pipe ; pour se rassurer, on leur ouvre des institutions totales où ils peuvent s'adapter. Au milieu d'eux, les spécialistes travailleurs sociaux les encadrent, les surveillent, adaptent de nouvelles institutions totales. Les jeunes sont ainsi devenus des sacrifiés, des victimes d'une énorme mystification.

Dans la loi du 31 décembre 1970, la distinction entre malade et délinquant donne au seul magistrat le pouvoir de reconnaître le jeune comme un malade et de lui ordonner une cure médicale ; c'est de fait orienter les enfants perdus vers la fonction sociale de toxicomane ; s'ils résistent, c'est les condamner au sacrifice. Le cadre juridique continue pourtant encore à les reconnaître comme de futurs délinquants : d'une part, il est vraiment difficile dans un sujet de séparer usage et trafic de stupéfiants, comme le fait la loi, et donc beaucoup d'enfants perdus se retrouvent en prison pour des délits tels que vols de pharmacie, trafic... ; d'autre part, la législation doua-

nière, par exemple, n'a pas intégré encore cet aspect médical de la loi de 1970 et les jeunes se retrouvent parfois avec de fortes amendes qui contrarient leur intégration sociale.

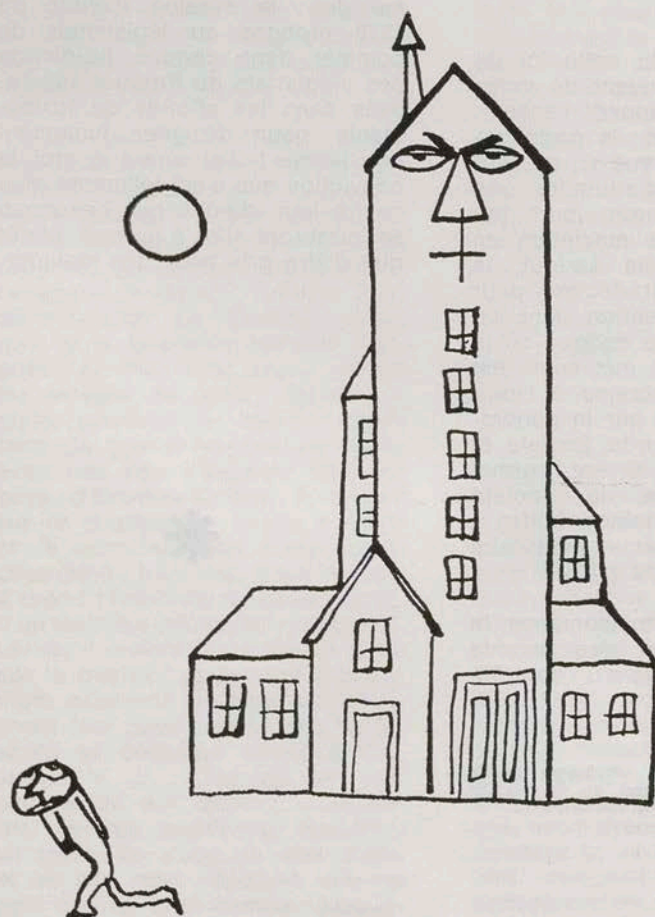
Dans le cadre de cette loi de 1970, on oublie souvent de noter les mesures qui frappent l'ensemble du corps social : la prolongation de la garde à vue en matière de trafic permet d'atteindre une durée totale de quatre jours (au lieu des 48 heures maximum en droit commun). Mais surtout, le Gouvernement avait déclaré pour justifier son intervention dans ce domaine qu'« à une époque où le droit à la santé et aux soins est progressivement reconnu à l'individu, en particulier par la généralisation de la Sécurité Sociale et de l'Aide Sociale, il est normal qu'en contrepartie, la société puisse imposer certaines limites à l'utilisation que chacun peut faire de son propre corps (7). »

C'est faire des toxicomanes la nouvelle orientation des enfants perdus, et le prétexte d'un contrôle

social plus précis sur l'ensemble du corps social. Les jeunes ne sont plus envoyés en avant-garde de l'armée, ils ne sont plus enfermés, ils sont étiquetés comme malades : la mission d'étude de 1978 propose au législateur de nommer dans chaque juridiction des magistrats du Parquet spécialisés dans les affaires de toxicomanie pour désigner justement ces jeunes ! J'ai quant à moi la conviction que c'est tellement aller contre leur identité que beaucoup se laisseront aller à la mort, plutôt que d'être pris pour des malades.



(7) Monique Pelletier, **Problème de la drogue**, dans le « rapport de la mission d'étude ». Documentation française 78.



Conclusion

Ce qui est important à percevoir dans l'étude des différentes fonctions sociales de ces enfants perdus au long des siècles, lorsqu'on les envoie se faire tuer en avant-garde de l'armée populaire, lorsqu'on en fait des délinquants pour les enfermer, lorsqu'on commence à en faire des toxicomanes pour les tuer, c'est qu'ils tiennent toujours le rôle de victimes désignées pour garantir la sécurité du corps social, c'est surtout que l'Etat moderne a repris à son compte le service demandé par l'armée aux enfants perdus, mais en ne l'appliquant plus seulement en campagne contre un ennemi extérieur, mais dans la vie quotidienne pour la sécurité et l'ordre publics : ce qui est en question, c'est la militarisation totale de nos villes, de la nation ; les méthodes militaires se sont imposées partout.

Il serait temps de renoncer à ces sacrifices sanglants qui frappent les enfants perdus ; il serait temps de renoncer à confier notre violence à l'Etat moderne.

Patrick GIROS.

Patrick Giros a travaillé 12 ans dans une équipe de prévention spécialisée. Il a publié l'an dernier, aux Editions du Cerf, un livre intitulé « Dans la rue avec les jeunes ».

La peur en Occident

Pendant que nous préparions ce numéro sur la peur, sur nos peurs d'aujourd'hui et la manière dont l'Etat les organise, les gère ou les exploite, un livre important était publié sur ce sujet et trouvait une large audience dans le grand public. Un livre d'historien, retraçant les peurs du passé. Son titre : La peur en Occident (XIV^e-XVIII^e siècles) : une cité assiégée. (Fayard 1978). Son auteur : Jean DELU-

MEAU, professeur au Collège de France, auteur déjà de nombreux livres sur cette période. Des peurs d'hier aux peurs d'aujourd'hui, y a-t-il un rapport possible ? Patrick Giros est allé, pour ANV, le demander à Jean Delumeau. Pour pouvoir suivre cet entretien, voici un très rapide aperçu du contenu du livre, et quelques réflexions sur son intérêt pour nous.

INNOMBRABLES et multiformes sont les peurs qui ont peuplé les rêves de nos ancêtres, suscité diverses tentatives de protection (magiques, religieuses ou sociales), provoqué massacres, séditions ou résignations. Le premier travail de l'historien, face à une telle masse de faits hétéroclites, qui vont de la peur du loup à celle de la femme, en passant par les peurs des comètes, des pestes, des Juifs et de Satan, c'est de proposer un « classement ». Jean Delumeau, pour cela, se pose la question très simple : Qui avait peur de quoi ?

« Qui avait peur de la mer ? Tout le monde ou presque. Mais qui avait peur des Turcs ? Les paysans du Rouergue ou d'Ecosse ? C'est douteux.

Mais bien l'Eglise enseignante : le pape, les ordres religieux, Erasme ou Luther. Quant au diable des campagnes, il a été longtemps moins terrifiant et plus bonhomme que celui des prédicateurs. » (pp. 21-22). Il distingue donc deux grandes catégories de peurs : les peurs **spontanées** qui sont celles du très grand nombre ; et les peurs **réfléchies** qui étaient celles de la « culture dirigeante ». Il serait simpliste d'identifier les premières à des peurs fondées, et les secondes à des peurs « inventées » par les dominants pour maintenir l'ordre. En effet, parmi les peurs spontanées, on en trouve qui concernent des dangers malheureusement bien réels (pestes, famines, passages des gens de guerres, etc...) et d'autres qui concernent des dangers que nous savons aujourd'hui

d'hui illusoires (comètes, revenants, présages, etc...). Quant aux peurs « réfléchies », Jean Delumeau montre bien que ceux-là mêmes qui les inventèrent, les propagèrent, les « organisèrent », croyaient bien à la réalité dangereuse des « objets » par eux dénoncés. Il s'agissait moins de « manipuler » les foules que de particulariser sur quelques objets **désignables** une peur générale, une angoisse diffuse qui risquait de miner la société :

« Les hommes d'Eglise désignèrent et démasquèrent cet adversaire des hommes. Ils dressèrent l'inventaire des maux qu'il est capable de provoquer et la liste de ses agents : les Turcs, les Juifs, les hérétiques, les femmes (notamment les sorcières). Il partirent à la recherche de l'Antéchrist, annoncèrent le Jugement dernier, épreuve

terrible certes, mais qui serait en même temps la fin du mal sur terre. Une menace globale de mort s'est ainsi trouvée segmentée en des peurs, redoutables assurément, mais « nommées » et expliquées, parce que réfléchies et clarifiées par les hommes d'Eglise. Cette énonciation désignait des périls et des adversaires contre lesquels le combat était, sinon facile, du moins possible, la grâce de Dieu aidant. Le discours ecclésiastique réduit à l'essentiel fut en effet celui-ci : les loups, la mer et les étoiles, les pestes, les disettes et les guerres sont moins à redouter que le démon et le péché, et la mort du corps moins que celle de l'âme. Démasquer Satan et ses agents et lutter contre le péché, c'était en outre diminuer sur terre la dose de malheurs dont ils sont la vraie cause. Cette dénonciation se voulait donc libération, en dépit ou plutôt à cause de toutes les menaces qu'elle faisait peser sur les ennemis de Dieu débûqués hors de leurs cachettes. Dans une atmosphère obsidionale, elle se présentait comme un salut par l'Inquisition. » (pp. 22-23)

Ces phrases suffisent à montrer l'intérêt pour nous, aujourd'hui encore, de cette vaste enquête sur des

phénomènes qui nous sont par ailleurs si étrangers. Delumeau va plus loin dans sa conclusion : « L'ordre moral, si contraignant fut-il, diminua probablement les tensions à l'intérieur des villages et réprima les tentations de déviance. L'habitant des campagnes (et, à plus forte raison celui des villes) dut se sentir mieux protégé qu'auparavant, davantage pris en charge par l'autorité civile et surtout par le pouvoir ecclésiastique. Mon hypothèse est donc qu'un plus strict contrôle de la vie quotidienne par un Etat mieux armé et une religion plus exigeante diminuèrent dans une certaine mesure la crainte des maléfices. » (p. 414) Alors que toutes les peurs patiemment répertoriées et décrites au long des 500 pages du livre nous semblent aujourd'hui désamorcées (au moins dans notre société occidentale), voici que reste étonnamment actuel le **mécanisme** par lequel une société prétend gérer efficacement ses peurs : Ordre moral, Etat protecteur, contrôle de la vie quotidienne, prise en charge par l'autorité, etc... Ce sont précisément les moyens par lesquels notre société, il y a deux ou trois siècles, a réussi à dominer (partiellement) ses peurs qui sont devenues aujourd'hui, pour nous, les principales sources de nos

peurs : surarmement, contrôle social généralisé, centralisation, Etat-providence... Peut-être serait-il temps de trouver d'autres moyens de « sortir du pays de la peur » : apprendre qu'il n'y a pas de revendication de liberté et d'autonomie sans l'acceptation d'un certain risque, apprendre que le prix de la « sécurité absolue », c'est un monde qui fait encore plus peur que celui dont elle prétend nous sauver...

Son enquête sur la peur, Delumeau annonce qu'elle aura une suite. Suite qui sera un complément indispensable ; car, à ne donner d'une époque que les descriptions de ses peurs, on risque malgré toutes les précautions, d'en fausser les images et les perspectives. C'est pourquoi il se propose de nous faire bientôt découvrir « les chemins utilisés par nos ancêtres pour sortir du pays de la peur ». Il y a gros à parier que nous y retrouverons, sous une forme ou sous une autre, ce choix auquel toute société est confrontée face à ses peurs : les apprivoiser pour « vivre avec » le moins mal possible, ou les nier dans une quête suicidaire de sécurité absolue.

Christian Mellon.

Peurs d'hier Peurs d'aujourd'hui

Patrick GIROS : Derrière votre plan et votre méthode, vous dites que se dessine en filigrane une philosophie de l'Histoire, un pari sur le devenir humain, et notamment la conviction que les siècles ne se répètent pas, qu'il existe une inépuisable et irréversible créativité de l'humanité.

Pourquoi avoir choisi particulièrement cette période, du XIV^e au XVIII^e siècle, et ne pas l'avoir prolongée par exemple jusqu'à la première guerre mondiale ?

Jean DELUMEAU : Deux raisons :

— J'ai une certaine spécialité, je dirais même un métier. Je suis un historien de la période qu'on appelle dans notre jargon « moderne », qui va donc du XIV^e ou XV^e siècle jusqu'à la Révolution française. Et dans une période plus contemporaine, je dirais que je suis un peu dépaycé, ou plus exactement que je connais moins les choses, je préférerais donc ne pas en parler.

— L'autre raison réside dans une certaine homogénéité de la période que j'ai étudiée. Car la plupart des médiévistes et des modernistes sont maintenant d'accord, notamment en France, pour penser

qu'il y a une coupure dans l'histoire européenne au milieu du XIV^e siècle, coupure marquée par la Grande Peste — la peste noire — 1348-51, qui a été une vraie catastrophe. On pense qu'un tiers des Européens est mort. La peste a ensuite duré en Europe occidentale et centrale, avec des crises de plus en plus espacées, jusqu'en 1720. En ce même XIV^e siècle, on entre dans une période de crise religieuse, caractérisée notamment par le Grand Schisme (avec deux, parfois trois papes). Au XVI^e siècle se produisent la cassure du protestantisme et les guerres de religion qui ne se terminent qu'en 1648 après le Traité de Westphalie. Il en reste des séquelles en 1685 avec la révocation de l'Edit de Nantes. De sorte que le climat ne change qu'au XVIII^e avec ce qu'on appelle les « Lumières » et la croyance, qui est absolument nouvelle, à un progrès possible de l'humanité ; progrès à la fois moral et technique qui apporterait un mieux-être général, plus de confort dans la vie quotidienne, et en même temps des rapports humains meilleurs. Donc la période que j'ai choisie est celle de la difficile émergence de la modernité, saisie entre ces deux dates, qui sont naturellement des dates à comprendre de façon assez large.

Patrick GIROS : N'avez-vous pas été tenté d'analyser les peurs actuelles ?

Jean DELUMEAU : J'ai été constamment interrogé sur ce thème à la radio, par les journaux... et la principale question qu'on m'a posée est celle-ci : « Comment, historien de la peur, voyez-vous les peurs actuelles » ?

J'ai un embryon de réponse : d'une part, et contrairement à la mode rétro actuelle, je tiens à dire en tant qu'historien que la vie autrefois n'était pas drôle, en particulier pour les pauvres qui étaient la grande majorité. Dans la civilisation d'autrefois, pré-industrielle, à dominante rurale, la peur était permanente ; et on pouvait vraiment mourir de faim autrefois (parfois même dans les rues sous Louis XIV). Une surcharge fiscale pouvait représenter pour une partie importante de la population une sorte de passage au-dessous du seuil de la misère. Il y avait aussi le passage des gens de guerre — soldats du roi ou du voisin ennemi — qui était souvent terrible. La peur était partout : et ce n'est pas un hasard s'il y avait tellement de saints guérisseurs, d'invocations à toutes sortes de protections ; c'est qu'on se sentait menacé par tout et par tous. Ceci dit, il y a eu, d'autre part, des peurs plus spécifiquement vécues par l'élite, et notamment l'élite d'Eglise : peur de la fin du monde, de la dernière grande offensive satanique, peur du démon et par conséquent de ses agents (sorcières, sorcières, blasphémateurs, hérétiques, femmes, idolâtres, juifs, etc...). Dieu merci, nous avons évacué un certain nombre de ces peurs de jadis ; au moins en Occident, on n'a plus peur des revenants ; on n'a plus peur de mourir de la peste ; on ne meurt plus de faim généralement. N'importe lequel d'entre nous en Occident peut passer d'assez longues périodes sans avoir peur, ce qui, me semble-t-il, était impossible autrefois. Il y a donc une régression incontestable de certaines peurs. Cependant, et par référence à la période que j'ai étudiée, je crois que nous assistons actuellement à une remontée de la peur ; c'est-à-dire, justifiée ou non, peur de la violence dans la rue, des agressions nocturnes, de la pollution, pas seulement atomique mais aussi chimique ; peur d'une sorte d'asphyxie de l'humani-

té par excès de pollution. Il y a aussi une peur de la régression économique par manque d'énergie et c'est une chose qu'il faut prendre extrêmement au sérieux. Pour les jeunes particulièrement, il y a cet espèce de blocage des carrières qui fait qu'on a légitimement peur de l'avenir. Je crois par conséquent que la peur est une compagne permanente de l'homme, mais qu'en même temps les civilisations doivent continuellement désamorcer, par un effort de créativité continue, les peurs successives qui se présentent à elles.

L'ETAT

Patrick GIROS : Vous sortez du panorama effrayant des peurs du plus grand nombre et des peurs de la classe dirigeante en affirmant votre hypothèse : la diminution de la crainte s'opère par un plus strict contrôle de la vie quotidienne, par un Etat mieux armé, et une religion plus exigeante.

Aujourd'hui, les armes de l'Etat ne sont-elles pas celles qui produisent les plus grandes peurs ? N'est-il pas temps de quitter ces sécurités-là ?

Jean DELUMEAU : Tout d'abord je dois dire que je n'ai pas présenté un jugement de valeur. J'ai simplement décrit une situation que j'ai appelée du terme tchécoslovaque de « normalisation ». Et c'est à dessein que j'ai employé cet anachronisme. La « normalisation » d'autrefois s'est faite par des voies très contraignantes. Il est certain qu'on a eu, à partir surtout des deux Réformes, protestante et catholique, une vie matérielle et morale très cadrée, très contrôlée, beaucoup plus que celle du Moyen Age. Et un peu étouffante. Mais il faut dire qu'en contre-partie on constate que cela a abouti à une relative sécurisation des gens qui se trouvaient auparavant en pleine insécurité morale et à la marginalisation des gens qui étaient désignés comme sorcières et sorcières. Au niveau paroissial, surtout dans les campagnes, le prêtre ou le pasteur protestant ont vu leur image de marque grandir et se consolider par rapport aux guérisseurs, ou à ceux qu'on

prenait pour des sorciers ou des sorcières. C'est cela et cela seulement que j'ai voulu dire, sans porter de jugement de valeur. Autrement dit, la culture dirigeante, qui était notamment religieuse, face à la peur des populations, a employé une méthode homéopathique : elle a soigné la peur par la peur. Mais, au lieu de procéder comme l'homéopathie actuelle qui emploie des doses infinitésimales, elle a joué sur une surdramatisation. Et là encore je constate, sans juger. Toutefois, quittant la casquette d'historien, on peut penser que la médication était trop forte pour le mal, et c'est peut-être à quoi tendait votre question. Je crois en effet que l'excès de centralisation politique et religieuse a été ressenti au début comme un soulagement et puis, rapidement, comme une contrainte trop forte. Le XVIII^e voit le moment où, progressivement, les populations rejettent cette contrainte et la religion qui va avec.

Patrick GIROS : Notamment dans votre chapitre : « peurs et séditions », on est frappé par ces résistances de paysans vis-à-vis d'un système étatique qui se rapprochait d'eux et qui s'imposait.

Jean DELUMEAU : Je dois dire que ces remarques ne sont pas de moi. Je les ai empruntées à Y.M. BERCE dans son livre « Fêtes et révoltes », et j'ai tout à fait adhéré à son point de vue. Il y a incontestablement dans les révoltes, surtout antifiscales, un refus de la civilisation de l'écrit, de la bureaucratie, de l'Etat centralisateur. Les deux pays qui, aux XVI^e et XVII^e siècles, ont le moins poursuivi les sorcières étaient les deux pays les moins centralisés d'Europe : l'Italie, au sud du Pô, et la Pologne. C'est une chose très curieuse car ce sont aussi les pays qui, de façon plus générale, ont été le moins habités par la peur. Non seulement ils ont eu moins peur des sorciers et des sorcières, mais l'Italie au sud du Pô n'a presque pas brûlé d'hérétiques et la Pologne — ce que l'on ne sait pas assez — a été de loin le pays le plus tolérant de l'Europe du XVI^e siècle.

Patrick GIROS : La peur de l'Etat ou de l'organisation n'était-elle pas déjà une peur ancestrale ?

Jean DELUMEAU : C'est une peur de l'inconnu, parce que, dans la civilisation médiévale, l'embryon d'administration était proche du sujet : c'était le seigneur et son château. Mais progressivement une administration et une organisation se sont mises en place, qui venaient de loin, d'ailleurs, d'une capitale. Le pouvoir a été de plus en plus représenté sur place par des inconnus, des « horsins ». Et à ce titre seul ils étaient suspects d'intentions hostiles vis-à-vis des populations qu'ils ne connaissaient pas et ne comprenaient pas.

Patrick GIROS : Vous dites que jusqu'à Rabelais et Brueghel, la circulation était fluide entre la Culture d'en haut et la Culture des masses.

Jean DELUMEAU : C'est une citation de l'italien Carlo GINZBURG et je crois avoir dit que je ne la prends pas entièrement à mon compte. Toutefois, je pense qu'elle contient un fonds de vérité important, notamment d'un point de vue religieux. Car plus progressent depuis une dizaine d'années les études sur ce qu'on appelle la « religion populaire », et plus on s'aperçoit que le Moyen Age avait accepté une sorte de complicité entre le sacré et le profane et que les cultes populaires, même assez largement païens, étaient intégrés à la vie religieuse quotidienne sans trop de difficultés. Une réaction se préparait depuis longtemps. Mais, surtout à partir des deux Réformes, les hommes d'Eglise ont dirigé l'effort christianisateur en direction des campagnes jusque-là négligées. Ils sont partis en guerre contre les « superstitions », c'est-à-dire la religion populaire avec ses éléments païens qui avaient survécu. Je crois donc qu'il y a eu un moment où cette circulation de haut en bas et de bas en haut s'est arrêtée, ou du moins est devenue plus difficile. C'est le moment que j'ai, moi-même, identifié, comme étant celui des deux Réformes, le milieu du XIV^e siècle.

L'EGLISE

Patrick GIROS : Pensez-vous que la coupure qui donne lieu à la normalisation soit une décision d'Eglise ?

Jean DELUMEAU : Il ne s'est pas agi seulement d'une décision mais d'un mouvement profond qui est venu des milieux les plus christianisateurs des Eglises (catholique et protestante), de la volonté conquérante d'une christianisation qui avait commencé depuis longtemps. A cet égard, je dirais que la grande coupure est la création des ordres mendiants au début du XIII^e siècle, Franciscains, Dominicains, Augustins. Ces religieux sont des prêcheurs qui veulent faire pénétrer le christianisme dans les milieux populaires alors que, jusque-là, le christianisme était resté surtout une religion aristocrate. Avec la création des ordres mendiants, la prédication va d'abord atteindre tous les milieux urbains, et puis, progressivement et surtout à partir du XVI^e, les milieux ruraux grâce à la multiplication des nouveaux ordres de missionnaires (Lazaristes de Saint-Vincent-de-Paul) de l'intérieur. Les Jésuites, les Capucins font, eux aussi, des missions. Il s'agit donc d'un effort de prédication qui commence au début du XIII^e et s'accélère avec les deux Réformes aux XIV^e et XVII^e siècles. C'est donc une grande page de l'histoire religieuse.

Patrick GIROS : Et qui s'accompagne de l'Inquisition...

Jean DELUMEAU : Bien sûr, parce qu'en même temps il y a conscience d'une résistance de la masse. Et d'abord avec les cathares, car, là, il y a la conscience assez nette chez les hommes d'Eglise qu'on se trouve devant une autre religion, puisque le catharisme rejetait l'Incarnation et croyait en revanche à la métempsycose — ce qui éloignait du christianisme. Ensuite se multiplièrent des mouvements hérétiques divers : d'où l'Inquisition, et j'ajouterai les inquisitions, car la France n'a pas eu d'Inquisition (sauf dans la lutte contre les Albigeois). Mais elle a connu l'équivalent parce que les édits de Henri II contre les protestants, édits du roi et non de l'autorité religieuse, étaient extrêmement sévères. En fait, presque tous les Etats, catholiques

ou protestants, se sont mis à poursuivre leurs hérétiques. Et parfois, les deux confessions ensemble ont poursuivi des hérétiques marginaux comme les anabaptistes. On se trouvait alors dans la mentalité de la « cité assiégée » qui voit des ennemis partout et en invente le cas échéant. Les sorcières, à mon avis, ont été des ennemis inventés. Ce que j'ai essayé de montrer — et c'est peut-être l'intérêt de ma synthèse, c'est que toutes ces peurs ont culminé ensemble. A l'échelon européen, on a attaqué tous les ennemis en même temps, c'est-à-dire que l'antisémitisme a culminé en même temps que la chasse aux sorcières, aux blasphémateurs et aux hérétiques.

Patrick GIROS : A propos de la mobilisation de la chrétienté : durant toute cette période, l'Etat aide l'Eglise dans sa fonction sociale d'analyse idéologique. L'Eglise paraît condamner beaucoup de gens : les juifs, les femmes, les sorciers... et réprime beaucoup de tendances. Est-ce qu'elle ne s'écarte pas de sa mission qui est de proclamer l'Evangile ? La démobilisation de la chrétienté n'est-elle pas le triomphe de l'Etat sur l'Eglise ?

Jean DELUMEAU : Il est certain qu'à partir du moment où l'Eglise devenait pouvoir, elle s'écartait de sa mission. Je suis frappé de voir que dans l'Evangile on dit de Jésus qu'il parlait « comme quelqu'un qui a autorité », mais sans avoir le moindre pouvoir. A partir du moment où l'Eglise n'a pas cherché seulement à convaincre mais à contraindre, avec l'appui du pouvoir, elle a fait fausse route : pour moi c'est clair. Ce qui ne veut pas dire que tout est à condamner dans l'histoire de l'Eglise-pouvoir, ce serait absurde. Car il y a eu quantité de réalisations admirables dans tous les ordres : piété, charité, bonté... Mais c'est un fait que nos contemporains ont conservé un mauvais souvenir de l'Eglise-pouvoir : ce dont les responsables ecclésiastiques ne s'aperçoivent pas assez. D'autre part, est-ce que la déchristianisation n'a pas été une victoire de l'Etat sur l'Eglise ? Je le croirais volontiers, l'Eglise a été de plus en plus inféodée à l'Etat et elle a été perdante. L'Etat a failli la manger. C'est très net avec Napoléon, qui se soumet littéralement une Eglise trop contente de s'accrocher à lui !

Patrick GIROS : A quoi attribuez-vous la démobilité religieuse du XVIII^e siècle ?

Jean DELUMEAU : Tout simplement à des ressorts psychologiques. On ne peut pas tendre indéfiniment un ressort ; il finit par se distendre. Or, il est certain qu'entre la fin du XIV^e et les années 1730, s'était produit un endoctrinement religieux — catholique ou protestant — très fort. A la fin, le clergé s'est lui-même lassé. On a atteint la vitesse de croisière, puis le ralentissement. Toutefois, l'acculturation religieuse avait déjà remporté un certain nombre de succès : des laïcs étaient désormais suffisamment motivés par la religion pour qu'il y ait une sorte de montée qualitative en dépit de la baisse quantitative. Et ce mouvement n'est pas fini. Finalement je reste optimiste mais je reconnais que mon livre est parfois sombre.

Patrick GIROS : Oui, c'est un panorama effrayant !

Jean DELUMEAU : Quand j'ai décidé d'écrire un livre sur la peur, je ne savais pas du tout où j'aboutirais. Je voulais étudier une civilisation à partir de la peur. J'ai d'abord commencé par la peur de la mer, la peur du voisin, la peur de la peste, etc... Et puis je me suis aperçu que je ne pouvais pas ne pas parler de la peur de Satan et de celle de la fin du monde. J'ai été entraîné bien au-delà de mes projets initiaux. J'étudie maintenant la peur du péché, la peur de Dieu, la peur de soi, la maladie du scrupule. Il faut que je le dise : j'ai hâte d'en sortir mais j'en ai pour pas mal d'années. Je voudrais dans un volume ultérieur montrer la montée du Dieu bon, remplaçant le Dieu juste, et rappeler la critique de l'enfer avancée par des gens, souvent des Libertins, qui disaient : « il n'est pas possible que Dieu soit comme ça ». Les chrétiens ont finalement adopté le point de vue des Libertins du début du XVII^e qui refusaient ce Dieu sévère. « Dieu est amour », c'est maintenant seulement qu'on s'en aperçoit, mais cette affirmation de saint Jean ne figure pas encore dans le credo !

INQUISITION = GOULAG

Patrick GIROS : Opérez-vous un rapprochement entre Inquisition et Goulag ?

Jean DELUMEAU : Inquisition et Goulag sont cousins germains. On m'a demandé si je faisais un rapprochement entre les procès de l'Inquisition et les procès staliniens. Je réponds oui, en insistant notamment sur l'aveu, le conditionnement, le prévenu qui n'a pas connaissance des dossiers et n'a pas d'avocat, la peur des juges, etc... Dostoïevski dit très bien dans « *Le grand inquisiteur* » : « l'inquisiteur, c'est celui qui a peur ». C'est très juste.

LE SACRÉ DANS L'EXPLICATION DU MONDE

Patrick GIROS : Certains se plaignent actuellement d'un retour du sacré dans l'actualité. Par exemple avec ce qui se passe en Iran.

Jean DELUMEAU : Je crois que le message évangélique et l'attitude de Jésus ont provoqué un recul du sacré païen et du ritualisme : Jésus guérissait le jour du Sabbat et quand on lui dit que les victimes de la Tour de Siloé avaient été punies parce qu'elles avaient péché, il a refusé cette explication. Jésus a balayé un certain nombre de tabous et d'interdits et je pense que c'est un message toujours vivant dans le christianisme qui s'est constamment renouvelé au cours des âges.

Il n'est pas resté statique. En Occident particulièrement, il a toujours été très dynamique : dans ses liturgies, dans son art, dans ses formes d'organisation... Je crois que le christianisme, dans ce qu'il a de plus profond, est un refus de tout tabou et de tout sacré contraignant. En revanche, il me semble qu'il n'y a pas de démarche religieuse sans le symbolisme du sacré, des gestes, des lieux, des paroles, des chants qui portent la prière. Mais ces sacrés ne doivent pas être figés. Ils doivent être souples comme les cultures, et pouvoir s'exprimer dans différents langages. L'important c'est que la

même foi soit exprimée partout par tous ceux qui sont chrétiens. Ce qui m'inquiète dans l'intégrisme musulman et dans tous les intégrismes, c'est justement le fait qu'on se tient à des sacrés contraignants, qu'on ne peut pas transgresser et qui, par conséquent, à la longue, tarissent tout véritable sentiment religieux. Je suis très favorable à de belles liturgies, mais à condition qu'on puisse en changer, qu'elles ne soient pas un carcan qui brise la créativité et finalement le sentiment religieux profond. Les intégrismes m'inquiètent au plus haut point. Ils me paraissent contraires (je pense notamment aux intégristes chrétiens) à l'histoire la plus profonde du christianisme qui est une histoire de mouvement perpétuel. Faites la comparaison entre le Christianisme, le Bouddhisme et l'Islam : une église romane, baroque ou moderne, c'est le jour et la nuit. Et pourtant, qu'est-ce qui les sépare ? 4 ou 500 ans, parfois beaucoup moins. Mettez la même distance dans l'Islam ou en Inde : les bâtiments n'auront presque pas évolué. La dynamique du Christianisme postule et impose le renouvellement des sacrés, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de sacré.

Patrick GIROS : J'ai l'impression que le sacré se réfugie actuellement en d'autres secteurs de la vie sociale : politique, sport... et, du coup, il est manipulé.

Jean DELUMEAU : Nous aussi, dans l'Eglise, nous avons manipulé le sacré. Il faut donc un sacré non manipulable. En revanche je crois très profondément qu'il ne faut pas bâcler les cérémonies liturgiques. Si on veut qu'elles nous enrichissent, nous élèvent au-dessus de nous-même, il faut passer par le langage symbolique.

Patrick GIROS : Votre étude classe les peurs de la classe dirigeante essentiellement selon des explications religieuses. Pour quelle raison ?

Jean DELUMEAU : Parce qu'à l'époque il y avait une dominante religieuse dans la vie quotidienne. Les gens raisonnaient surtout en termes de crainte de fin du monde, de Satan et des hérétiques.

Par exemple Michel Servet a été brûlé à la demande de Calvin à Genève, parce que ne pas croire à la Trinité voulait dire mettre l'Etat en danger. Les catégories mentales étaient donc des catégories religieuses mais moins chrétiennes peut-être que les gens ne le croyaient, parce que religieux et chrétien, ce n'est pas forcément la même chose.

Patrick GIROS : Les peurs de l'époque étaient religieuses. Maintenant au contraire on a tendance à exclure totalement le religieux de la réflexion, de la recherche, de l'actualité. Est-ce qu'on ne vous a pas reproché de donner trop d'explications religieuses ?

Jean DELUMEAU : On ne m'a pas fait de reproches à cet égard. Mais si au XVI^e c'est Dieu ou le diable qui faisaient peur, maintenant c'est l'homme. Il est devenu un démiurge, et il fait peur dans cette mesure. Il ne faisait pas peur autrefois. On avait moins peur du sorcier que de la puissance satanique qui était derrière lui. Maintenant on a peur de l'homme tout court à cause de la science et de la technique dont il dispose... C'est une banalité, mais l'homme peut faire sauter la planète et réaliser les catastrophes qui figurent dans les textes apocalyptiques consacrés au jugement dernier.

Patrick GIROS : On a toujours le même processus. On a tendance à se masquer cette terreur de l'explosion apocalyptique, et à trouver autre chose pour s'occuper.

Jean DELUMEAU : Effectivement, mais on n'arrive pas à la supprimer. Tout le monde sait que l'homme a la possibilité de s'anéantir. On a parlé des peurs mais peut-être vaudrait-il mieux parler d'angoisse. Parce que la peur est quelque chose de bien nommé qu'on arrive à surmonter assez facilement. L'angoisse est beaucoup plus diffuse, inquiétante et obsédante. Or ce qui caractérise, à mon avis, notre époque, c'est l'accumulation d'inquiétudes qui finit par créer un climat d'angoisse.

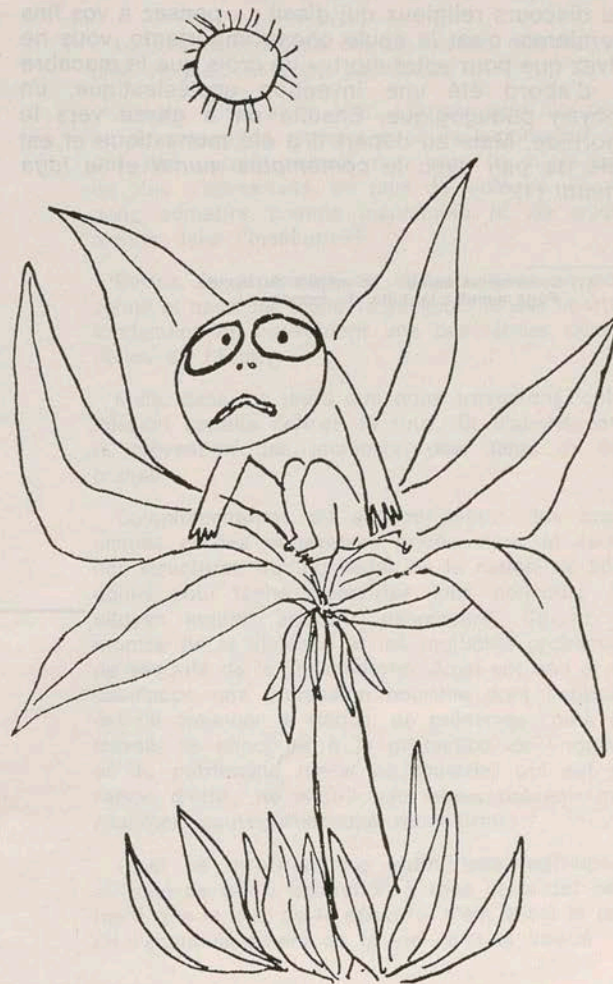
LA PEUR DE LA MORT

Patrick GIROS : La peur de la mort n'a-t-elle pas été reconnue comme telle ?

Jean DELUMEAU : Je compte bientôt travailler sur le macabre. Il y a toujours eu une mort que je qualifierai de « naturelle » : quand l'être est épuisé et se laisse glisser dans la mort, et surtout quand il n'a pas de grandes préoccupations métaphysiques. En revanche, il me semble que la mort de l'homme de foi doit être naturellement une mort plus inquiète, dans la mesure où il se situe par rapport à un Dieu qui exige des choses de lui. Je ne me vois pas mourant avec la conscience tranquille, parce que je me sens en dessous du modèle auquel j'étais appelé. Je crois qu'il y a eu dans toutes les époques des morts sereines : celles dont parle Montaigne, de gens qui, comme les paysans de Tolstoï, se couchent pour mourir, sans avoir de grandes préoccupations métaphysiques. Je ne leur jette pas la pierre. Je constate simplement que la mort inquiète — celle des gens pris par l'inquiétude religieuse et soumis à une sorte de matraquage psychologique (peur de l'enfer, du purgatoire...) — a culminé aux XVI^e et XVII^e siècles.

Patrick GIROS : Toutes ces peurs sont-elles un moyen de masquer la mort ?

Jean DELUMEAU : A l'époque, on ne masquait pas la mort, au contraire : on en parlait à chaque instant. Pour les pauvres, la mort était naturelle. On mourait tellement autour d'eux que ça posait beaucoup moins de problèmes que pour nous qui avons perdu l'habitude de ce spectacle. Les autres subissaient le matraquage du discours sur la Mort. On ne parlait que de ça. Maintenant elle est masquée. On tend depuis quelques années à remettre les gens en face de leur mort. Je ne sais pas si ça prendra. L'agnostique n'a pas de raison de penser à la mort. Quant à l'homme religieux, c'est la confiance en Dieu qui doit lui faire surmonter l'appréhension de la mort. Aux XIV-XV^e siècles, a



quoi le macabre a-t-il correspondu ? La Peste Noire (comme les camps de concentration au XX^e siècle) a eu un impact énorme (c'est un camp de concentration qui aurait duré), et a donné de la crédibilité au discours religieux qui disait : « pensez à vos fins dernières, c'est la seule chose importante, vous ne vivez que pour votre mort. » Je crois que le macabre a d'abord été une invention ecclésiastique, un moyen pédagogique. Ensuite on a glissé vers le morbide. Mais au départ il a été monastique et est allé de pair avec le *contemptus mundi* et la *fuga mundi* (1).

(1) *Contemptus mundi* : le mépris du monde.
Fuga mundi : la fuite du monde.

Patrick GIROS : On trouve actuellement la grande crainte de la bombe : Qu'est-ce que ça signifie que des hommes aujourd'hui puissent anéantir l'humanité toute entière ?

Jean DELUMEAU : C'est une situation absolument nouvelle. Autrefois existait la croyance que le monde pouvait finir par décret de Dieu. On pense maintenant que le même résultat pourrait être provoqué par la folie humaine. Dans la conception traditionnelle et chrétienne de la fin du monde, un dur passage était accompagné d'une grande espérance (des cieux nouveaux, une terre nouvelle). Maintenant on envisage un anéantissement absurde. Il nous faut retrouver l'espoir et redonner un sens à la vie de chacun et au destin de l'humanité.

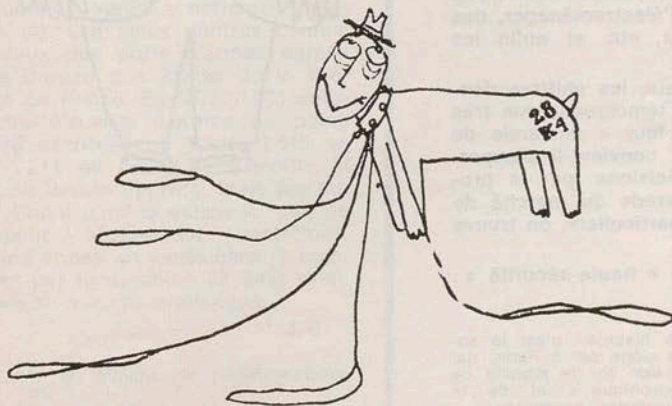
Propos recueillis à PARIS en avril 1979.

DOCUMENT :

Voici un texte extrait d'une publicité publiée par la Fédération française des Organismes de Prévention et de Sécurité.

PREVENTION ET SECURITE

COMMENT UNE PROFESSION SE STRUCTURE ET PROGRESSE UN SERVICE DANS L'INTERET GENERAL



Le monde moderne est un monde difficile. De plus en plus. Et aussi paradoxal.

Jamais, jusqu'à ce jour, les hommes n'avaient eu davantage de moyens pour se rapprocher les uns des autres. Jamais non plus ils n'ont usé de plus d'agressivité, de plus de violence. Faut-il donc admettre comme inéluctable la vie quotidienne dans l'insécurité ?

Certes, la protection du citoyen, dans sa personne et dans ses biens, la sauvegarde des libertés fondamentales constituent une des tâches essentielles de l'Etat.

Mais, dans les jours que nous traversons, cette mission appelle l'effort de tous. Et d'abord dans la prévention des incidents, des délits et des crimes.

Complémentaires du service public, des organismes et des entreprises privés, dans le cadre des structures traditionnelles de la nation, se sont donné pour tâche d'apporter leur concours au citoyen inquiet, souvent désarmé, devant la montée de la violence et les multiples problèmes de sécurité de la vie moderne. Ainsi est née et se développe une profession nouvelle dont l'objectif est de diminuer le risque, de préserver l'outil de travail, de concourir à la protection de l'homme et du patrimoine moral ou matériel qui est sa raison d'être : ne vaut-il pas mieux prévenir que réprimer, sauvegarder que reconstruire ?

C'est ce qu'offrent les entreprises regroupées au sein de notre fédération à tous ceux qui estiment que le prix de la sécurité, c'est aussi le prix de l'épanouissement de la vie dans la liberté.

Jean Vaujour

*Président de la Fédération Française des
Organismes de Prévention et de Sécurité.*

le marché de la peur plus de 2 milliards...

Depuis quatre à cinq ans, les entreprises, grandes ou petites, qui « vendent de la sécurité » se sont multipliées sur le marché de la peur. Un marché où se bousculent pêle-mêle les bricoleurs opportunistes et les « gens sérieux » de firmes françaises et étrangères. Ces derniers, qui se baptisent eux-mêmes les « professionnels de la sécurité » s'efforcent de faire la chasse aux brebis galeuses et de se faire reconnaître comme un nouveau corps de métiers qui va de « l'agent de surveillance » (le gardien) à l'ingénieur de sécurité. On y repère souvent bon nombre d'anciens militaires ou policiers reconvertis (1). Si dans le genre, on dénombre plusieurs centaines d'entreprises, peu en réalité arrivent à percer. Ici comme ailleurs, la concurrence est dure : pour une entreprise qui se crée, trois disparaissent chaque mois. La pénétration des sociétés étrangères (américaine, anglaise, suisse...) est très forte surtout dans les secteurs les plus évolutifs (électronique). En fait, sept sociétés réalisent à elles seules la moitié du chiffre d'affaires.

Le marché en lui-même, à combien s'élève-t-il ? Parce qu'il est en pleine expansion, les données solides manquent encore. Néanmoins, dans une première estimation sérieuse, publiée en 1978 (2), le BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques) l'a évalué à plus de 2 milliards, se décomposant ainsi :

(1) Un symbole ? La Fédération française des organismes de prévention et de sécurité a pour président un ancien Préfet de Police et pour secrétaire général... un ancien général.

(2) Publiée dans Usine Nouvelle du 12 janvier 1978.

— plus d'un milliard pour le marché du gardiennage et de la surveillance ;

— 200 millions pour les transports de fonds ;

— plus de 800 millions pour la protection contre le vol. Les activités de surveillance et de gardiennage concernent une centaine d'entreprises qui emploient en tout 25 000 personnes. Leur taux de croissance est d'environ 10 % par an. La protection contre le vol connaît le développement le plus spectaculaire : 15 à 25 % d'expansion selon le type de produit.

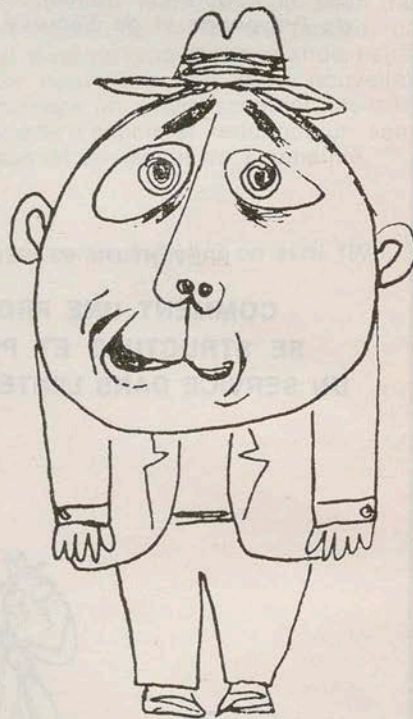
Ainsi, la protection électronique (détecteurs et radars en tous genres, centrales d'alarmes, circuits fermés de télévision), dont le marché est évalué à 250 millions, progresse chaque année de 20 %. De même, le secteur de la serrurerie, estimé à 220 millions, grimpe au rythme moyen de 25 % par an. Un marché qui, de surcroît, en est à ses balbutiements, puisque 1 % des logements et 3 % des locaux industriels sont équipés contre le vol.

Seule, la vente des coffres-forts connaît un réel déclin. Les clients ? En premier lieu les grands établissements publics ou privés (3). Viennent ensuite les commerces de luxe (bijoux, fourrures...), mais aussi les professionnels du vêtement, de l'électroménager, des vins et spiritueux, etc. et enfin les particuliers.

Pour ces derniers, les chiffres donnés ci-dessus ne témoignent que très indirectement de leur « demande de sécurité ». Aussi convient-il d'apporter quelques précisions par « produits ». Au hit-parade du marché de la peur chez les particuliers, on trouve en tête :

● la serrure dite « haute-sécurité » :

(3) Pour la petite histoire : c'est la société SEVIP, dont le siège est à Paris, qui se taille la part du lion sur le marché de la « protection électronique » et de la « défense »... des centrales nucléaires.



pratiquement inexistante il y a quatre ans, elle connaît une progression moyenne de 15 %. Chiffre qui double (aux dires des professionnels) à la suite d'agressions ou de campagnes d'information.

- **les portes blindées** : de plus en plus courues ; mais ça coûte plus cher. Leur taux de croissance est quasiment analogue à celui de la serrurerie renforcée.

- **le signal d'alarme et autres dispositifs de protection des villas ou pavillons** : démocratisé depuis 5 ans, le marché cingle aux alentours de 25 % par an. Mais si l'on excepte les systèmes en kit à monter soi-même et autres gadgets à 300 F qui envahissent les supermarchés, une bonne installation revient quand même de 10 à 20 000 F.

- **les chiens de « défense »** : les éleveurs ont du mal à satisfaire la demande. Par exemple, selon la revue le Berger Allemand, le nombre des bergers est passé de 400 000 à 700 000 en dix ans. Soit un berger pour 80 habitants.

- **les armes à feu** : personne ne sait exactement le nombre d'armes à feu actuellement en circulation en France... Bien que Manufrance soit en crise, nombre d'indices laissent à penser que leur vente a nettement augmenté (4). Les seuls chiffres connus sont ceux des ports d'armes agréés par le Bureau des Armes de la Préfecture de Police. En 1975, 1 201 autorisations d'achats d'armes au poing ont été accordées à Paris, 1 515 en 1976, 1 911 en 1977. Pour moitié, il s'agit de tireurs sportifs. Mais les autres ? Car il n'est question ici que de détentions sévèrement contrôlées. Pour les armes en vente libre (à commencer par la carabine 22 long rifle), il n'existe aucune statistique...

J. S.

(4) Voir 50 millions de consommateurs, janvier 1979.

de la défense

Le dernier livre de Roger GARAUDY « Appel aux vivants » (aux éditions du Seuil) contient un important chapitre sur les problèmes de défense. L'auteur de L'Alternative et, plus récemment, du Projet Espérance, devenu membre du Comité de rédaction de notre revue, explique dans ce chapitre les raisons de son accord avec la « défense non-violente ». Pour la première fois, il en développe les thèses, s'inspirant pour une large part, nous a-t-il dit, du texte du M.A.N. Une non-violence politique, publié par notre revue en 1976 (1).

Dans ces pages, Roger Garaudy évoque également sa rencontre avec les paysans du Larzac, où il s'est rendu en avril dernier à l'invitation du Cun. « Une révélation personnelle », nous avait-il confié à son retour. L'émotion qu'il avait ressentie là-bas retentit encore dans les pages qu'il consacre aux agriculteurs du Causse : « Grâce à vous, ce que je n'avais fait que croire, j'en suis sûr aujourd'hui »... « Ici, l'avenir a déjà commencé » Nous remercions Roger Garaudy d'avoir donné ces pages à lire aux lecteurs d'A.N.V.

Le rituel national, avec ses drapeaux et ses hymnes, s'est perpétué au-delà du temps où il était porteur d'un message de valeur universelle, comme une liturgie perd son sens lorsqu'elle n'est plus animée par une foi vivante. Les armes elles-mêmes, si puissantes qu'elles puissent paraître, perdirent leur force lorsque l'homme qui les portait n'était plus habité par la foi qui leur donnait une âme.

(1) Ce texte reste disponible pour 8 F (+ 2 F de port) au secrétariat du MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 MONTARGIS.

(2) Dans un prochain numéro de NON-VIOLENCE POLITIQUE, le mensuel du MAN, on trouvera une importante interview de Roger GARAUDY, dans laquelle il explique son évolution personnelle vers la non-violence.

On leur assignait pour mission une « garde aux frontières », mais dans le peuple qui vivait à l'intérieur de ces frontières n'existait plus cette certitude invincible que chaque citoyen (et pas seulement par délégation de pouvoir à des « spécialistes de la défense ») a quelque chose à défendre.

Ce qui est en cause ici, et au cœur même de cette réflexion globale sur l'homme et le divin qui l'habite, sur l'action de l'homme et les institutions qu'elle crée, ce n'est pas l'esprit de sacrifice, d'abnégation et de générosité des soldats ou des officiers d'une armée, c'est le problème majeur : *qu'est-ce que nous avons à défendre et comment pouvons-nous le défendre* (3) ? Car, sur ce plan aussi, si nous voulons échapper à une organisation technocratique de la défense comme de l'économie, de la politique, ou de l'éducation, la conscience des fins doit précéder et commander l'organisation des moyens.

UNE CONCEPTION ARCHAÏQUE DE LA DÉFENSE

Or, après que la France eut été porteuse du message libérateur de la Révolution française, elle a connu cinq guerres dont quatre défaites et quatre invasions : en 1814 et en 1815 (malgré le génie de Napoléon), en 1870 et en 1940. La seule exception apparente a été la « victoire » de 1918. Elle a coûté plus cher à notre peuple (1 million et demi de morts) que les quatre défaites.

(3) Ce qui est navrant c'est qu'à notre époque où les données des problèmes de la paix et de la guerre ont été fondamentalement changées, tant du point de vue technique que du point de vue politique, les maîtres du jeu militaire n'aient pas pris conscience de cette mutation. Car si l'on veut trouver une cohérence entre le projet politique et les techniques de défense, l'argumentation invoquée est aberrante : par contre nous doter de cet arsenal ruineux, dérisoire et suicidaire est un projet politique et économique parfaitement cohérent si le but poursuivi est, d'une part de favoriser l'expansion des secteurs économiques intéressés à la production de ces armements, et, d'autre part, de rendre inéluctable une centralisation maxima du pouvoir économique, politique et militaire, qui crée les meilleures conditions pour parer à une « subversion » interne.

Sans parler des défaites de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie dirigées (avec des moyens techniques et militaires pourtant infiniment supérieurs à ceux de l'adversaire) contre des mouvements de libération.

Mais, pour nous en tenir aux guerres continentales, à chaque défaite, après que l'armée eut été vaincue aux frontières, et que l'armée adverse eut envahi le pays, tout était fini, et notre peuple était livré sans défense à l'occupant.

Là encore, une seule exception : celle de la Résistance, qui ne vint pas de l'armée, mise hors de combat, mais d'une partie de ce peuple qui y consentit les plus héroïques sacrifices parce qu'il voyait clairement (comme le firent les mouvements « nationalistes » des peuples colonisés) à quelle servitude le vouait l'occupant. Pourtant ces sacrifices n'auraient pas suffi à nous libérer si l'hittlérisme n'avait pas été écrasé par les alliés de l'Est et de l'Ouest.

Mais plaçons-nous un instant du point de vue des Etats vainqueurs : qu'ont apporté aux peuples des Etats coalisés contre la France, leurs « victoires » de 1814 et de 1815 ? Une régression vers des formes de servitude, de répression, de centralisation du pouvoir. Qu'a apporté aux peuples d'Allemagne la « victoire » de l'armée prussienne en 1870 ? Un renforcement de la centralisation de la dictature de Bismarck.

La seule fois où nous avons, en un siècle et demi, été du côté des « vainqueurs », avec les ombres de 1 500 000 morts, en 1918, nous avons eu la « Chambre bleu horizon », et, avec elle, une régression notable des conquêtes sociales et politiques de la classe ouvrière au début du siècle, une centralisation plus forte et une répression accrue des grèves et des libertés. Enfin une conception archaïque de la défense, celle de la « ligne Maginot », ruineuse pour notre peuple, et totalement inefficace pour sa sécurité.

La seule loi générale que nous pouvons ainsi dégager de cette expérience d'un siècle et demi c'est que, pour tous les peuples (vainqueurs ou

vaincus) et pas seulement pour le peuple français, cette forme de « délégation et aliénation » de pouvoir, puis de technocratie militaire que constitue une armée, même dans un pays de service militaire obligatoire et de conscription, dans tous les cas, — victoire ou défaite (4) — conduit à une plus grande centralisation du pouvoir et à une plus grande extériorité du pouvoir.

Cette « extériorité » est d'autant plus marquée que s'estompe davantage le but : qu'est-ce que nous avons à défendre ? Dans une population et une civilisation agricoles, le but est clair : chacun défend sa terre contre qui veut la prendre. Dans les sociétés industrielles naissantes, le maintien des productions « nationales » et des marchés « nationaux » à l'intérieur d'un territoire déterminé, avait encore un sens précis. Mais qu'en est-il à l'heure des « multinationales » où, pour ne prendre que notre exemple, (mais cela est vrai de tous les pays en dehors des superpuissances) la situation réelle est la suivante : la plus grande partie de notre économie est aux mains de firmes étrangères, apatrides, rançonnant seulement le travail de notre peuple ; le gigantisme des techniques fait du travail une activité impersonnelle et dépourvue de signification pour l'immense majorité des travailleurs ; la plupart des débats politiques font silence sur les problèmes majeurs dont dépend le sens de notre vie et son destin : le modèle de croissance dans une « société de consommation » (où d'ailleurs des millions de foyers, en raison de leur bas niveau de vie, ne sont que « candidats » à la consommation), et aussi les menaces du nucléaire civil ou militaire ; ce sont là apparemment des problèmes sur lesquels, par un accord tacite, aucun des grands partis ne souhaite un débat public pourtant essentiel.

(4) Si l'on veut des exemples concrets : la « défaite » de l'Allemagne a libéré le peuple allemand du nazisme, et la « victoire » obtenue au prix de 20 millions de morts a renforcé, dans le peuple russe, la dictature stalinienne, comme elle a rendu possible, même aux Etats-Unis, la « chasse aux sorcières » et l'inquisition de Mac Arthur.

DEFENDRE QUOI ? ET COMMENT

Dans une telle situation, sur quel consensus profond, sur quel accord unanime de notre peuple sur les orientations cruciales de sa vie, peut reposer une défense ? Car il n'y a de défense véritable que lorsqu'un peuple est convaincu qu'il a à défendre une vie qui vaille le sacrifice de sa propre vie. La seule véritable « dissuasion » est là : la certitude, pour tout adversaire éventuel, qu'il ne pourra compter, en cas de guerre et d'occupation, sur aucune collaboration dans le peuple, même s'il l'avait totalement envahi et occupé.

Or les « lignes Maginot » comme aujourd'hui (et plus encore « la force de frappe »), reposent sur ce postulat que l'on peut « défendre » un peuple sans ce peuple, et éventuellement, contre lui, sans même exclure l'éventualité (de toute évidence la plus probable) que l'usage de telles armes et même leur simple possession, comporte le risque de l'anéantissement de tout ce peuple, avec cette circonstance terriblement aggravante que la décision de faire usage ou non de la « force de frappe », (pour des raisons techniques elles aussi évidentes), exclut toute participation de ceux dont on décide la vie et la mort, et demeure aux mains d'une poignée d'hommes, voire d'un seul.

La prise de conscience de ce problème nouveau n'implique aucune résignation, aucune passivité, aucune hostilité de principe à l'égard de ceux qui ont choisi le métier des armes.

Tout au contraire elle exige une concertation lucide et fraternelle, d'où nul ne doit être *a priori* écarté, sur les *fins* et les *moyens* de la défense : que devons-nous défendre, et comment ?

Si nous partons du principe de base, à savoir : la nation n'est pas seulement un héritage du passé mais un projet commun d'avenir, une volonté de construire ensemble un avenir à visage humain, c'est-à-dire respectant en l'homme et en tout homme sa pleine humanité, son autonomie et sa

créativité, sa participation à une communauté dont les décisions engagent son avenir et celui de tous, en un mot ses deux dimensions essentielles de la transcendance et de l'amour, l'étincelle divine qu'il porte en lui, alors surgit une vérité première : cette « défense » est nécessaire en tous temps et pas seulement lorsqu'un adversaire extérieur met ses armées en marche ou pointe ses missiles.

La formule de Clausewitz, « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », trouve ici son répondant le plus noble : la paix n'est pas l'absence de guerre ; elle est l'absence d'injustice et de domination de l'homme sur l'homme.

UN COMBAT QUOTIDIEN

La guerre et la paix commencent chaque jour. En nous. Entre le petit moi égoïste et le divin, entre le « moi », et le « soi », comme disent les hindouistes. Entre nous et chacune de nos communautés ! Et parfois entre nos communautés !

Il y a ainsi continuité sans faille entre notre vie intérieure et notre vie extérieure. Entre la politique intérieure et la politique extérieure.

Entre la guerre et la paix. Entre ce que les musulmans appellent la « petite guerre sainte » contre les idolâtries et les aliénations extérieures, et la « grande guerre sainte » contre le « moi » petit et ses petits désirs.

Qu'il s'agisse d'une révolution ou d'une guerre, nous sommes appelés à un même combat. Un combat qui, pour être non-violent, n'est pas une « défense passive ». Rien, au contraire, n'est plus actif et n'exige plus d'héroïsme et de sacrifice que ce combat. Toutes les vertus du soldat, sauf le crime. Quelles sont, d'ailleurs, les autres possibilités de mutation sociale ? Quel insensé peut dire que « la révolution est au bout du fusil » quand l'écrasante majorité des fusils (et de plus puissantes armes) sont en face de nous ? Quel naïf peut croire

que la révolution sortira des urnes électorales et sera « octroyée » d'en haut par des « chefs » nantis de nos délégations et de nos aliénations de pouvoir, alors qu'aucun des « grands » partis ne pose les vrais problèmes : ceux de la croissance aveugle, ceux de l'arme et de l'énergie nucléaires, qui sont au contraire leurs postulats communs ? Nous n'avons donc pas le choix.

La mutation politique comme la guerre, est l'affaire de chaque jour, de chacun de nos actes, de nos combats quotidiens.

LIP

Et d'abord le combat contre soi-même, le combat, précisément contre la facilité : c'est si facile, dans mon entreprise, d'obéir ou de commander, à ma place traditionnelle devant la machine, en faisant confiance à mon délégué ou à mon secrétaire de syndicat pour présenter mes revendications de salaires, de vacances, de retraite, voire d'emploi, et, à son appel, de défiler dans un cortège, en portant des pancartes, en criant des mots d'ordre, en conspuant le gouvernement et ses flics. C'est tellement plus difficile, tout en acceptant ces nécessaires disciplines, de comprendre tous les mécanismes de l'usine et de son exploitation, de repenser d'autres méthodes de son fonctionnement, et, à l'heure du conflit, d'en faire l'expérience, comme personne n'a su le faire en 1968, et comme ont tenté de le faire, à tous risques, ceux de « Lip ». Ce n'était pas une autogestion de l'entreprise mais l'ébauche au moins d'une autogestion de la lutte, où personne ne se déchargeait sur les épaules d'un autre du risque d'expérimenter des formes nouvelles de revendications et de lutte. C'est peut-être l'un des premiers exemples de ce que pourrait être, en un mai 68 réussi, une « grève dynamique », où l'on ne se contente pas de cesser le travail, ni même d'occuper l'usine, mais où on la fait fonctionner, en dehors des normes traditionnelles du patronat et de l'Etat, précisément pour mettre en évidence, dans les faits, le parasitisme des actionnaires et de l'Etat, et l'aptitude des travailleurs à répondre aux quatre

problèmes fondamentaux de l'entreprise :

1°) Qu'est-ce qu'on va faire ensemble ? Le problème de la *finalité* de l'entreprise, qui peut impliquer, comme nous l'avons vu plus haut pour l'armement, de repenser toutes les possibilités d'une reconversion de l'entreprise.

2°) Comment allons-nous le faire ? Le problème de l'*organisation* du travail non plus à la manière mécanique et hiérarchique, mais selon les formes nouvelles d'une communauté participative et associative, faisant un appel constant à l'initiative et à la créativité de chacun.

3°) Qui va commander ? Le problème de la dévolution du *pouvoir*. Comment allons-nous procéder si le chef n'est plus ni le propriétaire de l'entreprise, ni le technocrate désigné par les apporteurs de capitaux, mais un coordinateur des efforts de tous, élu par l'ensemble de ceux qui travaillent dans l'entreprise, de l'ingénieur au manoeuvre, pour que l'action de tous ait le maximum d'efficacité ? Non pas en un désordre anarchique où chacun prétendrait décider de tout à tout moment, mais avec une discipline rigoureuse à l'égard de dirigeants élus en fonction de leurs performances réelles (sur le plan humain comme sur le plan technique) et tenus de rendre compte, périodiquement, des raisons de leurs choix et de leurs méthodes afin que leur élection même soit non une délégation et une aliénation du pouvoir, mais, au contraire, une éducation permanente pour l'ensemble des travailleurs à qui deviendraient ainsi transparents les objectifs poursuivis et les méthodes pour les atteindre.

4°) Comment va-t-on employer les fruits de l'entreprise commune ? Quelle fraction en sera réservée aux investissements, à la participation de l'entreprise aux dépenses de la société globale, aux salaires, à la culture, à la santé, aux retraites ?

Ainsi seulement une entreprise peut devenir une véritable cellule vivante d'un nouveau tissu social.

LARZAC

C'est si facile, si je suis paysan, de m'abandonner aux vieux réflexes traditionnels de l'individualisme et du repliement sur sa propriété, quitte à verser sa cotisation et à donner sa voix au syndicat agricole du coin ou même à la coopérative, et, éventuellement, de répondre à l'appel d'un dirigeant dynamique, pour déverser ses fruits et légumes sur la route, ou la barrer avec son tracteur, pour « appuyer » la revendication présentée par mes « représentants » chargés de négocier avec les anonymes « pouvoirs publics » et pour exercer sur eux leur pression.

Mais c'est tellement plus difficile, tout en acceptant ces nécessaires disciplines, d'inventer, comme les paysans du Larzac, des rapports nouveaux, si pleinement humains et si forts, que chacun se sente un membre de chaque autre, personnellement responsable de tous les autres, de créer une communauté si forte que pendant huit ans, sans la moindre violence, avec leurs mains nues, leurs labours, leurs semailles, leurs bergeries, leur intelligence et leur foi, ils tiennent en échec les affairistes qui voulaient faire trafic des terres de leur Causse, les ministères qui s'en font les complices, et aussi, malgré eux, les chefs militaires du camp qui, depuis huit ans, sont bloqués par cette merveilleuse levée humaine de la vie. Ici, sur le plateau du Larzac, et quelle que soit l'issue dernière (ou plutôt avant-dernière) de cette lutte de la vie contre la mort, l'avenir a commencé à naître, comme avec les ouvriers de Lip. Côte à côte voir unis les paysans millénaires du Causse, un père franciscain, un groupe d'objecteurs de conscience, ou un chercheur d'astrophysique, tous devenus agriculteurs à part entière et pionniers de l'avenir, c'est être témoin (et je le fus au plus profond de moi-même) de ce fait merveilleux : un autre monde est possible, une autre vie, proprement humaine, dont l'égoïsme et la routine ne sont plus la loi, mais la communauté et l'initiative créatrice : Mauron, de Boissieu, Hervé Ott, Pirault, Burguière, ou tous ceux dont je n'ai pas eu le temps de partager le pain ou le toit, bergerie de la Blaquièrre où des milliers de mains

amies sont venues apporter leur pierre et leur ferveur, hameaux où des tracteurs ont bloqué des tanks, fermes enclavées dans des parcelles occupées par la troupe, Larzac-Université, où la culture (dans tous les sens du mot, celle de la terre et celle de l'esprit) gagne chaque jour sur la ronce et l'ortie, vous, ceux des Truels et de Montredon, vous habitez déjà, dans le froid et la pierre, la maison de demain, celle, disait Khalil Gibran, que nous pensions ne pouvoir visiter que dans nos rêves. Grâce à vous tous, grâce à ce rude amour aux mains calleuses, ce que je n'avais fait que croire, j'en suis sûr aujourd'hui : on peut vivre autrement.

Ici l'avenir a déjà commencé.

En vous quittant, avec la tristesse de m'éloigner de ce foyer d'un avenir en train de naître, mais avec la joie sans mesure de savoir qu'ici il en existe déjà un fragment, croisant sur les routes de « La Cavalerie », un camion militaire où somnolaient de jeunes garçons de chez nous parachutés dans ce futur sans savoir pourquoi, ballotés par les cahots, des jeunes gens dont je serais terriblement triste d'être l'officier, les problèmes de la « défense » m'apparaissent avec une clarté nouvelle : qui peut mieux assurer la « défense » ? Ces braves petits gars en uniforme jetés là comme des pierres pour détruire un nid, et à qui le « commandement » interdit tout contact et tout échange avec la « population locale », par peur de la « contagion », ou bien ces paysans et ceux qui les aiment, ceux qui aiment l'avenir, qui, dans une bataille de chaque jour, depuis huit ans, travaillent, labourent, sèment, créent des coopératives, organisent la solidarité, bâtissent l'avenir, en face d'une nature violente et d'une armée silencieuse, hostile ? Les blindés foulent parfois leurs sillons et leurs récoltes, les salves d'artillerie rythment leurs jours et leurs nuits, les hélicoptères font fuir leurs troupeaux, et, malgré des mois de prison et des années de provocations, sans un geste de haine ou de violence, ils s'accrochent à leur terre, et du désert que crée le camp militaire, refont inlassablement une terre fertile, l'une des seules régions de France dont l'agriculture soit en pleine expansion ?

NOTE SUR LA VIOLENCE

Dans des sociétés où, comme nous l'écrivions dans notre « PROJET ESPERANCE », la croissance est le Dieu caché et la publicité sa liturgie démentielle, dans des sociétés où le plus grand nombre est privé de ce dont tout un système l'appelle à jouir, la violence devient la loi des individus comme des groupes. Les uns et les autres vivent selon la loi de l'immoralisme des sophistes athéniens, déjà transposition aux individus de l'expansion de la force brutale qui caractérisait alors l'impérialisme d'ATHENES : « le bien, disaient les sophistes, c'est d'avoir les désirs les plus forts possibles et de trouver les moyens de les satisfaire ». Sur cette perversion fondamentale de l'homme repose aujourd'hui notre système économique de croissance aveugle, de croissance pour la croissance.

Attentats, suicides d'adolescents d'autant plus nombreux qu'il s'agit de pays plus riches, des Etats-Unis à la Suède, pillages, destructions, enlèvements, toutes ces formes du terrorisme des individus ou de groupes, ne sont que la petite monnaie de la violence massive, institutionnalisée.

Dans cette course à l'abîme, l'on parle parfois de « miracles », c'est-à-dire d'élévation brusque du « produit national brut » d'un pays, en oubliant que les « miracles » ne sont que le mirage de statistiques menteuses escamotant l'essentiel : le « miracle » n'a profité qu'à deux ou trois pour cent de la population, aggravant encore l'écart

entre le luxe insolent d'une infime minorité de la population et les masses innombrables qui ne reçoivent que des miettes du festin, comme il s'est vu de l'IRAN au BRESIL.

La conscience de cette permanente frustration et de cette permanente illusion, jointe à l'ignorance de sa cause première, enfante les « Brigades Rouges » et les « casseurs ». Toute réflexion sur la violence est inefficace et illusoire si elle n'en dégage pas l'actuelle racine : c'est-à-dire la société de croissance et de concurrence sauvage des individus, des groupes et des peuples, qui porte en elle le crime et l'engendre nécessairement.

Car tous les germes de morts et les convulsions de ce dernier quart du XX^e siècle, ne sont pas des accidents ou des aberrations qu'il suffirait de réprimer. Ce chaos est dans la logique interne du modèle occidental de croissance (qui s'est imposé au monde entier) et du modèle de culture qui le fonde et le justifie, c'est-à-dire une manière de concevoir et de vivre les rapports avec la nature, avec l'homme et avec le divin.

Ce n'est pas là un tableau de la fin du monde.

Mais seulement le tableau de la fin convulsive d'un cycle historique : celui de quatre siècles d'hégémonie de l'Occident, de son modèle de croissance et de son modèle de culture qui nous conduisent aujourd'hui au chaos et à la mort si nous ne savons pas ressusciter l'avenir.

Roger Garaudy.



La réponse est évidente : le jour où chaque homme et chaque femme de notre pays aura dans son cœur la même lumière à défendre, le même avenir à aimer, aucun « conquérant » ne pourra venir à bout de ce peuple acharné à défendre la vie (5).

Pour ceux-là, la « défense » c'est chaque jour ; et contre une telle foi, lorsqu'elle devient celle d'un peuple, n'importe quelle force se brisera, comme celle des pauvres « Immortels » de Téhéran, aussi puissamment armés qu'on peut l'être, devant cette multitude invincible et sans armes, levée à l'appel d'un prophète encore plus désarmé, pour proclamer : « Dieu est plus grand. »

ESSAYER LA NON-VIOLENCE

Cette force n'est pas la violence. Elle en est le contraire car la violence c'est d'abord l'injustice, et la non-violence commence avec le refus de collaborer avec l'injustice.

Est-ce cette noble tâche qui est assignée par les politiciens à l'armée ? L'on pourrait en douter lorsque le Secrétaire d'Etat à la Défense nationale déclarait, le 19 janvier 1972 : « La Défense Opérationnelle du Territoire est organisée pour éviter tout retour aux événements qui « ébranlèrent la France en mai 1968. » Sous le couvert de la doctrine américaine de la « sécurité nationale », remarquablement analysée par le Père Joseph Comblin (6), les armées des pays dictatoriaux d'Amérique latine, celles du Brésil, de l'Argentine, du Chili, pour ne point parler des despotes mineurs, ont un rôle fondamentalement antipopulaire et antinational : faire

(5) Même Michel Debré, celui-là même qui, comme ministre de la Défense, a ordonné, en 1972 (ignorant je l'espère, les motivations sordides de ceux qui l'y poussaient, et qui n'étaient d'ailleurs pas des militaires), l'absurde extension du camp du Larzac, est obligé de convenir dans le *Livre Blanc sur la Défense nationale* : « quelles que soient les modalités d'une défense, aucune politique n'a de valeur sans consentement national. »

(6) Joseph Comblin, *Le pouvoir militaire en Amérique Latine : l'idéologie de la Sécurité nationale*, Editions Universitaires, Paris 1977.

de leur pays un sujet docile et fructueux des Etats-Unis pour le compte duquel elles « maintiennent l'ordre ».

Les exemples de ce genre, s'ils sont particulièrement généralisés en Amérique latine, ne manquent ni en Afrique, ni en Asie (7).

Il est significatif qu'un commencement de prise de conscience de ce phénomène si général s'esquisse dans les églises. En mai 1973, la « Note de réflexion des Eglises sur le commerce des armes » invitait les chrétiens à réfléchir avec ceux qui « proposent d'assurer la sécurité de la communauté nationale par le recours à la non-violence », et le synode des évêques, à Rome, en 1971, demandait « que soit favorisée l'action non-violente et que chaque nation reconnaisse légalement l'objection de conscience ».

Le problème ne se situe pas seulement sur le plan moral, mais sur celui de l'efficacité.

Nous avons pu prendre conscience de l'inefficacité de la « force de frappe nucléaire » actuelle, et des armées conventionnelles depuis un siècle et demi. Une troisième solution serait celle de la guérilla. L'exemple le plus favorable est celui du Viet-Nam qui parvint à triompher d'une armée dont la technique était infiniment plus puissante que la sienne. Mais cette victoire supposait, outre l'appui total du peuple, seul décisif en définitive, des sources extérieures de ravitaillement et d'armes (Viet-Nam du Nord, Union Soviétique, Chine), tout comme ce fut le cas de l'Angola et du Mozambique. En outre existaient dans ces pays de vastes abris naturels difficilement pénétrables (jungle vietnamienne ou africaine) alors qu'en France, par exemple, même dans les cas les plus favorables (le mont Mouchet en Auvergne, et le Vercors dans

(7) Rappelons quelques chiffres qui montrent que l'argent consacré aux armements n'est pas perdu pour tout le monde : les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 2 000 milliards de francs français actuels. Ce chiffre est si grand qu'il ne dit plus rien à notre imagination. Pour être plus clair, cela représente 6 millions d'anciens francs par seconde ! 360 millions par minute ! Plus d'un milliard toutes les 3 minutes.

les Alpes) l'héroïsme des combattants ne put leur éviter la défaite.

Si aucune méthode de défense armée — ni défense militaire classique, conventionnelle, — ni « force de dissuasion nucléaire » (8), — ni guérilla populaire armée — ne se révèle efficace dans nos pays industrialisés, alors est-il peut-être nécessaire, comme le fit le Gouvernement des Pays-Bas, dès 1976, d'explorer d'autres possibilités de défense. Le groupe de travail dans lequel étaient représentés les ministères de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Justice, de l'Education et des Affaires scientifiques, déposa son rapport en 1977 (9).

L'expression-clé du rapport est celle de « résolution non-violente des conflits ». L'objectif est « une combinaison d'actions non-violentes visant à défendre des systèmes sociaux », et il est remarquable que l'on n'établit pas de coupure entre conflits internationaux et conflits intranationaux.

L'intérêt majeur de cette recherche est d'avoir abordé sérieusement le problème du « transarmement », c'est-à-dire du passage d'une défense militaire à une défense civile. Sa faiblesse est sans doute de n'y avoir cherché qu'une « technique » sans prendre conscience qu'elle n'était pas adaptable à n'importe quelle fin et qu'elle présupposait un choix de société.

Or, jusqu'ici, même appliquée empiriquement et de manière improvisée (à la seule exception de Gandhi pour qui elle reposait sur toute une conception du monde et de la vie) cette pratique de la non-violence est à tel point le contraire de l'abandon, de la résignation, de la soumission, de la lâcheté, que chaque fois qu'elle a été imaginée et

mise en œuvre par des peuples à partir de leurs propres initiatives et après la faillite de la « défense militaire », elle s'est révélée plus efficace que toute autre méthode.

GANDHI

Nous n'étudierons pas ici, dans le détail, la victoire de Gandhi. Rappelons seulement sa lutte contre les gabelles (désobéissance civile aux lois anglaises sur le monopole du sel) ; le boycott des textiles anglais et la fabrication artisanale de cotonnades indiennes ; la grève étendue au-delà de la classe ouvrière à toute une population, le refus de l'impôt ; le refus de coopération économique, politique, administrative et la constitution de véritables contre-pouvoirs « parallèles ». Il réussit, par ces méthodes non-violentes, à paralyser et à vaincre ce qui était alors la plus formidable armée du monde, et l'organisation coloniale la plus parfaite de l'époque, celle de l'Empire britannique, et à faire de l'Inde le premier pays colonisé à imposer sa libération. Si l'Inde, dès cette libération, ne devint pas exemplaire dans son développement intérieur comme elle l'avait été dans sa lutte contre le colonialisme, c'est que les successeurs de Gandhi, lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir, au lieu de s'inspirer, dans leur politique intérieure, des principes et des méthodes de Gandhi, si profondément enracinées dans le peuple de l'Inde et sa culture millénaire et qui avaient permis la victoire contre l'occupant en se plaçant sur un autre plan que lui, reprirent les modèles occidentaux qui les avaient déracinés de leur peuple et de leur culture. A travers la démocratie de Westminster, la planification soviétique, et les conceptions occidentales de la croissance, ils ne purent empêcher ni la « partition » de ce pays entre Musulmans et Hindous, ni la coupure entre les masses paysannes et les « élites » dirigeantes, ni les luttes stériles des partis, extérieures aux préoccupations du peuple profond, ni même des formes plus subtiles de néo-colonialisme qui trouvait là un terrain propice à son insertion.

(8) Il est à noter que si, depuis que les deux « grands » possèdent l'arme nucléaire il n'y a pas eu d'affrontement direct entre eux, les guerres n'en ont pas été évitées pour autant par vassaux interposés : l'on dénombre, depuis 1945, 45 guerres importantes.

(9) Sur ce projet hollandais, voir l'article de Hylke TROMP, dans A.N.V. n° 33.

Nous nous en sommes tenus, sur ce point, à une simple énumération des problèmes, car, s'agissant d'une civilisation très différente de la nôtre, il n'est pas possible d'en imiter mécaniquement les démarches (encore que nous soyions loin encore d'avoir dégagé de cette prodigieuse expérience tous les enseignements qu'elle comporte pour nous).

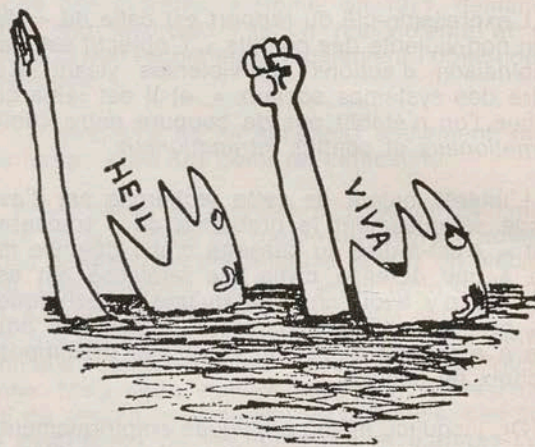
Afin d'apporter quelques preuves de l'efficacité de ces méthodes, même réinventées spontanément par les peuples, nous ne retiendrons que les exemples pour nous les plus proches et les plus cruels.

RESISTER A HITLER

Et d'abord celui de l'occupation hitlérienne de l'Europe. Il est un pays d'Europe, l'un des plus petits et des plus désarmés, où Hitler ne put perpétrer le crime du génocide juif : c'est le Danemark. Dès que les nazis eurent ordonné aux Juifs le port de l'étoile jaune, tous les Danois, y compris le roi, arborèrent l'étoile. En août 1943, Himmler décida d'en finir avec le « problème juif » dans ce pays ; mais, écrit Hannah Arendt : « ce qu'il n'avait pas prévu, c'est que les responsables allemands qui habitaient le Danemark depuis des années n'étaient plus tout à fait les mêmes ! Le général Von Hannecker, chef militaire de la région, refusa de mettre ses troupes à la disposition du plénipotentiaire du Reich... » (10). Eichmann expédia l'un de ses plus impitoyables collaborateurs, Rolf Günther. Celui-ci décida que les Juifs seraient capturés et déportés dans la nuit du 1^{er} octobre. N'étant pas sûr des troupes allemandes occupant le Danemark, il fut obligé d'importer d'Allemagne des unités spéciales de la police, avec ordre de ne pas se heurter à la police danoise (si influencée par ce mouvement d'ensemble du peuple que ses réactions étaient devenues imprévisibles). Au total 477 Juifs furent arrêtés sur 7 800. « Autant que nous le sachions, poursuit Hannah Arendt, c'est l'unique occasion

qu'eurent les nazis de mesurer la résistance déclarée des populations autochtones ». Ajoutons : une résistance non-violente, mais unanime.

La première leçon de cette expérience historique irrécusable, c'est que, dans tout conflit, l'adversaire, même le plus féroce, ne forme jamais un bloc monolithique sans faille ; il y a toujours une minorité fanatisée qui tient les leviers de commande, et une majorité silencieuse, plus ou moins convaincue ou résignée, soumise à une propagande et un conditionnement intenses, traversée de courants divers, contradictoires, d'où peut sortir le meilleur ou le pire — et, parmi elles les policiers et les mili-



taires. Ceux-là ne se transforment en un bloc monolithique, soudé à la direction, que lorsqu'ils sont entièrement livrés à la propagande de leurs chefs, ou lorsque, dans le combat physique contre l'adversaire, ils se sentent menacés dans leur propre vie et ont alors le réflexe immédiat de défense qui tue.

« La non-violence des forts », comme disait Gandhi, n'exclut pas qu'il y ait des victimes, mais elle rend possible une désagrégation interne plus ou moins poussée dans cette « majorité silencieu-

(10) Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem* (Collection « Témoins », Gallimard).

se » de l'adversaire qui, surtout si elle est atteinte par la contre-propagande, se met à douter de la justesse du rôle qu'on lui fait jouer, et ceci d'autant plus qu'elle ne se sent pas menacée dans sa propre vie.

L'EXEMPLE TCHEQUE

Un exemple éclatant — et très important pour nous, car ce qui peut être menacé par un adversaire éventuel ce n'est pas notre frontière ou notre territoire mais un projet politique qui déplairait à cet envahisseur potentiel — c'est celui des cinq jours qui ont suivi l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie, venues pour écraser le Printemps de Prague. Ici encore, il ne s'agissait que d'improvisations spontanées à la base.

L'obstacle majeur à la prise de contrôle du pays par les troupes d'invasion parvenues en son cœur même, c'est que tout un peuple, regroupé devant cette agression, a tenu les moyens d'expression : télévision, puis, après son occupation, la radio et des radios, dont la mise en place se multipliait : douze émetteurs clandestins se mirent à fonctionner quand la radio-télévision centrale fut réduite au silence. Les envahisseurs voulurent alors amener de l'Union Soviétique une puissante station de brouillage : les cheminots tchécoslovaques réussirent par une série d'aiguillages erronés, de blocage des voies, de dislocation du convoi, de sabotages des machines, à retarder pendant six jours l'arrivée du « brouilleur ». Pendant ce temps continuait, par une non-coopération systématique, la paralysie de l'envahisseur. Dès le deuxième jour, il fallut rapatrier tous les soldats allemands (même déguisés sous des uniformes soviétiques). Le troisième jour, une nouvelle relève devint nécessaire car les suicides de soldats ou d'officiers et les refus d'obéissance se multipliaient dans l'armée d'invasion. A tel point que le Congrès du Parti, avec plus de 1 100 délégués venus de tout le pays, put se tenir dans une usine de Prague (Auto-Praha), dans la ville pourtant

quadrillée par les chars soviétiques ; les imprimeries sont fermées par les occupants, les transistors sont saisis et la presse écrite, comme les radios clandestines, continuent d'organiser le boycott de l'occupant. Des centaines d'officiers polonais furent destitués dès leur retour dans leur pays.

Ce mouvement formidable de tout un peuple ne fut brisé que le sixième jour, non par les armes de l'occupant, mais par la capitulation des dirigeants : Dubcek et le Président Svoboda, quel que soit leur courage personnel, commirent l'erreur fatale, non seulement de signer le diktat de Moscou le 26 août, mais de briser eux-mêmes ce formidable mouvement non-violent de tout leur peuple qui avait déjà créé des flottements chez l'occupant. Ils s'enfermèrent eux-mêmes dans un faux dilemme : ou bien la lutte armée, et c'est le massacre de notre peuple (ce qui était vrai), ou bien l'acceptation du diktat avec le vain espoir que le temps travaillait pour eux. Les dirigeants n'eurent pas l'imagination, dont leur peuple venait de faire preuve pendant six jours, d'improviser, dans une unanimité retrouvée, la seule tactique à la dimension du péril, et par laquelle un peuple sauvegardait sa dignité (11).

Une autre leçon à tirer de l'événement, c'est le danger du régime présidentiel et de tout système centralisé : il suffit que le Président Svoboda signe le diktat pour que l'occupation eût une « légitimité » formelle. Il suffit que Dubcek, sous la pression de l'occupant, proclame l'illégalité du Congrès tenu le 22 août, pour permettre, par étapes, en quelques mois, la mise en place de marionnettes entièrement au service de l'occupant et l'éviction de Dubcek lui-même.

Cet enseignement est, d'ailleurs, d'une portée plus générale : il met en évidence l'extrême fragilité, à notre époque, de tout système centralisé. Du point de vue technique, et économique, quiconque a vu les enchevêtrements de canalisations des grands centres pétroliers, et, plus encore, la vulnérabilité d'une centrale nucléaire, prend immédiatement

(11) Voir l'article de J.M. MULLER dans A.N.V. n° 33.

conscience que de tels systèmes centralisés sont à la merci du moindre bombardement en temps de guerre ou même du moindre sabotage terroriste à n'importe quel moment. Ce que nous avons dit, dans notre « tableau économique », de la fragilité et de la malfaisance de la centralisation, du gigantisme de la production énergétique, se retrouve au plan politique : s'il est aisé, pour un occupant, de s'emparer d'un Etat-major politique ou militaire et de le manipuler ensuite à sa guise, fût-ce en faisant usage de faux après avoir séquestré les dirigeants, il devient infiniment plus malaisé pour lui de détruire un réseau dont les points de jaillissement d'initiative sont démultipliés au maximum. Les chefs des armées traditionnelles, qui ont eu à se heurter, au Viet-Nam par exemple, à la tactique de la « boule de mercure », se dispersant, se reformant, s'évanouissant encore pour renaître ailleurs, peuvent comprendre les difficultés que l'on peut créer à l'assaillant par cette dissémination des centres de décision en matière économique et politique comme pour la défense.

Mais ceci exige une préparation méthodique impliquant une formation non seulement technique, mais « morale ». Non pas au sens du « moralisme » intégrateur et conservateur d'ordre, mais au sens le plus élevé où la création devient, pour chacun, possible, avant tout parce qu'il est habité par la foi joyeuse et inflexible dans le projet humain dont il est le co-créateur.

REDEVENIR RESPONSABLES

Pas plus que le « taylorisme » n'a pu vivre en utilisant en l'homme seulement la machine d'os, de muscles et de nerfs qu'il porte en lui et en faisant abstraction des dimensions proprement humaines du travail, pas davantage la défense ne peut être efficace si elle ne se fonde que sur des réflexes conditionnés par l'intoxication psychologique, la sacralisation de la discipline, et les instincts élémentaires de la peur, de la haine ou du fanatisme.

Dans tous les cas, et à tous les niveaux, la force décisive est celle de la *motivation* : conscience critique et passionnée, lucide et créatrice, de nos raisons de vivre : la sauvegarde, en chaque homme et en tout homme, de sa spécificité humaine : ce surcroît de force que donne la foi en la transcendance et l'amour qui seuls font d'un homme un homme, c'est-à-dire un être autonome et solidaire, créateur et responsable.

Mais ce combat, ou, comme disent les Musulmans, cette « grande guerre sainte » menée contre soi-même, et cette « petite guerre sainte » menée, à l'extérieur, contre toutes les puissances d'aliénation et de destruction de l'homme, au dedans ou au dehors de nos frontières, ne commence pas seulement lorsqu'une armée ennemie entre en campagne et déploie son corps de bataille, ou lorsqu'il recourt aux missiles ou au feu nucléaire ; c'est une bataille de chaque jour pour intégrer en chaque homme toutes les responsabilités et tous les pouvoirs qu'il a développés et aliénés.

Quand cette étincelle divine habite une poitrine d'homme, alors il est assuré de la victoire, fût-ce au-delà de la mort, qui peut être un moment nécessaire de l'affirmation plénière de la vie.

C'est dire combien les méthodes que nous préconisons, à partir de cet idéal, sont aux antipodes du défaitisme et de la lâcheté de ceux qui proclamaient, en 1940 : « la servitude plutôt que la mort ».

Nous prenons simplement acte du fait que jusqu'ici les formes de défense qui ont été mises à l'épreuve de l'expérience historique, n'ont épargné aux peuples ni la mort, ni la servitude.

Les méthodes que nous préconisons n'épargneront certainement pas toute mort (en tout cas elles ne peuvent pas en coûter plus, sur le plan des armes conventionnelles, que la deuxième guerre mondiale, et, s'il se déclenchait une troisième guerre mondiale, que l'extermination nucléaire).

Par contre, elles seules nous préservent, dans

tous les cas, de la servitude et du désespoir, car cette lutte ne s'arrête pas avec la rupture des frontières, ni même avec une occupation totale.

Alors que, dans la perspective actuelle, la guerre tue avant d'éclater, et la servitude commence avant toute défaite.

Cette guerre tue avant d'éclater : par les « expériences » nucléaires qui ne rendent qu'à long terme, mais inexorablement, l'atmosphère chargée de germes de morts, par les 100 conflits armés (dénombrés par l'O.N.U.) où les « grands » se sont battus par vassaux interposés, depuis la fin de la précédente guerre, par le drainage aussi de 200 milliards annuels d'armement, qui font mourir par la faim dans les autres 2/3 du monde.

La servitude commence avant la défaite, car la course aux armements nucléaires (et au « nucléaire civil », qui en est le sous-produit) implique une effrayante centralisation des pouvoirs, et un contrôle chaque jour croissant qui ligoteraient tout un peuple le jour où il aurait à arrêter le bras des

aveugles ou des criminels. Ceux-là, par l'escalade d'une guerre nucléaire, feraient de la planète-terre, où la vie a commencé à fleurir il y a des millions d'années, un astre mort, continuant vainement sa course dans l'espace, comme un vaisseau désarmé dont l'équipage et les passagers ont été exterminés par une épidémie mystérieuse.

Parce que la guerre tue avant d'éclater, et que la servitude commence avant la défaite, la défense — la défense de l'homme, de sa vie et de sa liberté divines, commence chaque jour.

Elle commence là où un seul homme ou un groupe d'hommes, si réduit au départ soit-il, décide de prendre lui-même en main son propre destin, sans en déléguer et en aliéner la charge à quiconque, et où, pour le faire, il se tourne vers le voisin, le « prochain » ou le lointain, pour constituer une petite « communauté de base », cellule vivante du tissu social nouveau, contre la double désintégration de l'individualisme et du totalitarisme.

Roger GARAUDY.

DOSSIER DESOBEISSANCE CIVILE

Voici quelques éléments de bibliographie pour compléter notre récent dossier sur la Désobéissance civile.

Le fameux texte de THOREAU, *La désobéissance civile*, a été édité chez J.J. Pauvert, coll. Libertés nouvelles, en 1968. 165 p., 16 F.

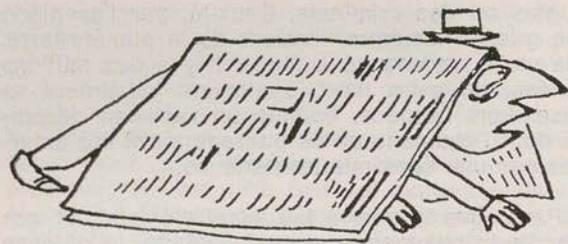
Le texte de La Boétie, *Le Discours de la Servitude volontaire*, vient de faire l'objet d'une édition remarquable chez Payot (1978). Le texte est, en effet, accompagné

d'une longue présentation très documentée ainsi que de deux commentaires de Pierre CLASTRES et Claude LEFORT sur « La Boétie et la question du politique », 316 p., 59,00 F.

Si vous ne trouvez pas ces deux ouvrages dans votre Librairie, vous pouvez les commander au CUN du Larzac, route de Pierrefiche, 12100 MILLAU.

Rares sont les penseurs politiques qui ont réfléchi sérieusement sur la Désobéissance civile. Hannah ARENDT fait exception ; on lira avec intérêt le long chapitre qu'elle consacre à la Désobéissance civile dans son livre *Du mensonge à la violence*, Calmann-Lévy, 1972.

Par ailleurs, nous signalons que le livre de LECOIN, *Le cours d'une vie*, cité dans l'article sur la grève de la faim, ne se trouve plus en librairie. Il faut le commander à U.P.F., 4, rue L.-Hoche, 92100 Boulogne.



Nous avons lu...

Alain JOXE, *Le rempart social*, Galilée 1979, 244 p.

Alain Joxe n'est pas un inconnu pour les lecteurs d'A.N.V. En 1976, il avait représenté le PSU dans une « Table ronde sur la défense » publiée dans notre numéro 17 ; en 1977, il avait donné au n° 20-21 son commentaire critique du texte du MAN, « Une non-violence politique ». Secrétaire général de la toute récente « Association française de recherches sur la Paix » (ARESPA, 54, bd Raspail, 75270 Paris Cedex 06), auteur de plusieurs livres et articles sur les questions militaires, spécialiste de la « sociologie de la défense », Alain Joxe est aujourd'hui, en France, l'un des plus importants théoriciens de la chose militaire.

Les éditions Galilée viennent de publier, dans une collection dirigée par Paul Virilio, son premier ouvrage théorique d'ensemble : **Le rempart social, essai sur l'impérial-militarisme**. Il n'est pas besoin d'être prophète pour lui prédire déjà deux choses : d'abord qu'il aura vraisemblablement peu de lecteurs, en raison de la technicité de son écriture et de la somme de connaissances nécessaire pour en suivre l'argumentation. Ensuite, et surtout, que ses thèses principales alimenteront pendant de nombreuses années la réflexion et les débats sur l'armée, la défense, la militarisation. Il s'agit en effet d'un renouvellement très important des problématiques actuelles en ce domaine. Voyons de plus près cette nouveauté.

Le marxisme s'est désintéressé de la question de la **mort** : problème individuel, problème « métaphysique », cela n'entre pas dans ses schèmes d'analyse. Il s'ensuit une incapacité à analyser le processus de **destruction** et, notamment, un manque d'**outils théoriques** pour rendre compte des phénomènes militaires en tant que tels. Alain Joxe, qui ne fait pas mystère de son attachement

au marxisme, propose d'installer la **menace de mort** à la place qui doit être la sienne dans toute analyse de la société : « Toute la grande machinerie de l'Histoire économique et sociale marche **sous menace de mort**. Cette menace est « le commencement de la sagesse », c'est-à-dire de l'obéissance, dans les formations précapitalistes, et « le commencement de la productivité » dans les formations capitalistes. L'accumulation primitive se fait sous menace de mort. La plus-value absolue est extraite sous menace de mort. » (p. 13)

Marx avait déjà vu que la violence était un **facteur économique**. Mais cette affirmation avait été soit oubliée, soit « réduite » : seule la **production** des instruments de violence semblait incluse dans l'affirmation de Marx. Alain Joxe propose de lui rendre toute sa force : la violence, comme menace de mort, produit des effets **spécifiques** : il y a un **rendement social de la menace de mort**. L'introduction de cet élément l'amène à une critique vigoureuse d'un marxisme étroitement économiste, dévalorisé pour n'avoir pas su rendre compte de ce qui surgit sous nos yeux comme forces de destruction et de violence : « La survie de l'humanité n'est plus aujourd'hui une question de production seulement. L'investissement de l'économie mondiale dans d'énormes capacités de destruction, nucléaires ou non, et la pratique de la menace de mort et du génocide est plus visiblement essentielle pour le pouvoir du capital aujourd'hui qu'il ne l'était au milieu du XIX^e siècle. » (p. 51)

A partir de cette considération, Alain Joxe ne prétend pas reconstruire un système qui boucle et explique tout. Il propose quelques concepts et outils théoriques permettant, selon lui, de rendre compte des réalités militaires contemporaines. Il ne veut pas un livre « convaincant », au sens où il prétendrait tout expliquer, mais un livre

qui ouvre une brèche et en rend possibles d'autres. Plutôt que de résumer ici une démarche qui n'a rien de « déductif », contentons-nous de citer au hasard quelques-unes de ces ouvertures sur des débats futurs :

« L'opération militaire, en défense du capitalisme, consiste toujours à répartir la menace de mort sur des ensembles d'individus, à les **déclasser**, par la peur individuelle de la mort, c'est-à-dire à rompre l'appartenance au groupe en manipulant l'arme de la menace de mort physique, c'est-à-dire individuelle. » (p. 31)

La classe dominante est mortelle : « ce point de savoir commun entre marxistes et militaires, en fait la plupart du temps des ennemis acharnés. Il y a incompatibilité entre la fonction militaire et le marxisme comme instrument révolutionnaire, et, à l'inverse, il semble qu'il y ait une distance énorme entre l'approche marxiste et la compréhension du phénomène militaire, en dehors des simplifications et des caricatures. » (p. 32-33).

(Au moment militaire de la lutte des classes) : « Le pouvoir est alors au bout du fusil, mais ce n'est pas le bout qu'on pense en général, celui par où sort la balle, mais plutôt du côté de la crosse, l'homme, qui peut aussi la mettre en l'air. » (p. 43)

« Comme l'offensive capitaliste actuelle s'attaque à l'Etat-nation, la défense populaire peut s'appuyer jusqu'à un certain point sur l'Etat-nation. Mais elle s'organise aussi dans le cadre des « régions-nations » et de tous les échelons d'organisation définissables géographique-ment, dans la mesure où la défense populaire est toujours défense de ce droit vital à la **localisation** et lutte contre la militarisation du temps qui comprend, aujourd'hui, la destruction et la négation de l'histoire locale. » (p. 238)

L'effort entrepris par Alain Joxe a pour arrière-fond une position de militant : connaître pour connaître ne l'intéresse pas. Membre du PSU, partisan d'une « défense populaire », l'auteur du **Rempart Social** sait qu'il n'y a pas d'analyse « neutre » et qu'il faut prendre parti. Il annonce clairement son but :

« Ce volume ouvre une réflexion qui essayera de cerner les voies et moyens d'une défense populaire et d'en préciser les concepts et les tâches... Cette réflexion n'existerait pas sans les luttes que mènent depuis 1968 tous ceux qui se réclament de cette vision renouvelée du socialisme qu'on appelle autogestionnaire et des pratiques du contrôle populaire et du contrôle ouvrier dans l'action anti-capitaliste. Tous nous nous posons depuis

l'affaire chilienne et l'affaire portugaise le problème du **pouvoir militaire** dans la transition socialiste. Le pouvoir militaire est-il un obstacle insurmontable sur la voie du socialisme ? Outil permanent de la contre-offensive du système, machine à militariser la société, son poids est-il devenu irrésistible et sa domination irréversible ? Il faudra bien le contourner, le pénétrer, le retourner, le soumettre ou le démettre pour assurer une transition socialiste qui ne soit pas un bain de sang. Et donc il faut l'étudier. » (p. 231-232).

En introduisant la menace de mort dans l'analyse économique et politique, Alain Joxe rend service à notre propre recherche non-violente. Certes, nous savons que, sur ce point, sa perspective est fort éloignée de la nôtre. Peut-être même faut-il relever une discrète allusion polémique contre les non-violents dans la phrase où il déclare que son objectif est de « donner aux forces qui luttent contre la militarisation de la société, pour le désarmement, pour la paix, pour le socialisme, **d'autres moyens d'approches que la révolte morale ou l'esprit de martyr.** » Espérons qu'Alain Joxe nous connaît assez pour savoir que nous sommes bien d'accord avec lui là-dessus ! Mais renvoyons-lui la balle sur un autre point, plus important qu'il semble le croire : ne craint-il pas, en présentant ces nécessaires recherches théoriques dans un langage qui les rend inaccessibles à la très grande majorité des militants, de renvoyer ces militants à cette pure « révolte morale » dont il prétend justement les aider à sortir ?

Christian MELLON.

René MACAIRE vient de publier le texte d'une conférence sur « La non-violence et les philosophies de l'Occident ». A commander à A.I.L.I.A., 50, rue Dammartin, 59100 ROUBAIX, 7,00 F (port compris).

LE LARZAC, L'ARMÉE,
LA VIOLENCE ET LES CHRETIENS

AU SOMMAIRE DE CE DOCUMENT :

- 1) Sept ans de combat ou le témoignage des paysans et des paysannes en lutte.
- 2) Une armée, pour quoi faire ?
- 3) L'engagement des chrétiens dans la lutte du Larzac.
- 4) L'alliance plus que millénaire des chrétiens avec les armes.
- 5) Propriété, pouvoir et violence (rôle des doctrines).
- 6) Quelques points essentiels de notre société dominante.
- 7) L'alternative non-violente.
- 8) Que conclure dans la situation actuelle ? Comment agir ?

Les derniers événements.

A partir du témoignage des paysans du Larzac, une réflexion est développée sur la violence des armes, ses liens avec la violence institutionnelle et la violence économique, et sur les attitudes diverses et contradictoires des chrétiens et de leurs Eglises. Que propose la non-violence ? Quelles sont les perspectives encore ouvertes à la lutte des paysans et de tous ceux qui les soutiennent ?

Cette brochure peut être commandée à :

M.D.P.L. - B.P. 2135 - 34026 Montpellier
20 F, port compris

ou par virement postal à :

M.D.P.L. - CCP 33 134 85 E, La Source
(Mentionner dans la correspondance :

« Document Larzac - Armée - Chrétiens »

Au sommaire de nos derniers numéros,

N. 20-21 UNE NON-VIOLENCE POLITIQUE.

6 F

Débat sur le texte d'orientation du M.A.N., avec le général BECAM, Bernard CLAVEL, Jeannette COLOMBEL, Françoise d'EAUBONNE, Jacques ELLUL, Jean FABRE, André JEANSON, Alain JOXE, Pierre PARODI, Bernard ROGEAUX, Henri ROSER, Philippe WARNIER, Paul THIBAUD, Xavier SALLANTIN.
LE VIRAGE DE LA GAUCHE SUR LA FORCE DE FRAPPE.

N° 22 POLICE - JUSTICE - PRISONS

5 F

Table ronde sur la justice.
L'engrenage (M.A.J.).
Où est la justice (R. Sauveur).
La police au service des travailleurs (CFDT Police nationale).
Face à la police (R. Sauveur).
La prison en question (S. Livrozet).
Sécurité et non-violence (P. Fabre).

N° 23 LA GAUCHE ET LA FORCE DE FRAPPE

5 F

Questions à la gauche sur la défense nucléaire
La gauche et la force de frappe (Claude Bourdet).
L'héritage (Jean-Marie Muller).
Contre la force nucléaire (Patrick Viveret).
La prolifération de l'arme nucléaire (GSIEN).

N° 26 NON-VIOLENCE AUX ETATS-UNIS.

5 F

Le mouvement non-violent aux USA (Pierre Fabre).
Remember Martin Luther King (Christian Delorme).
Le « Peace Movement » de 1965 à 1975 (Christian Mellon).
Le « Centre de vie » de Philadelphie (Pierre Fabre).
Le mouvement ouvrier aux USA : entretien avec Mariane Debousy.

toujours disponibles :

- N° 27** Les Leçons de Malville (Jacques Sémelin).
 6 F Quelle non-violence sur le Larzac ? (table ronde avec des paysans du Larzac et des Millavois).
 Le ralliement de la Gauche à l'arme nucléaire (Christian Mellon).
 Pour une défense populaire non-nucléaire : table ronde avec Patrick Viveret, Jean-Marie Muller, Michel Mousel, Paul Virilio et Alain Joxe.
 Pour une stratégie de « Transarmement » (M.A.N.).
 Entretien avec S.C. Kolm.
 Gandhi et Guevara (Théodore Olsen).

- N° 28 NOUVEAUX VISAGE DES IMPERIALISMES**
 6 F De Yalta à Salt 2 (Dominique Thévenon).
 Pour suivre la course... (Christian Mellon).
 Entretien avec Pierre Naville.
 Défense populaire et luttes écologiques (Paul Virilio).
 La stratégie « trilatérale » (R. Granjon et A. Magnon-Pujo).
 Sortir de l'alliance atlantique (Claude Bourdet).
 Sous-développement et Tiers Monde (Olivier Gouédard-Comte).
 A propos du livre « Pour une nouvelle culture politique » (F. Verschave).
 Irlande : la paix par les femmes ? (C. Richard-Molard).
 Italie : Terrorisme et stratégie non-violente (A. Panebianco).

- N° 31 PANORAMA DES MOUVEMENTS NON-VIOLENTS EN EUROPE.**
 6 F Allemagne - Angleterre - Belgique - Catalogne
 Danemark - Hollande - Irlande - Suède - Suisse.

- N° 32 LA DISSIDENCE EN URSS**
 6 F Survol historique de l'opposition en URSS (B. Morand).
 Tolstoï et Lénine (Jean Van Lierde).
 Boukovsky, le résistant.
 Midi, place Rouge : la manifestation du 25 août 1968 (J.M. Muller).
 Entretien avec Natalya Gorbanevskaja.
 Refusons de coopérer avec le mensonge (A. Soljénitsyne).
 Rencontre avec L. Pliouchtch.
 Emergence d'une opposition ouvrière (Jacques Delorme).

- N° 33 DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE.**
 6 F La résistance non-violente du peuple tchécoslovaque (C. Brunier).
 Les accords de Moscou : comment fut brisée la résistance (J.M. Muller).
 Le projet hollandais de recherche sur la défense civile (H. Tromp).
 Non-violence et fascisme : le sinarchisme mexicain (C. Delorme).

- N° 34 DOSSIER DESOBEISSANCE CIVILE**
 10 F La force de désobéir, Christian Mellon, p. 1.
 La désobéissance civile à travers l'Histoire, p. 4.
 La désobéissance civile et le droit, Pierre-Yves Cazin, p. 13.
 Table ronde, avec Michel Coste, Jean-Jacques de Félice, Daniel Delpeuch, Pierre Lemonnier, Christian Mellon, Olivier Vial, p. 19.
 Nous sommes tous des dissidents, Olivier Vial, p. 31.
 Désobéissance civile pour le Larzac :
 - refus-redistribution de l'impôt : 3 % Larzac, p. 40.
 - renvoi des papiers militaires, p. 43.
 La grève de la faim, Hervé Hott, p. 47.
 La « recherche sur la paix », entretien avec Johann Galtung, p. 66.

Numéro en projet :

**N° 36 (janvier 1980) : Autour de René Girard.
 Les Eglises et la Violence.**

POUR NOUS AIDER

- Réabonnez-vous sans attendre le deuxième rappel.
- Envoyez-nous des listes de personnes qui pourraient s'abonner à ANV.
- N'oubliez pas que le tarif normal (40 F) ne couvre pas entièrement les dépenses d'ANV : nous ne pouvons subsister que si vous êtes nombreux à payer votre abonnement au tarif de « soutien ».
- Pour les changements d'adresse : toujours joindre la dernière bande d'expédition ou la dernière carte de rappel. Ajoutez, si possible, au moins 2 F en timbres.



bulletin d'abonnement :

à renvoyer à A.N.V., 3, rue Dumenge, 69004 Lyon.

Je désire m'abonner pour un an (quatre numéros) à partir du numéro

NOM :

Prénom :

ADRESSE :

Je désire également recevoir ces anciens numéros :

Ci-joint le règlement par CCP (2915-21 U Lyon), chèque, timbres.

Abonnement : 40 F

Etranger : 45 F

Soutien : à partir de 70 F

A NOS ABONNÉS

ATTENTION : A.N.V. CHANGE D'ADRESSE

Notez bien notre nouvelle adresse :

A.N.V.

**3, rue Dumenge
69004 Lyon**

N'envoyez plus rien à la BP 28, ni à l'adresse personnelle de C. Mellon : ce dernier doit abandonner la responsabilité de la rédaction, qui sera assurée désormais par

Jacques SEMELIN, 15, rue du Commerce, 75015 Paris

et

Olivier VIAL, BP 44, 74300 Cluses.

Depuis 1973, ANV paraissait tous les deux mois. Comme il y avait chaque année un numéro double en été, cela faisait cinq numéros par an : 280 à 300 pages selon les années. Mais cette distinction entre des numéros ordinaires, de 40 à 60 pages, et des numéros « doubles » de 60 à 80 pages, est un peu artificielle : elle ne correspond pas toujours à ce qu'exige le thème du numéro ; de plus, elle complique le calcul des fins d'abonnement.

Nous avons donc décidé de sortir en quatre numéros par an, le même nombre de pages que nous sortions en cinq. Cela ne correspond donc pas à une réduction de notre production, mais à une simplification de notre travail. Comme nous ne sommes pas une revue d'actualités, la parution tous les trimestres ne présente aucun inconvénient. Nous espérons donc que ce changement ne vous dérange pas : si les numéros sont légèrement plus gros, vous aurez aussi plus de temps pour les lire !

Pour les abonnements, la transition ne pose pas de problèmes. Plusieurs cas se présentent :

— Vous venez de vous abonner ou réabonner : l'abonnement que vous avez souscrit pour six numéros « ancienne formule » vaut pour quatre numéros « nouveaux ».

— Votre abonnement arrive à échéance avec ce numéro. Une carte vous en avertit, et vous vous réabonnez

(sans attendre le rappel, merci...) pour les quatre numéros qui suivent : 36, 37, 38 et 39.

— Votre abonnement est en cours. Pour ne pas vous léser, nous calculerons la fin de votre abonnement sur la base de l'équivalence deux numéros nouveaux = trois numéros anciens. Ainsi :

- ★ les abonnements à partir du 31 finiront avec le 35,
- ★ les abonnements à partir du 32 finiront avec le 36,
- ★ les abonnements à partir du 33 finiront avec le 37.

De toutes manières, vous recevrez une carte signalant la fin de votre abonnement.

Une décision tout à fait indépendante de celle-là, et qu'il aurait fallu prendre de toutes façons, c'est la petite, rituelle et indispensable augmentation de l'abonnement : 40,00 F, c'est vraiment le minimum pour la survie de la revue ! Nous vous rappelons à cette occasion que ce prix minimum ne pourra être maintenu aussi bas que si le tarif « de soutien » est choisi volontairement par tous ceux d'entre vous qui en ont les moyens. Et n'hésitez pas à joindre à vos réabonnements un petit mot de critique, de suggestions ou d'encouragements. Merci.

L'équipe de rédaction.

alternatives non violentes

3, rue Dumenge
69004 LYON

COMITE D'ORIENTATION

Lydie BONNET
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jacques MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Thérèse VIAL-MANNESSIER
Anne-Marie de VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

COMITE DE REDACTION

Béatrice ARNOULD
Christian DELORME
Jacques DELORME
Olivier VIAL
Jacques SEMELIN

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Christian DELORME

REDACTEURS EN CHEF

Olivier VIAL
Jacques SEMELIN

sommaire

LA POLITIQUE DE LA PEUR

— La peur ambiguë - Olivier VIAL	1
— La Politique de la Peur - Jacques SEMELIN	4
— L'Administration de la Peur - Paul VIRILIO	14
— Entretien avec Grégory BERGLUND	22
— Les ressorts de la machinerie de la peur La peur du « petit homme » - Thérèse VIAL-MANNESSIER	25
— Les femmes et la peur et la peur des femmes	34
Anne-Marie de VILAINE.	
— Sortir de la peur des loubards Le sacrifice des enfants perdus - Patrick GIROS	39
— Peurs d'hier, peurs d'aujourd'hui interview de Jean DELUMEAU.	49
DE LA DEFENSE - Roger GARAUDY	59

Numéro 35
Octobre 1979